



« Chaque jour de votre vie, en tant qu'individu, vous avez un impact sur votre monde. Utilisez cet impact à bon escient. »

Jane Goodall – Biologiste environnementale

Le plus court chemin vers soi passe par les autres...

Une rencontre rare, qui ouvre les horizons...

Portons loin le regard...

Un mouvement de prise de conscience et de meilleure connaissance pour une solidarité plus efficiente...

C'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites appartenances et c'est notre regard qui peut les libérer...

Ce rapport s'est construit dans le souci de croiser les regards, non sans oublier celui des premier(e)s concerné(e)s : les migrant(e)s, réfugié(e)s, immigré(e)s... Les autochtones et les allochtones... Les familles monoparentales... Les femmes et les hommes en grande précarité. Leurs voix et leurs histoires que vous y retrouverez proposent non pas un « autre » regard, mais leur propre regard.

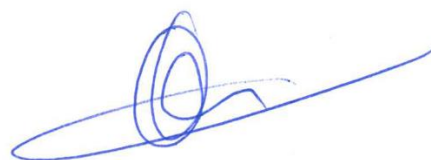
Ces regards, qui se juxtaposent, se complètent ou s'éloignent parfois, donnent un aperçu des pistes à privilégier, non pas pour gérer la précarité et l'exclusion sociale ni les contenir, mais pour les traiter de manière adaptée en privilégiant le long terme, la prévention, la multidisciplinarité et la concertation et ainsi donner aux personnes une reconnaissance, une dignité et une part active dans la société.

Trop souvent, la réponse se restreint à l'urgence et au curatif, comme si la perte de liens n'était pas prévisible, évitable... Trop souvent, elle est trop spécialisée ou pas assez adaptée.

Trop souvent, elle est laissée à notre secteur de l'action sociale qui se heurte parfois aux cloisons qui séparent les niveaux de pouvoir et les départements thématiques.

Nous vous invitons à entrer dans nos pratiques et à ouvrir le dialogue.

Bonne lecture



Christiane De Wan

Merci !

Travailler les compétences et chérir les faiblesses...

Chacune et chacun d'entre vous ont permis à tant de personnes de développer à la fois leur potentiel et le potentiel des autres depuis plus de 42 ans.

Vous êtes un exemple du « vivre ensemble » en Wallonie.

Vous avez développé, au fil du temps, des compétences précieuses ainsi qu'une véritable éthique de ce qu'est une société démocratique qui prend soin des autres.

Vous réparez les âmes et les liens de confiance abîmés, les corps traumatisés.

Merci pour votre travail militant.

En ces temps incertains, vous devez faire face à l'inconnu et à un risque accru de précarité. Vous poursuivez, malgré tout, un idéal qui permet d'entrevoir un monde apaisé, où les destins de personnes ne seraient pas définis par leur genre et vous créez des réseaux d'entraide.

Merci de réinventer des conquêtes pour gagner de nouveaux droits sans attendre qu'on vous les concède. Vos voix incarnent une alternative tellement puissante !

Créer un groupe est une chose, le faire vivre en est une autre. Lui donner du sens, de la résonance et l'inscrire dans la durée demande beaucoup d'investissements et de qualités professionnelles.

Je suis fière du chemin parcouru et de la reconnaissance de votre expertise par les politiques et le réseau socio-économique.

Continuez à nous éclairer et à être des bâtisseurs de solidarité.

Christiane De Wan

« Les appels à l'aide des femmes ont explosé en 2020 »

Femme de l'année en 2009, Chevalier du Mérite wallon en 2016, et sommes dotées de 30 per-
titutes d'encre beaucoup
d'autres titres et honneurs
pour le Collectif qu'elle a
fondé, Christiane De Win
est un porte-drapeau de la
cause des femmes.
Depuis sa création en
1977, son Collectif des fem-
mes a accueilli 28 000 per-

devenir assistante sociale et
je m'étais révoltée contre les
anciens étudiants qui obli-
geaient les jeunes femmes à
faire leur baptême pour
avoir accès aux syllabus, et
donc à subir des humilia-
tions. J'ai été renvoyée de
l'école sociale.

**Il faut faire avancer
les mentalités des
hommes pour
améliorer la
condition des
femmes.**

**Vous arrivez finalement à
Louvain-la-Neuve avec votre
diplôme d'assistante sociale en
pochette, et vous êtes engagée par
l'université pour le Centre Pliant.
La, vous allez avoir un rôle
déterminant pour la suite...**

J'étais en contact avec des
jeunes femmes qui sui-
vaient leur mari venu étu-
dier en Belgique. Elles
étaient seules, ne parlaient
pas la langue, etc. En 1977,
j'ai mis sur pied le Collectif
pour ces femmes, avec ces
femmes. Elles ont amené
leurs envies, leurs projets,
Heureusement, oui, mais ce
n'est pas terminé. Par exem-
ple, pendant le confinement
l'année passée, deux fem-
mes sont venues nous voir
parce qu'elles avaient subi
un viol et voulaient procé-
der à un avortement. Cela
n'a pas été possible car les
avortements étaient médi-
caux jugés non urgents, et
suspendus. C'était trop tard
pour elles quand les IVG ont

**Les choses ne se sont pas
améliorées en 44 ans ?**
Ma maman vit encore, elle a
100 ans. Elle a eu cinq en-
fants et a travaillé comme ai-
dante, sans avoir de statut,
elle a sacrifié sa vie à mes
yeux. Elle n'avait pas le droit
d'exister vraiment par elle-
même. C'est un modèle que
je ne voulais surtout pas re-
produire.
Depuis mes 18 ans, je milite
pour les droits des femmes.
À l'époque, j'étudiais pour

**Le 8 mars, Journée des droits de
la femme, cela signifie quoi pour
vous ?**



Une femme de l'année en 2009 (photo) et Chevalier du Mérite wallon en 2016, Christiane De Win a fondé le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve. Il y a plus de 40 ans, en militante. Elle est toujours très active dans la lutte pour l'égalité.

sonnes âgées dans les ho-
pitaux. Cela fait avancer la
lutte contre le racisme parce
que certains pensionnaires
qui n'ont jamais eu presque
leur vie, découvrent les
grandes qualités humaines
de ces gens.

**Vous accompagnez beaucoup
d'immigrés, des migrantes,
mais aussi des femmes belges
de souche...**

On a environ 20 % de belges
d'origine. Être étranger
n'est pas un prérequis pour
venir chez nous. Nous mé-
langeons toutes les nationa-
lités, toutes les cultures, et
c'est ce qui donne cette ri-
chesse, ce bouillonnement.

**Depuis un an, nous vivons avec
cette crise sanitaire, cela a-t-il eu
des conséquences sur votre
travail au Collectif ?**

**« Nous avons reçu
trois fois plus
d'appels ayant trait à
des violences
conjugales en 2020. »**

travail au Collectif ?

Dans le secteur de l'aide aux
personnes, les gens pou-
vaient continuer à travailler
en présentiel. Cela a été no-
tablement le cas. Mais toutes les admi-
nistrations, CPAS, etc.
étaient, eux, en télétravail.
Cela a entraîné un afflux de
demandes vers nous. Au to-
tal, en 2020, nous avons eu
2 065 personnes chez nous.
Ça a explosé.

Nous avons reçu de très
nombreux appels, pour des
violences intrafamiliales,
surtout. On a constaté trois
fois plus de violences conju-
gales. Et de nombreux dra-
mes liés à la garde alternée
d'enfants laissés en confin-
ement avec des pères vio-
lents, abuseurs, etc.

On allait aussi chez les gens
comme aides-soignantes.
Plus de 4 000 sur les dix der-
nières années. Et les trois
quarts sont engagées avec
nous. C'est une grande quan-
tité de femmes. Beaucoup d'in-
dépendants ont fait appel à
nous pour l'aide alimen-
taire.

femme participe aux activi-
tés du Collectif.

**Selon votre vision des choses,
l'émancipation des femmes
passe par la formation...**

Oui, parce qu'il faut bien
comprendre que les femmes
qui viennent nous voir, ne
sont pas demandeuses d'un
statut qui leur donnerait ac-
cès au chômage ou au RIS
(revenu d'intégration socie-
tale). Ce qu'elles veulent,
c'est travailler pour gagner
leur vie et sortir de la préca-
rité. Et la mise au travail est
synonyme d'autonomisa-
tion. Sans emploi, on n'a
rien. L'année dernière, 25
personnes ont terminé leur
formation d'aide-soignante.
C'est une grande quantité de
femmes. Beaucoup d'in-
dépendants ont fait appel à
nous pour l'aide alimen-
taire.

**Le port du voile, c'est acceptable
pour une féministe comme
vous ?**
C'est compliqué, car c'est
évidemment un frein à
l'émancipation de la femme
telle que je la conçois, mais
le voile est parfois le prix à
payer pour que certains
hommes acceptent que leur

**Vous accompagnez beaucoup
d'immigrés, des migrantes,
mais aussi des femmes belges
de souche...**

On a environ 20 % de belges
d'origine. Être étranger
n'est pas un prérequis pour
venir chez nous. Nous mé-
langeons toutes les nationa-
lités, toutes les cultures, et
c'est ce qui donne cette ri-
chesse, ce bouillonnement.

**Depuis un an, nous vivons avec
cette crise sanitaire, cela a-t-il eu
des conséquences sur votre
travail au Collectif ?**

Dans le secteur de l'aide aux
personnes, les gens pou-
vaient continuer à travailler
en présentiel. Cela a été no-
tablement le cas. Mais toutes les admi-
nistrations, CPAS, etc.
étaient, eux, en télétravail.
Cela a entraîné un afflux de
demandes vers nous. Au to-
tal, en 2020, nous avons eu
2 065 personnes chez nous.
Ça a explosé.

Nous avons reçu de très
nombreux appels, pour des
violences intrafamiliales,
surtout. On a constaté trois
fois plus de violences conju-
gales. Et de nombreux dra-
mes liés à la garde alternée
d'enfants laissés en confin-
ement avec des pères vio-
lents, abuseurs, etc.

On allait aussi chez les gens
comme aides-soignantes.
Plus de 4 000 sur les dix der-
nières années. Et les trois
quarts sont engagées avec
nous. C'est une grande quan-
tité de femmes. Beaucoup d'in-
dépendants ont fait appel à
nous pour l'aide alimen-
taire.

**Si vous aviez la possibilité de
mettre une femme à l'honneur
pour l'année 2020, célébrez ou
non ce serait qui ?**

Elle est actuellement coordi-
natrice des ateliers artisti-
ques du Collectif des Fem-
mes. Placissime, maître
verrier, elle utilise l'art-thé-
rapie, pour sortir les femmes
du silence et de leur statut
de victime. Roxana trans-
met son art partout dans le
monde. En plus, c'est une ar-
tiste magnifique et les artis-
tes sont actuellement trop
peu mis en avant.

**Quelle est votre plus grande
réussite, individuelle ou
collective ?**
C'est d'avoir réussi à créer ce
Collectif, un groupe unique
en son genre en Belgique,
dans lequel les femmes peu-
tent développer leur poten-
tiel. Les voir évoluer me
remplie de fierté. C'est un
courage. ■

► Pour les femmes victimes de
violence, un numéro
d'urgence : 02/39 50 85

**Christiane De Win, quelles
sont les revendications de
votre Collectif en ce 8 mars,
Journée des Droits de la
femme ?**

Il y a d'abord la
révolution des salaires
des femmes.
Particulièrement dans le
domaine des soins et de
l'aide aux personnes. Ce
sont souvent des
femmes qui travaillent
dans ces secteurs et elles
sont essentielles mais
tellement sous-payées.
Elles courent tout le
temps au prix de leur
santé, et elles sont
souvent à la tête d'une
famille monoparentale.

Notre deuxième point est
en matière de justice.
Nous soulignons la
tolérance zéro pour les
féminicides. Ils sont en
augmentation. On les
minimise, on parle de
relation passionnelle, de
jalousie, etc. Tuer une
femme parce qu'elle est
une femme est un crime.

Troisième point : le droit
des femmes à disposer de
leur corps. Cela comprend
l'assouplissement des
conditions d'accès à l'IVG
(Interruption Volontaire
de Grossesse).

Quatrième : un statut pour
les femmes malades et
sans papiers, afin qu'elles
ne soient pas renvoyées
dans leur pays, souvent
avec leurs enfants car ce
sont des mères de famille
monoparentale sans
aucune chance d'être
soignées chez elles.

Enfin, la reconnaissance de
la cyber-violence sur les
femmes, et du harcèlement
après une séparation. On
constate de plus en plus
d'abus de ce genre : accès
aux comptes bancaires,
menaces, chantage sur
les enfants, etc.

A.B.H.

La saveur des autres : une pensée toute particulière pour celles et ceux qui sont au plus près de l'humanité

Ils ont travaillé sans compter ni leur temps ni leur humanité, s'offrant à peine une pause déjeuner pour partager leurs doutes, leurs fatigues et leurs rires aussi.

Non, ils n'étaient pas préparés à voir tant de personnes mourir... Peut-on l'être vraiment ?

Ils ont avancé à tâtons dans une jungle de règles et de recommandations. Ils ont adapté leurs pratiques et ont essayé de ne pas modifier la prise en charge des patients malgré le stress, la charge de travail, le téléphone qui sonne sans relâche. Ils ont aussi vu mourir des êtres fragiles qui se dégradaient rapidement sans qu'ils puissent prévenir les familles et sans structure hospitalière pour cause d'âge et de comorbidités... Ils vont devoir vivre avec ces souvenirs.

Mais il faut tenir encore, avec en tête cette phrase de George Orwell

« Mais si le but poursuivi était non de rester vivant, mais de rester humain ».

1. INTRODUCTION

« Mais je suis convaincue que notre expérience de l'injustice, de l'exclusion, de la souffrance nous a conféré une richesse supplémentaire. Et que, sans en avoir conscience, nous puisons dans notre histoire de domination patriarcale des ressorts insoupçonnés. Il a fallu serrer les dents, s'adapter, inventer, résister. Refouler nos envies, mais pas notre imaginaire. Brider nos pulsions, pas notre volonté. Étouffer nos talents, par notre sensibilité. Sans doute même s'est-elle développée, et nous donne-t-elle un sens de l'autre plus aigu, une indulgence pour la marge, une empathie pour les fragiles ? Une nouvelle nature ? Je ne saurais trancher. Mais je sais que de ces valeurs d'opprimés - courage, endurance, résilience - peut jaillir une formidable créativité. »

Gisèle Halimi

Faire ressurgir les possibles... Un projet ambitieux ?

À l'écoute des chants, des cris et des révoltes...

Face aux crises écologiques, économiques, sociales, démocratiques, culturelles et spirituelles qui se conjuguent et s'intensifient, le Collectif des femmes vise la cohésion sociale et défend une société apaisée et inclusive : une démocratie vivante et véritablement participative.

Des agents du monde vécu...

Les migrant(e)s aux commandes. On cherche, on crée, on innove...

Le Collectif, c'est un modèle de pratiques.

Il est une construction d'un monde commun à partir de la reconnaissance des migrant(e)s porteur(euse)s de « savoir-être ensemble ». De l'une ou l'autre culture, un lieu de vie collective où ces savoirs peuvent se dire, se vivre et se mélanger à d'autres pour inventer toujours l'être et le faire ensemble. Témoinnant d'une formidable résilience, ces personnes sont ainsi parties de leurs expériences personnelles et de leurs problèmes vécus pour servir le bien commun et agir.

Le Collectif a donc été pensé par l'intelligence réunie de toutes ces personnes et continue à être piloté par elles.

Ces dernières veillant, dès les prémices, à la co-construction d'une structure sociale au plus près de leurs idéaux.

Célébrer nos cultures, des identités mosaïques

Cette pluralité est une richesse.

Ces personnes sont diverses et variées par leurs origines, leurs expériences, leurs préférences. Aujourd'hui, une quarantaine d'hommes et de femmes constituent notre équipe de base dont les trois quarts sont issus de l'immigration. À cette équipe multiculturelle, il faut ajouter douze prestataires indépendants et une trentaine de bénévoles qui développent des pratiques intégrant le « savoir-faire » des migrants. Ce sont eux qui ont construit le Collectif aujourd'hui. Nous participons à l'élaboration d'une politique d'égalité des chances sur la base de nos expérimentations vécues et à la promotion du « gender mainstreaming ».

Cultiver la nuance et la complexité

Nous sommes porteur(euse)s d'idées nouvelles, inspirantes et audacieuses. Nous encourageons le « prendre soin » : prendre soin de soi et des autres.

Notre centre porte une attention permanente aux plus fragilisés, aux minorités ethniques, sexuelles, culturelles et linguistiques silencieuses ou agissantes trop peu visibles et sous-représentées.

Nous y avons développé, au fil du temps, une vision plus complexe et plus complète de la situation des migrants, du travail de proximité de première ligne, de l'accompagnement des femmes victimes de violence, de la lutte contre la pauvreté, de la pédagogie émancipatrice, du travail en éducation populaire, de l'accompagnement et de la formation spécifique des adultes, de l'insertion professionnelle, du parcours d'intégration...

Il est aussi, par ces colloques internationaux, un espace d'expression où l'on peut entendre la voix des radicalités. Le combat des femmes et des hommes qui, du Nord comme du Sud, agissent pour plus d'égalité des chances.

L'égalité est une question de justice sociale et nous mettons tout en œuvre pour déconstruire les systèmes de discriminations qui s'exercent sur la base du genre...

Nous créons aussi des ponts entre les associations du Sud qui œuvrent, inventent, luttent et inspirent, que ce soit au Chili, au Nicaragua, en Amazonie, au Mali, en RDC, au Burundi, au Pérou, en Équateur, en Inde, au Maroc, etc.

Le Collectif est, dès lors, un terrain privilégié et attentif de l'évolution de la situation des femmes dans les pays en développement et émergents. Il amplifie l'impact de ces expériences porteuses d'espoir.

Notre rôle est de sensibiliser, d'organiser le débat, de susciter l'action et de mobiliser autour de questions de migration, d'émancipation, d'égalité, de citoyenneté, d'insertion socioprofessionnelle, d'éducation populaire, de « gender mainstreaming », de violences plurielles et de justice sociale.

Nous rendons aux personnes la capacité d'agir au sein d'une société toujours plus complexe, seule garante de la préservation de l'autonomie individuelle.

C'est aussi la puissance à l'engagement de la sororité.

Une attitude progressiste

Nous privilégions une approche pluridisciplinaire pour répondre à des besoins multiples par des insertions multiples. La solidarité, c'est la concertation, la modération, le refus des extrêmes pour dégager des solutions à étages. Nous établissons aussi régulièrement des plaidoyers pour notre secteur qui cherche et trouve. À travers ce projet, nous nous inscrivons dans un modèle de société plus juste et plus équitable.

Collectif : un combat pluriversel

Les questions d'alphabétisation, de fracture numérique, de formation professionnelle, d'accès à l'emploi, d'éducation citoyenne, de rapports de genre, de mixité, de santé, de reconnaissance, des identités culturelles et confessionnelles plurielles, de la mobilisation dans l'espace public, de l'empowerment politique, des voies d'accès à l'émancipation, à l'égalité des hommes et des femmes, sont au cœur de nos débats et de nos actions.

Ce sont autant de domaines où notre expertise a progressivement pu être reconnue par les pouvoirs publics, partagée avec d'autres professionnels du secteur et rendue opérationnelle à divers degrés dans le service aux personnes. Notre centre en croissance démontre la pertinence de tous nos objectifs, encore plus aujourd'hui qu'hier.

La mise en exergue des communs

Alors que nous avons ratifié la Déclaration des droits de l'homme, nous assistons, impuissants, au retour du nationalisme en réponse à une crise migratoire qui se prolonge. C'est avec ténacité que nous donnons la réplique à ceux qui entretiennent des polémiques populistes.

Il relève de notre mission d'agir pour l'émancipation de toutes et de tous au travers des différents modes d'action qui sont les nôtres et que nous développons au fil du temps.

Avec vous, nous continuerons à donner du souffle et à engendrer l'enthousiasme pour des lendemains à réenchanter.

2020

Une année sous le signe du confinement

« La crise sanitaire décape notre regard et rend visible une réalité habituellement tissée dans l'ordinaire de nos vies. »

Pascale Molinier – chercheuse en psychologie sociale

Vers une société plus égalitaire et plus apaisée. Les grands moments qui ont marqué les 365 jours

*« Là où croît le danger, croît aussi ce qui sauve... »,
disait le poète F. Hölderlin*

Le bilan du Collectif revient sur les temps forts d'une année 2020 rythmée par la pandémie de COVID-19, mais aussi par des crises sociales, le tout à travers une sélection d'images issues de la production.

Une crise sanitaire imprévisible durable et profonde bouleverse notre monde depuis un an. Une crise qui mènera à un sursaut d'humanité ?
De l'épreuve, l'être humain peut-il sortir un mieux pour demain ?

L'épidémie de COVID-19 inflige à notre monde des dégâts incommensurables et secoue nos repères. Tous les pans de la société ont été touchés, voire ébranlés.

Que retiendra-t-on de 2020 ?

Au 31 décembre 2020, le bilan de la pandémie de COVID-19 était de 83 424 000 de personnes touchées par le virus et de 1 818 000 de morts sur les cinq continents.

Et dans le monde ? La famine comme prochaine pandémie ? Chacun doit prendre ses responsabilités

Le risque d'une catastrophe humanitaire pour les travailleurs de l'économie informelle.

L'organisation internationale du travail insiste sur l'extrême priorité que fait peser cette crise sur ces travailleurs, majoritairement des femmes, soit 2 milliards de personnes dans le monde. Quelque 76 % d'entre eux, soit 1,6 milliard, sont fortement affectés par les mesures de confinement. Ces personnes n'ont aucune possibilité de travail à distance, ne disposent généralement pas de protection sociale et ont un accès limité aux services de santé.

Les pertes de revenus pourraient s'élever à 81 % en Afrique et en Amérique latine. Sans réaction internationale pour aider ces pays les plus défavorisés, cette catastrophe deviendra un drame humanitaire. Sinon, comme l'a indiqué le Programme alimentaire mondial, la prochaine pandémie sera la famine.

Les Nations unies estiment que le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire dans le monde devrait atteindre un nouveau record en 2021 : 235 millions, en hausse de 45 % en un an.

Le coronavirus a chamboulé notre quotidien et modifié notre façon de penser, notamment notre rapport à l'espace et au temps.

Ses ravages interrogent nos modes de vie et poussent à nous questionner sur notre époque.

Des mots qu'on ne s'attendait pas à voir prendre du galon en 2020 ont contaminé notre vocabulaire : bulle, vague, confinement, conseil de sécurité, distanciation, rassuriste, septaine, super contaminateur, Zoom, Teams...

Des frustrations ? De la tristesse ? Du découragement ? Certes, mais aussi quelques pépites qui ont rassasié nos cœurs et nos esprits : une fulgurance de vraie vie dans cette année entre parenthèses.

Nous partageons quelques-uns de ces indispensables rayons de soleil...

Sans oublier les moments peut-être perdus et de savourer ceux que l'on a assurément gagnés.

L'année 2020 fut exceptionnelle à bien des égards. Elle fut ponctuée par de nouveaux records de chaleur, des incendies géants et les effets du confinement sur la pollution. Mais les années s'enchaînent et se ressemblent, sur le plan météorologique.

Elle restera comme l'année qu'on n'aurait jamais imaginé devoir vivre et jamais voulu vivre. Une année de maladie, de deuil, de crise. Une année d'angoisses, de peur pour soi et ses proches. Une année de rêves qui peuvent s'écrouler.

Une année où un virus dévastateur a mis la vie en pause.

Une année à se confiner, à ne plus approcher l'autre, à se masquer.

Une année marquée par la déchirure entre ceux qui adhèrent et ceux qui dénoncent... Entre ceux qui savent, ceux qui croient savoir, ceux qui décident, ceux qui appliquent, ceux qui s'estiment laissés pour compte.

Une année aussi pour réfléchir à ce que nous voulons faire de notre vie, de notre planète, de nos modes de consommation, de notre organisation sociale et de nos démocraties.

À devoir nous réinventer, à distinguer l'utile de l'accessoire, à hiérarchiser nos systèmes de valeurs... Une année où, en tant qu'association, nous avons pris diverses initiatives pour écouter, reconforter, tendre la main à ceux et celles qui sont dans le besoin.

Quand le monde s'arrête, les femmes continuent

Ce slogan du mouvement de la grève des femmes a trouvé tout son sens durant cette pandémie.

La pandémie nous a confronté(e)s à de nouveaux défis, mais elle a aussi été une occasion d'innover et de concrétiser des changements décisifs.

Les femmes ont été mises à l'avant de la scène, spots braqués sur leurs habituels seconds rôles peu enviés.

Le rôle invisible des femmes pour faire tourner la société.

Certain(e)s travailleur(se)s sont resté(e)s à leur poste.

Pendant cette crise, ce sont les femmes qui ont fourni la plus grande partie du travail nécessaire au maintien de la vie.

La crise a mis l'éclairage sur les métiers essentiels et ces femmes sont devenues visibles à nos yeux : les caissières, les aides-soignantes, les infirmières, les techniciennes de surface, les travailleuses des titres-services, les aides familiales...

Les femmes sont plus représentées que les hommes dans les secteurs souvent moins bien rémunérés. Une grande partie des métiers de première ligne font partie des métiers du « care », c'est-à-dire du soin aux autres. Autant d'emplois auxquels on appose souvent le qualificatif de « non qualifiés ». L'expression est très violente, comme s'il ne fallait pas de compétences pour bien les exercer. Cette situation montre l'urgence de collectiviser le travail de soin. Nous nous y attelons.

Nous nous sommes aussi posé de nombreuses questions :

Pendant cette crise COVID-19, qu'est-ce qui aura changé pour les femmes que nous allons suivre ? Qu'attendent-elles de l'avenir ?

Pourront-elles dialoguer entre elles à partir de leurs expériences ? Esquisser plus largement les contours d'une société de soin aux autres, d'une société de « soin au vivant » ? Et à notre échelle, quel serait notre rôle dans ce nécessaire processus de réparation « des collectifs aux liens altérés » ?

Quelles sont les pires situations dans lesquelles être confiné ?

Des situations de femmes seules avec enfants, des femmes victimes de violences conjugales, sans-papiers comme les travailleuses domestiques qui n'ont droit à aucun filet de protection sociale.

2020 aura aussi réveillé des sentiments magnifiques : l'humanité, la générosité, la solidarité. Des chaînes humaines ont permis de pallier les carences.

La tâche peut paraître insurmontable quand l'isolement, la monoparentalité, la maladie, la migration ou la précarité s'empilent. Et pourtant... Chacun, chacune a relevé ses manches pour faire la différence. Chacun, chacune a donné son « savoir-faire » et utilisé ses compétences pour être solidaires.

Lors du premier confinement, ce sont aussi elles qui se sont mobilisées pour parer au manque de protection en confectionnant des masques.

Nous, à notre échelle, nous avons réalisé des milliers de masques pour notre public, pour les personnes dans les centres d'hébergement, les infirmières de rue...

Des gestes, des mots, des promesses

Nous avons donc continué à assurer l'accueil et l'accompagnement des personnes, à dispenser des cours de français et de citoyenneté en présentiel, à donner confiance, à rassurer, à coacher de façon individuelle.

Nous avons été confrontées aux personnes invisibles : sans-abri, sans-papiers, sans-travail bref des « sans quelque chose »...

N'est-ce pas eux qui, par leur fragilité, nous rassemblent au-delà de nos dissensions et de nos différences culturelles, religieuses, linguistiques ou autres ? Trop nombreux sont ceux qui, vivant dans la précarité, ne font pas valoir leurs droits.

Notre attention se porte et se portera toujours sur les personnes les plus vulnérables pour renforcer la qualité du « vivre ensemble ». Nous sommes persuadés que nous avons besoin de « faire société » ensemble, tous ensemble, en cette période de crise qui exacerbe les inégalités et les injustices.

Il est parfois difficile pour chacun de rester strictement dans le cadre parce qu'un ado galère, parce qu'une maman seule n'en peut plus, parce que cela dure depuis si longtemps, parce qu'il y a tant de raisons... Mais il faut tenir encore. Nous sommes dans une période d'écroulement des systèmes politiques, économiques et de l'ensemble des structures de notre société. Que nous reste-t-il derrière tout ce qui semble ainsi provisoire ?

Y a-t-il une réalité sur laquelle s'appuyer ? Ce qui restera, c'est l'amour que l'on aura eu et que l'on a les uns pour les autres.

Adieu l'insouciance.

Voici venir des peurs nouvelles. Si nous apprenions à mieux les écouter ?

Anxiété, déprime et profonde lassitude touchent pas mal de personnes.

Une génération sacrifiée ?

Les jeunes constituent l'une des tranches d'âge les plus mises à mal.

Même si les écrans les mettent en relation, ces relations sont virtuelles. Il a été démontré qu'elles renforcent encore plus le sentiment d'isolement.

Tout comme ces jeunes, les femmes seules, les personnes isolées et, plus largement, les personnes fragilisées doivent puiser dans des ressources mentales déjà bien entamées.

Toutes ces pathologies de l'anxiété et de la dépression démontrent une souffrance indéniable qui a considérablement augmenté dans nos consultations.

Les conséquences de cette année hors norme sur le psychisme de notre public sont donc importantes. Nous avons constaté des troubles addictifs, obsessionnels compulsifs, anxieux, dépressifs. La santé mentale a, dès lors, dû être plus largement prise en compte par nos équipes intégratives et pluridisciplinaires.

2020 : il est temps que la peur change de camp

Le féminisme du hashtag

Cette année fut aussi celle de l'incroyable puissance des réseaux sociaux, qui ont déplacé les frontières du militantisme en offrant de nouveaux outils pour faire entendre sa voix.

Les femmes exigent une profonde transformation « par le bas », un fait sans précédent dans l'histoire. Réformer le langage, les contenus, les images, les gestes, les intentions et les désirs constitue nos objectifs du projet de démocratisation féministe.

2020 : le ras-le-bol d'une justice à 2 vitesses

Ce fut aussi le hashtag de la colère. Suite aux décès de George Floyd, d'Aхмаud Arbery nombre de voix se sont élevées pour dénoncer les exactions racistes et les violences policières.

Ce fut une année culminante de grande violence de corps, mais invisibilisée, de racisme ordinaire et de décolonisation revendiquée.

Le racisme tue. Le sexisme tue. Le validisme tue. Tout tue...

Cette immense fatigue de voir le racisme et le sexisme honorés quand les noirs se font tirer par la police et les statistiques de viols et de féminicides qui ne cessent d'augmenter.

Il est urgent d'entendre ce cri d'alarme qui partout se répand et d'en comprendre les vrais enjeux.

L'irruption de la COVID-19 a bouleversé la donne.

La pandémie a accéléré le recours aux outils numériques

Techcéleration ?

Cette année, nous avons aussi trinqué par webcams interposées. Nous avons porté des masques chirurgicaux pour protéger nos proches, mais aussi des inconnus.

Les câlins autrefois nécessaires à notre bien-être s'apparentent désormais à des prises de risques inconsidérés et le télétravail que l'on fantasmaît naïvement est devenu notre réalité.

Le télé-enseignement a aussi pris de plus en plus d'importance. Le télétravail fut rendu obligatoire.

L'expérience forcée du confinement a quelque peu dissipé les préjugés sur l'enseignement en ligne et le télétravail moyennant du bon matériel, une bonne assistance technique et un cadre approprié.

Nous sommes d'ores et déjà en train de mettre au point des outils pour améliorer la collaboration en ligne et le télé-enseignement.

Une année de travail à distance dans certains secteurs de notre centre a révélé les signes d'un impact social profond.

Nous avons tenté de réduire les conditions de travail et d'apprentissage. Travailler chez soi, mais dans quel chez-soi ? Avec quel environnement numérique ?

Nous avons dû dès lors réinventer des unités structurantes pour un modèle social et numérique compatible.

Nous avons pu mettre en place de nouveaux lieux de travail virtuels pour permettre aux personnes de se réunir, de partager leurs expériences, de proposer des formations hybrides pour répondre à la fracture numérique.

D'autres lignes de fracture sont devenues encore plus flagrantes : la fracture numérique, par exemple. Beaucoup de personnes n'avaient pas d'ordinateur ou de connexion Internet.

On peut aussi parler de fracture de genres, quand que des milliers de femmes qui avaient réussi à s'affranchir d'un travail domestique non rémunéré ont été contraintes de rester chez elles pour s'occuper des autres.

Co-crée, co-construire, collaborer

Ces derniers mois ont bousculé bien des métiers et ceux qui les exercent.

Pour prendre le pouls de cette ère singulière, nous avons voulu confronter les ressentis des familles monoparentales.

Isolement social et émotionnel, sentiment d'exclusion. Difficultés, parfois même impossibilité à boucler les fins de mois : voilà le quotidien de nombreuses mères.

Elles sont 83 % à la tête de familles monoparentales... Elles sont au croisement des différentes précarités : la précarité sociale, mais aussi économique.

Il est essentiel d'écouter l'expérience unique de ces femmes et d'échanger avec elles pour construire collectivement des solutions qui permettront de nous sortir de cette crise, tout en faisant avancer l'égalité entre les hommes et les femmes.

Des victoires possibles grâce aux chemins que nous explorons.

Une note d'espoir ?

C'est l'engagement des citoyens et de chaque membre de l'équipe. On se rend de plus en plus compte, en étant isolé(e) et confiné(e), que cette solidarité est essentielle.

Tracer, tester, vacciner, isoler est la stratégie gouvernementale.

De nombreux défis nous attendent. L'avenir nous réserve son lot de réflexions et de discussions mises en attente dans ce contexte particulier de pandémie.

La grande question pour 2021 est la suivante : dans quelle mesure va-t-on retrouver la situation antérieure ? La COVID-19 a propulsé le monde dans un avenir très différent.

Retrouver notre chemin intérieur

Au cœur de ce tourbillon, il est apparu que nous avions en commun bien plus de choses que nous le pensions. Notre infinie vulnérabilité d'abord, notre besoin des autres ensuite, notre liberté et notre volonté d'agir ensemble au bénéfice d'un plus grand nombre.

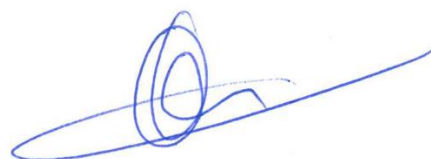
À notre niveau, pendant tout ce confinement, nous avons tenté de chasser l'ombre pour voir l'espoir, la vie et la joie. Pour éclairer l'existence de ces personnes dans le besoin.

Nous avons essayé de redonner un sens à toutes nos actions.

Redonner un sens. Oui. Ces derniers mois ont été des moments dans la vie où, soudain, on se rend compte que tout doit changer. Face à cette prise de conscience, certains se taisent par peur d'un bouleversement, chavirent, fuient ou se cachent. D'autres déploient leurs ailes et prennent leur envol pour planer au gré du vent.

Nos pensées s'envolent aussi vers celles et ceux qui nous ont quittés et dont nous conservons précieusement le souvenir et le parfum.

Même s'il y a des défaites et des découragements, je vous invite à continuer à crier, à chanter avec nous-mêmes dans le désert. N'oubliez pas que le vent porte loin.



Christiane De Wan

2. OBJECTIFS ET PUBLIC

« Aujourd'hui, reconnaissons que ni le marché intérieur, le grand projet des années 1980, ni l'espace de liberté, sécurité, justice, le grand projet européen lancé au cours des années 2000, ni l'Union économique et monétaire qui était le projet porté par le traité de Maastricht ne font encore rêver. Le projet aujourd'hui qui peut faire rêver, c'est un projet de transition écologique et social intégré. »

Olivier De Schutter

Rapporteur spécial des Nations unies

Professeur de Droit international à l'UCLouvain

Rapport d'activités 2020

Christiane DE WAN



Meldi ABAH



Roxana ALVARADO



Kossai BAHLOUL



Thérèse BIZIMUNGU



Karima BOT ZAMAT



Laura BRACONNIER



Déogratias BUGANDWA



Donnatien BWABO



Marie CICCARELLA



Alejandra CONTRERAS



Pamela DATTOLI



Laetitia DE DECKER



Cathy DE GREEF



Virginie DESTATTE



Catherine DE VOGHEL



Amancay EGAS TORRES



Malika ERMAN



Sam FLORES



Françoise GAUTHIER



Martine GILLET



Elisabeth GIL VENTAYOL



Charlotte GOETHALS



Michèle GRENIER



Hélène GROENTHEN



Rapport d'activités 2020

Charlotte GWIZABERA



Farzaneh HAJIL



Moises JARA



Aline KAMATARI



Nidal KARAJOL



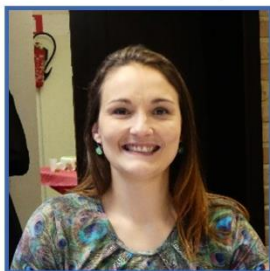
Naële KOTTONG



Marie LAMBERT



Sandrine LEBLICQ



Béatrice MAILLEUX



Léocadie MBODAH



Tiffany MEIJS



Placide MUAMBA



Santos MWANA NTEBA



Domitille NDUWIMANA



Geneviève NEEFFS



Célestin NTAWIGENGA



Fatima OUABAIDA



Françoise PENDVILLE



Amina SAID



Hanoulia SALAME



Isa TIO



Lyse UWIZEYE



Logan VAN DE WEGHE



Nabil YESRI



Nohayla AARAB



Nos différents champs d'action

- Service de proximité et service permanent de médiation interculturelle et d'accueil, accompagnement spécifique des femmes séropositives, groupe de parole, actions de développement communautaire.
- Service d'accompagnement des femmes victimes de violence entre partenaires et violence de genre.
- Accueil et accompagnement des personnes migrantes (Tremplin pour la vie).
- Alphabétisation.
- Parcours d'intégration : formation français comme langue étrangère, éducation citoyenne, insertion socioprofessionnelle.
- Actions d'éducation permanente et d'actions sociales et politiques.

Deux thématiques :

- Femme et violence : santé, sexualité, droits sociaux.
- Femme et démocratie : dynamique interculturelle et intergénérationnelle, lutte contre les préjugés et les stéréotypes.
- Formation et réinsertion sociale et professionnelle.

Cinq filières :

- Orientation professionnelle.
- Aide-soignante.
- Auxiliaire de l'enfance.
- Informatique-langue.
- Petites et moyennes entreprises.
- Centre d'expression et de créativité : démarche créative artistique et citoyenne, atelier multiculturel, « Tour d'horizon » production stylistique, expositions, ateliers « histoires de vie ».
- Éducation et développement.
Coopération internationale.
Appui à la société civile pour contribuer au développement durable des pays du Sud, par une assistance technique et la mobilisation des partenaires du Sud et du Nord.
Travail de renforcement des capacités des femmes pour devenir agent de développement social et économique. Travail d'Art-Thérapie.
- Lutte contre la fracture numérique, formation PMTIC (Plan mobilisateur de la technologie information et communication), éducation aux médias.

Objectifs spécifiques

Notre démarche consiste à aller vers les personnes (visites à domicile) et s'inscrit dans une optique de réciprocité. Les personnes offrent leur savoir-faire et leurs expériences de terrain. Nous valorisons et utilisons leur capital et nous définissons ensemble les objectifs et les orientations des formations.

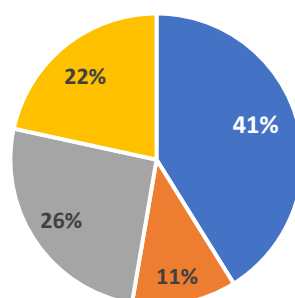
- Actions de réflexion, de sensibilisation, de conscientisation, de valorisation des personnes étrangères et d'origine étrangère dans une politique d'égalité des chances.
- Accompagnement tout au long du parcours d'intégration.

- Formation des personnes migrantes, belges, immigrées, réfugiées, en vue d'une meilleure réinsertion professionnelle, soit en Belgique, soit dans les pays du Sud.
- Formations de formateurs et accompagnement de projets dans les pays du Sud.
- Actions de prévention et d'accompagnement au niveau de la santé mentale grâce à l'équipe pluridisciplinaire formée en contexte multiculturel pour les femmes victimes de violence et/ou malades, des relais dans les différents quartiers, aux groupes de paroles pour les femmes séropositives et à l'accompagnement des femmes victimes de violences entre partenaires et de genre.
- Groupe de parole pour les femmes malades et/ou violentées.
- Réflexion sur le rôle et le statut de la femme, en relation avec les problématiques du développement.
- Expérimentation de formes d'organisation coopérative et autogestionnaire, où chacune peut prendre place et où des mouvements de solidarité entre femmes aident chacune à répondre aux diverses situations de la vie quotidienne, ainsi qu'aux questions plus générales des diverses problématiques liées au développement, au statut et au rôle de la femme.
- Actions en lien avec le développement qui touchent la coopération internationale et des solidarités à mettre en œuvre avec les femmes du Sud.
- Guidance pour une meilleure réinsertion dans le pays d'origine.
- Coopération au développement par des actions dans les pays du Sud.
- Création d'un lieu pour se rencontrer, s'informer, se former, s'organiser face à des difficultés de revenus, de logement, de solitude, de dépaysement, de communication interculturelle.
- Mise en place d'une structure où les personnes sont elles-mêmes le propre relais de l'expression de leurs besoins.

Public

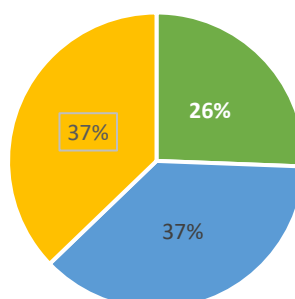
Nombre de personnes par secteur	
Parcours d'intégration, éducation citoyenne, français comme langue étrangère, permanence juridique – écrivain public	279
Aide-soignant	37
Auxiliaire de l'enfance	31
Orientation professionnelle	18
Informatique - langue	24
Petites et moyennes entreprises – formation recyclage ordinateur	9
Formations techniques : PMTIC, permis de conduire	210
Service social de proximité : Nyampinga	141
Accompagnement des personnes victimes de violence	167
Éducation permanente et action sociale	561
Permanence d'accueil : Tremplin pour la vie	341
Ateliers intergénérationnels	47
Centre d'Expression et de Créativité	158
Total	2023

Stagiaires par continent



■ Afrique ■ Amérique ■ Asie ■ Europe

Stagiaires par filière



■ CISP ■ FILIERES LIBRES ■ ILI

3. ASBL COLLECTIF DES FEMMES

- ✓ Membres du CA et de l'AG
- ✓ Organigramme

Membres du CA et de l'AG

Le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve a été créé en 1979 et a fonctionné comme association de fait jusqu'en mars 1997, date de la constitution de l'ASBL.

M^{me} Sophie ALAIME

Rue des Wallons, 10 à 1348 Louvain-la-Neuve

M^{me} Marie-Anne BEAUDUIN

Lenniksesteenweg, 440 à 1500 Hal

*M^{me} Marie-Françoise DE BIER - BUCHET**

Rue Félicien Mosray, 1 à 1300 Limal

*M^{me} Christine BONNIER**

Rue des Annettes, 17 à 1348 Louvain-la-Neuve

*M. Bruno DELVAUX**

Cours du Cramignon, 9 à 1348 Louvain-la-Neuve

M^{me} Anne-Marie KUMPS

Les Bruyères - Rue au Bois 376/27 à 1150 Bruxelles

*M^{me} Christiane MOTCH - DE WAN**

Rue de la Citronnelle, 77 à 1348 Louvain-la-Neuve

M^{me} Martine NGO NYEMB WISMAN

Allée de la Peupleraie, 36 à 1300 Wavre

M^{me} Sylvie SAROLEA

Clos des Gilles, 13 à 1348 Louvain-la-Neuve

** Membre du Conseil d'Administration*

Siège social : 77, rue de la Citronnelle à 1348 Louvain-la-Neuve

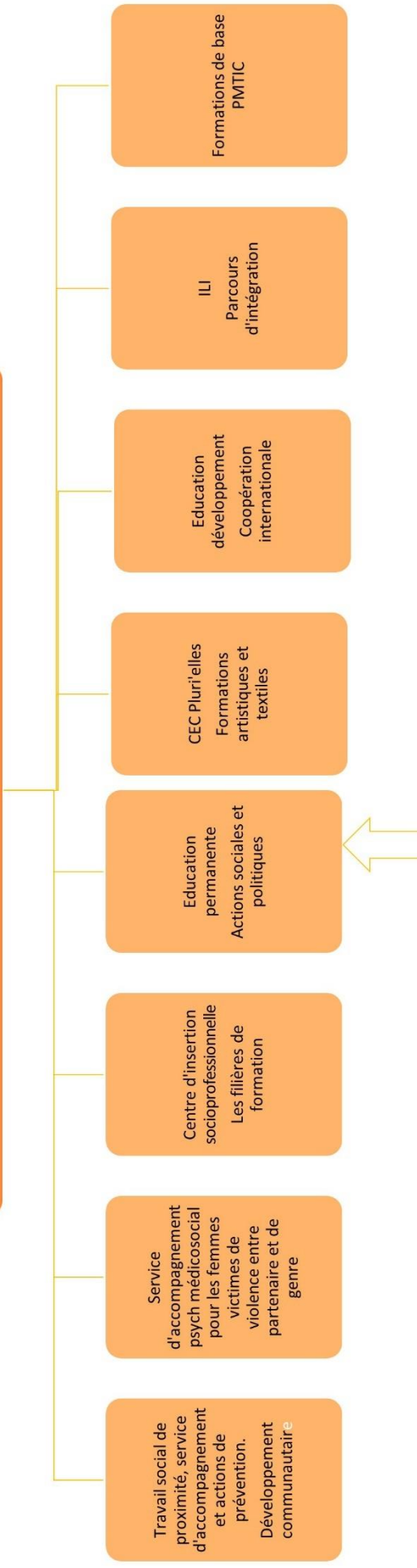
Siège d'exploitation : 19, rue des Sports à 1348 Louvain-la-Neuve

Assemblée Générale de l'asbl
Collectif des Femmes

Conseil d'Administration

Comité de gestion
Direction
Personnel contractuel 38

Comité de coordination (45)
Direction
Coordinatrices de secteur
Animateurs, formateurs contractuels, articles 60, stagiaires



Les formateurs: bénévoles, vacataires

Ce qui fait la différence...

Un travail militant avec des experts du vécu, des mentors dans le cadre de la promotion de l'Égalité des chances.



Construire un « vivre bien » pour assurer un « vivre ensemble »

Une association créée par des migrant(e)s pour des personnes précarisées

L'apport du Collectif à une meilleure connaissance et à la construction d'un meilleur « vivre ensemble » est continu depuis sa création.

Des facteurs de réussite

Depuis 1979, plus de vingt-six mille personnes accueillies et pour l'année 2020, 2023 personnes. Au cours des 10 dernières années, 5008 personnes ont trouvé un emploi. Dans le cadre de l'insertion professionnelle par nos formations qualifiantes, plus de 90 % des personnes ont un emploi, souvent même avant la fin de la formation.

Des médailles et des honneurs

Nos différents prix et agréments ont apporté une vraie reconnaissance de la parole du vécu des femmes et des migrant(e)s qui démontent les idées reçues en matière de politiques d'insertion socioprofessionnelle et de droit d'asile.

- Prix Fondation Roi Baudouin « Accueil et Entraide Migrant(e)s »
- Prix de l'économie sociale
- Prix de la diversité pour le secteur non marchand
- Label européen des langues
- Prix Théroigne de Méricourt
- Prix du mérite wallon
- Prix Femme de l'année en 2009

Et des reconnaissances institutionnelles...

Service d'économie sociale, Centre d'insertion socioprofessionnelle de la Région wallonne, département emploi et formation professionnelle, Agrément en tant que service pour l'accompagnement des femmes victimes de violence entre partenaires et violence de genre, Initiative locale de Développement social par la Région wallonne, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances, Centre d'Éducation permanente et Centre d'Expression et de Créativité par la Fédération Wallonie-Bruxelles, convention dans le cadre de la permanence et l'accueil des migrants, convention structurelle avec l'Université catholique de Louvain, appui de la Fondation Roi Baudouin, de la Province...

Nous ne nous résignons pas à l'inéluctable. Nous continuerons à construire l'humanité dans le social avec tous nos partenaires et nos travailleurs « généralistes ». Nous favorisons ainsi le « vivre ensemble » par de nombreuses initiatives locales et régionales pour lutter contre la radicalisation sociétale.

4. UN PROJET PILOTE

Des idées novatrices de management

- ✓ Un travail militant
 - Programme de mentorat
- ✓ La charte d'entreprise
- ✓ Actrices/Acteurs de l'économie sociale
- ✓ Un outil d'émancipation : l'empowerment
 - Le cœur de la démarche de développement communautaire
 - Genre et empowerment
- ✓ L'intersectionnalité
- ✓ Une nouvelle culture managériale
 - L'appui pédagogique
- ✓ De la nécessité d'une coordination intégrée et intégrante
 - Le travail en réseau
 - Un ancrage local, régional, fédéral

Un travail militant : « je reçois plus que je donne »

Des migrants, véritables « courroies de transmission »

Depuis de nombreuses années, des dizaines de bénévoles ont participé et participent au développement social, équitable et durable de notre centre.

Des femmes et des hommes s'impliquent pour aider, secourir, se révolter, s'indigner, être à l'écoute. Ils s'engagent pour défendre une cause et incarnent une éthique morale ou sociale, portent un message et luttent pour un idéal.

Ces citoyens de l'ombre, concepteurs, initiateurs et acteurs de projets, sont des volontaires et assurent une entraide continue et un tissage social serré dans l'espace public. Ils donnent leur temps, leurs compétences, leurs « savoir-faire »...

Cette participation civique, en plus du travail militant spécifique, permet plus globalement des transformations sociales importantes qui aboutissent à différents brassages de niveaux de la société entre militants de diverses causes, entre citoyens de divers horizons socioculturels.

Le bénévolat des migrants est un instrument, un indicateur de l'intégration sociale, de la participation politique et de l'insertion économique de ceux-ci.

Dans ce cadre, il permet aux personnes d'acquérir des connaissances fondamentales en lien avec la société d'accueil et de développer une expérience et des compétences nouvelles.

Il renforce leur employabilité sur le marché du travail. Il constitue donc aussi un espace-temps qui nous permet de faire face à la diversité croissante et de nous adapter aux changements induits par la présence agissante des populations migrantes.

Le travail au sein de notre association est créateur de liens sociaux. C'est un lieu de rencontre entre les identités socioculturelles et disciplinaires multiples, entre des personnes vivant des réalités différentes ; un lieu de débats, d'échanges, de complémentarité, de solidarité et d'autogestion.

Le Collectif des femmes offre donc des possibilités d'expérimentation et d'apprentissage concrètes et diverses. Il permet d'intégrer des modes de fonctionnement démocratiques et respectueux des diversités.

Notre vie associative est génératrice de participation collective : une ressource abondante, tant qualitative que quantitative, participant au développement social, à l'amélioration des conditions de vie et au tissage de liens.

Les membres de l'équipe sont des facilitateurs, des musiciens des groupes pour que chacun puisse accorder son instrument. Ils possèdent plusieurs clés, plusieurs techniques pour plonger dans la rencontre et, comme le dit J-P Gaillard, « cultiver » le génie du professionnel pour voir et observer de petits miracles furtifs et en tirer le présupposé que chacun a une compétence.

Les nuages ne manquent pas, mais après autant d'années, nous tentons de les dissiper pour qu'ils ne bouchent plus l'horizon. Et nous arrivons à trouver la source de beauté derrière la dune la plus sombre.

Programme de mentorat dans un processus interculturel et intergénérationnel

Coach de vie, coach emploi : le pair aidant au cœur de nos dispositifs.

En facilitant les liens avec la société et ses institutions qui ressemblent souvent à un labyrinthe, les « pairs aidants » guident les migrants sur le marché de l'emploi.

Ces derniers doivent relever plusieurs défis : trouver leur voie, se projeter, définir leur projet professionnel, faire appel aux services compétents, avoir recours aux bonnes procédures, passer un entretien d'embauche... Vu qu'elle est peu familiarisée avec le contexte belge et inscrite dans d'autres cadres de référence, la personne migrante est plus souvent mise en difficulté.

Ils sont plus d'une trentaine à nos côtés pour les aider à réduire cette distance qui isole.

C'est un véritable engagement citoyen en faveur de la diversité. Ils ne sont pas tous professionnels du coaching, mais peuvent se targuer de leur expérience professionnelle en Belgique.

Le « pair aidant » apporte une nouvelle perspective, une nouvelle énergie, du temps et de l'écoute. Il peut témoigner des codes du milieu professionnel et ouvrir son propre réseau. Nous leur offrons, bien sûr, des espaces d'échanges avec d'autres pairs aidants. Avec leur dynamisme, leur créativité, leur spontanéité, leurs ressources, les mentors renforcent notre accompagnement social. Ce duo complémentaire facilite grandement l'ancrage local de la personne et renforce son autonomie. Ces engagements bénévoles sont une véritable opportunité pour notre « vivre ensemble ».

Les valeurs qui sous-tendent nos idéaux

Audace, créativité, réseaux et sens...

Nous avons construit une approche pertinente avec l'ensemble du personnel, où la solidarité et l'équité sont au cœur des valeurs qui fondent notre action. Nous avons cerné les spécificités de notre métier et les valeurs qui le sous-tendent à partir de différents angles de vue de l'observation.

Elles tiennent d'un projet pluridisciplinaire inséré dans le système social et professionnel, au-delà d'une nécessaire défense efficiente du secteur, d'une politique procréatrice de requalification dans un système social revisité.

Heureusement, cet attachement caractérise les projets d'un ensemble d'acteurs sociaux progressistes dans une perspective de « mieux vivre ensemble ».

Les accents de cette charte trouvent leur pleine opportunité dans le contexte d'un projet pilote et innovant comme le nôtre, eu égard aux défis majeurs d'aujourd'hui et de demain pour promouvoir des politiques sociales et professionnelles égalitaires.

S'agissant de notre mission, depuis sa création en 1979, le Collectif œuvre en faveur de l'émancipation des femmes et des hommes, particulièrement les femmes migrantes et/ou précarisées.

L'association vise à outiller son public visé vers une autonomie de pensée et d'action. L'implication des femmes et des hommes à tous les niveaux de l'association crée une dynamique ascendante qui favorise leur capacité à prendre leur destin en main, s'émanciper de leurs multiples carcans, tout en interrogeant le modèle de société occidentale.

Les valeurs fondatrices : il s'agit de l'autonomie dans le travail, l'empathie, la solidarité, la passion du travail social, la proximité et la disponibilité de la direction, la qualité et le sens des projets, l'approche globale des problèmes, l'écoute, le respect des différences, la valorisation de la genèse et de l'historique de l'association.

En ce qui concerne notre vision, une description d'un état futur et désirable, ambitieux et réaliste de l'organisation et/ou de son environnement a également été faite.

Il est donc question de promouvoir l'égalité des chances, lutter contre les discriminations, combattre les inégalités hommes-femmes et favoriser l'accès à l'emploi pour les femmes et les hommes, migrants et/ou d'origine étrangère. Au total, en vue de chercher à améliorer la qualité du travail, nous avons aussi identifié lors de l'élaboration de cette charte les bonnes pratiques en ce qui concerne la coordination, la communication, les performances, le système d'évaluation, la formation du personnel et les conditions de travail.

Un autre modèle économique plus local, plus social, plus humain des acteurs de l'économie sociale

L'économie sociale représente 414 000 emplois donc 67 % de femmes à temps partiel en Wallonie. Notre centre est reconnu comme étant d'économie sociale. Derrière cette reconnaissance, on retrouve cette envie d'entreprendre et de travailler autrement, avec une autre finalité que l'optimisation du projet. Elle est fondée sur une éthique aux antipodes de la logique capitaliste ou néolibérale. Cette économie alternative se nomme économie solidaire.

Au-delà des différences, un dénominateur commun : participer à l'effort du modèle de l'entreprise sociale comme alternative innovante, crédible et viable face aux défis sociaux.

Nous nous mettons au service d'hommes et de femmes qui cherchent des réponses souvent pratiques et rapides aux difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent : subsistance alimentaire, santé, précarité financière, logement, emploi... Cette économie vise le développement des individus et de la collectivité.

Des projets au Nord et au Sud, l'exclusion et la pauvreté se vivent partout. Partout, des hommes et des femmes se rencontrent pour tenter d'améliorer le sort des plus démunis, des plus fragiles.

Même si les réponses apportées diffèrent parfois en raison des contextes historiques et culturels, c'est la même philosophie qui réunit des « entrepreneurs » d'un nouveau type.

Dans ce modèle, le citoyen devient plus qu'un simple consommateur. Il s'érige en « consom'acteur », une personne libre de ses choix et qui retrouve la maîtrise de ses actes économiques.

L'essentiel, pour nous, est de retrouver du sens dans l'acte d'entreprendre, de porter nos valeurs, d'opter pour une gestion démocratique et participative. Ce secteur de l'économie sociale affiche actuellement une croissance supérieure au reste de l'économie belge. Ce mouvement touche le citoyen en tant qu'acteur économique, qu'il soit travailleur, bénévole ou consommateur.

Il y a 17 ans, nous étions dans une vision d'économie de réparation autour de l'insertion de publics peu qualifiés exclus du marché du travail. Cette dimension reste toujours présente, mais on passe désormais à une économie de transition de transformation.

On voit l'apparition de nouveaux modèles organisationnels : des coopératives, des ASBL marchandes et non marchandes, avec l'affirmation qu'il est possible de faire la même chose qu'une entreprise capitaliste, tout en étant une PME, avec des valeurs et des modèles organisationnels différents. Le paysage est donc en train de changer radicalement.

En tant qu'acteurs de l'économie sociale et solidaire, nous créons des réseaux locaux, régionaux, nationaux et internationaux.

De ces différents réseaux émerge une économie au service des gens, avec eux.

Notre structure est donc porteuse de valeurs et de principes éthiques et sociaux. Nous continuons à chercher des instruments et des moyens pour promouvoir ce secteur en mouvement, pour le structurer, pour le financer, pour le moderniser et l'internationaliser.

L'enjeu pour nous c'est de continuer à représenter une alternative forte et à faire la démonstration qu'autre chose est possible, tout en restant « force de changement ». En tant que groupe, nous améliorons les conditions de vie minimales par la production autogérée de services.

Mais parce qu'elles rentabilisent avec succès la solidarité, ces expériences doivent bénéficier à d'autres communautés et se nourrir du vécu d'autres projets innovants.

Ce sont les raisons d'être majeures de collaborations diverses et multiples qui créent un mouvement certes embryonnaire, très diversifié, très hétérogène, mais qui résiste et qui construit.

Nous devons donc garder une longueur d'avance dans la manière de faire les choses différemment et rester une source de changements sur le plan sociétal. Et pour réussir ce pari, nous devons continuellement consolider et agrandir nos alliances, car c'est grâce à elles que nous pouvons conserver notre légitimité.

Un outil d'émancipation

Faire participer... l'empowerment

Un accompagnement des personnes... le développement de leur pouvoir d'agir consiste en une transformation d'elles-mêmes afin qu'elles puissent avoir prise sur ce qui les concerne.

Des approches qui visent l'émancipation et mobilisent le pouvoir d'agir...

Nous mobilisons des méthodes pédagogiques, des méthodes actives qui rompent avec la transmission descendante des savoirs et permettent leur appropriation dans le but d'atteindre un idéal d'émancipation.

Ce processus s'articule autour de 4 phases qui se nourrissent et s'entremêlent : la conscientisation, l'émancipation, l'augmentation de la puissance d'agir et la transformation sociale et politique dans une visée plus égalitaire.

Il s'agit de mobiliser la puissance collective d'agir au service d'un projet de société repensé. Une éducation des personnes par les personnes pour les personnes...

L'Organizing... notre méthode de travail

Militer, c'est s'organiser et donc exercer une activité militante ? C'est se penser comme « organizer ». C'est ainsi que nos méthodes volontaristes et stratégisées ont constitué notre organisation en regroupant des femmes et des hommes capables de peser dans les rapports de force.

Cela permet notamment aux plus pauvres de participer à la démocratie afin d'obtenir des améliorations de leurs conditions de vie.

L'organizing vise l'efficacité par la mobilisation, qui consiste à élargir notre base et à regrouper la création de relations entre nos membres pour rendre notre organisation solide, démocratique par la formation des personnes et enfin par la stratégie et l'efficacité d'action.

Nos travailleurs sociaux, nos animateurs mobilisent donc les autres à partir des revendications de ces autres et non pas autour des leurs. Ils visent l'organisation collective dans la durée.

Il s'agit donc d'obtenir des améliorations structurelles. Telle est notre démarche pour la journée du 8 mars, pour notre colloque international, pour la construction du manifeste des familles monoparentales, etc., en réinvestissant l'espace public comme espace de débat, en se mettant à l'écoute et en confrontant notre point de vue à d'autres pour l'enrichir.

C'est en sortant de nos certitudes, de notre vision du travail, de l'histoire dominante, des normes et des catégories que nous pourrions augmenter notre puissance d'agir.

Pour nos travailleurs de terrain, il s'agit d'inventer « des chemins de déviance » par rapport aux injonctions officielles et intériorisées. Lorsque le mal-être et la perte de sens se font ressentir, dévier d'une quelconque manière apparaît comme une issue.

Ces démarches d'empowerment et la puissance d'agir sont des boussoles pertinentes, à condition de garder un œil sur la dimension réellement collective de l'autre sur la transformation des rapports sociaux et culturels.

Notre colloque international sur les femmes et la justice climatique était un bon exemple de convergence des luttes.

Nous avons été cette courroie de transmission entre différents groupes des pays du Sud et du Nord, entre les combats pour plus de justice sociale et les activistes climatiques. Le moyen de rapprocher les publics fut d'abord de rapprocher les messages politiques, car revendiquer une justice climatique sans justice sociale était dangereux. Dangereux parce que cette démarche alimenterait le discours de la droite en lui permettant d'opposer la critique sociale et la critique climatique en les renvoyant dos-à-dos.

Nous avons donc souligné l'importance de construire des espaces de convergence des luttes et de ne pas faire de choix entre critiquer les inégalités sociales ou la montée des eaux et la crise climatique. Or, un changement radical du système de production est nécessaire. Et c'est quand le mouvement social arrive à percer le cœur du système de production qu'il devient menaçant. Cette approche politique nous permet d'être plus forts, car c'est la concomitance des critiques adressées au système et leur radicalité qui permettent de le toucher au cœur.

Notre organisation a une immense responsabilité face aux crises à venir. Se positionner politiquement n'est plus suffisant : il nous faut réinventer des espaces qui permettent de confronter les visions de société.

La crise du COVID-19 nous a montré les limites de l'organisation de nos sociétés. Ne pas les voir et rester dans sa zone de confort est inconscient et irresponsable.

Il nous faut construire un bloc historique avec l'ensemble des forces sociales qui ne souhaitent pas revenir à l'anormalité.

Cette crise est dévastatrice, mais elle nous secoue collectivement sur la nécessité de devoir agir ensemble.

Notre prochain colloque international « Crise et récession des droits sociaux, changer d'ère... Les femmes se mobilisent » apportera des réflexions croisées et des réponses des pouvoirs publics et de la société civile.

Aujourd'hui plus qu'hier, nous sommes déterminés à rompre avec « l'anonymisation » des attitudes qui rendent invisible le fait que les femmes issues de minorités vivent dans un processus radicalisant.

Ces attitudes renforcent ou légitiment la violence symbolique de la hiérarchisation au cœur des rapports sociaux.

Rompre avec les rapports de domination, c'est se rendre visible pour se poser comme un maillon de la construction de la légitimation de la place incontournable de la femme et en particulier de la femme afro-descendante dans notre société.

Une manière de dessiner l'horizon : le cœur de la démarche de développement communautaire

Assurer un rôle central et une responsabilité réelle des bénéficiaires vis-à-vis du fonctionnement de notre centre ainsi qu'une participation à son évaluation.

Qu'il s'agisse de prévention, d'actions de sensibilisation, de plaidoyer, de redéfinition des lignes politiques, de l'identification de besoin, d'élaboration de nouvelles actions en conformité avec nos différents agréments, de mise en place de stratégies innovantes en matière d'apprentissage d'expression d'émancipation, d'insertion, nos bénéficiaires sont présents à toutes les étapes de décision. Ils y développent un « agir horizontal ».

Nous avons le privilège d'avoir une équipe aux identités diverses et de pouvoir trouver une communauté dans ces différentes parties de nos identités.

Genre et empowerment

Le pouvoir sur le pouvoir de... Le pouvoir avec et le pouvoir intérieur... Le genre reste une problématique tant anthropologique que politique.

On ne saurait, par exemple, parler de ce qui caractérise l'identité de la femme afro-descendante sans parler de son appartenance sexuelle. Que cette appartenance soit influencée par la culture d'origine ou de naissance, l'identité sexuelle et l'identité sexuée désignent une réalité différente, mais qui entretient aujourd'hui des liens étroits.

Comment cette femme ainsi présentée sujette aux pressions sociales et culturelles de par son assignation sexuelle, son histoire personnelle et l'histoire héritée peut-elle se doter d'une puissance d'agir pour se poser en capacité d'agir pour elle et pour sa communauté ?

Ces femmes sont multidiscriminées, car elles sont à l'intersection de plusieurs discriminations.

Dans nos ateliers, nous réfléchissons aux rapports de domination entre notre société avec le pays d'origine de la femme africaine qui sont impactés par des relations historico-coloniales séculaires, dont les générations de femmes actuelles ont hérité à travers l'histoire de leurs pères et de leurs mères, ces derniers les ayant eux-mêmes héritées de leurs ascendants.

Cette nouvelle manière de regarder l'histoire change notre manière de nous situer aujourd'hui. D'autres voix ont existé et il est important d'identifier ces femmes dans leur action historique, car cela légitime le fait de devenir actrices de notre société, donne des repères et nous place dans des actions passerelles.

Plus on agit et plus d'actions deviennent possibles. On sort du prétendu « déterminisme » pour agir avec notre déterminisme.

Cette puissance d'agir est leur pouvoir intrinsèque pour lutter contre cette oppression.

En 2020, plusieurs voix féministes ont porté le combat pour la visibilité des discriminations dont la femme afro-descendante est singulièrement la victime.

Elles sont les mieux placées pour agir sur leur vécu, pour entamer des actions pour se faire entendre.

Elles refusent l'héritage et vont écrire leur histoire, une autre histoire...

Cette mobilisation qui part du bas est une façon pour la femme afro-descendante de s'affranchir du paternalisme politique.

Les expériences vécues par chacune d'elles sont un réservoir de graines de puissance d'agir que nous pouvons nous autoriser à mobiliser pour la réécriture de notre histoire.

Cela doit se faire au niveau individuel et collectif par l'éducation et la culture.

L'intersectionnalité... La convergence des luttes.

Lutter contre les discriminations au sein même des discriminations

Des solutions prenant en compte sans discriminations les réalités de chacun.

Les discriminations sont non seulement individuelles, mais aussi structurelles, systématiques, et historiques.

Parce qu'elles se croisent, les discriminations contre les femmes ne peuvent être prises en compte sans comprendre leurs ramifications avec les autres types de discrimination.

Penser les dominant(e)s, spécifier l'universel.

Avec la montée du cyber-militantisme, cela englobe désormais toutes les formes de discriminations qui peuvent s'entrecroiser.

Cela permet aux modèles de réflexion d'aborder la complexité du monde, tout en maintenant l'élan politique.

Les différenciations sociales comme le genre, la race, la classe ou l'orientation sexuelle ne sont donc pas cloisonnées.

Si l'on prend les femmes, il s'agit de protéger les minorités à l'intérieur de cette catégorie, de nous attaquer aux inégalités au sein de cette catégorie « femmes » et de lutter contre les discriminations. Cela implique de limiter l'invisibilisation et la marginalisation de certains groupes à l'intérieur du groupe « femmes ».

Ce concept permet de remettre en question le féminisme européen et blanc pour donner la parole aux « femmes racisées » et reconnaître les enjeux auxquels elles font face.

Les effacements intersectionnels ne sont pas l'apanage des femmes noires. Les racisés au sein des mouvements LGBT+, les femmes trans au sein des mouvements féministes, tou.te.s font face à des vulnérabilités qui reflètent les intersections entre le racisme, le sexisme, le classisme, la transphobie...

Une nouvelle culture managériale

L'expression de la pluralité

Élargir le vivier des talents et repenser le cadre des compétences

Leur métier a bien changé en 10 ans, en raison des innovations technologiques et leur impact a encore été renforcé par la COVID-19. Le premier changement est le développement des compétences. Le deuxième changement concerne la diversification du métier. Nous sommes très présents dorénavant en évaluation, en développement de talents, en accompagnement, en culture.

Avec le télétravail, l'onboarding, soit l'intégration des personnes nouvellement recrutées, a été rendue plus difficile. Nous avons toutefois perfectionné des outils pour pouvoir le faire. Nous avons davantage recruté en interne et choisi quelqu'un qui connaissait déjà la culture du Collectif. Alors que nous nous sommes adaptés le mieux possible aux règles sanitaires, le manque de perspective et le maintien des incertitudes nous empêchent parfois de prendre les bonnes décisions. Mais ne désespérons pas !

Nous continuerons à affiner nos projets et les rendre compatibles avec les légitimes exigences sanitaires et à les assortir de réformes structurelles ad hoc pour nous ouvrir la voie vers un bien commun.

Nous avons la chance d'être résilients dans cette terrible crise.

La solidarité, notre capacité collective de mobilisation, l'énergie entrepreneuriale, notre force de travail et notre capacité d'innovation nous permettent de réfléchir à l'avenir et à imaginer des projets dans les technologies et la durabilité.

Nous serons évalués à l'aune de notre capacité à mobiliser nos forces vives à inventer de nouvelles manières d'être solidaires pour tenir le coup, mais surtout pour aider les autres à tenir le coup.

Un management humain

Une stratégie d'entreprise globale

Vivre l'équilibre... veiller à un bon équilibre...

Présentiel et distanciel, humain et digital, individuel et collectif, fixe et nomade, personnalisé et global, sens et résultats.

La liste est longue des curseurs essentiels au monde du travail de demain. Leur harmonie ne pourra qu'être le fruit d'un équilibre permanent et complémentaire à rechercher entre ces facettes faussement contradictoires de la réalité du travail. Le travail partiellement à distance va perdurer et nous devons trouver de nouveaux moyens de maintenir des liens entre les membres de l'équipe. Les nouveaux modes d'organisation ont fonctionné, car chacun était bien rodé dans ses fonctions et avait l'habitude du rythme du centre.

Le télétravail nous apparaît comme le déclic d'une belle opportunité à se lancer dans ce management humain d'avenir.

Vivre un nouveau paradigme où le bien-être du travailleur devient le paramètre de référence dans la boîte à outils... Télétravail, digitalisation plus performante et maîtrise, mobilité repensée, réaménagement des locaux, agilité, autonomie renforcée, nouveaux styles de management et surtout un travail qui a du sens, réinitialisé autour d'un mieux-être ensemble.

L'appui pédagogique : des dispositions décrétales.

Construire ses savoirs de pédagogue... L'apprentissage par projet

Il s'agit des intentions éducatives concrètes, des conceptions de ce qu'est un apprenant, d'un arsenal de méthodes et des dispositifs organisant des variétés de situations d'apprentissage intégré dans une culture.

Nos différents décrets définissent la pédagogie comme une technique, un « art de faire » fondé sur des heuristiques qui se traduisent dans des actions efficaces parce qu'elles servent avec succès des buts spécifiques dans un contexte de travail aux caractéristiques bien précises.

Une nouvelle manière d'accompagner les personnes dans leurs apprentissages en proposant des situations qui mobilisent leurs multiples ressources...

Nos formateurs s'inscrivent dans cette démarche pédagogique qui favorise le développement intégral des apprenants. Cet engagement conduit à interroger son savoir pédagogique et à comprendre pour élaborer avec eux des projets porteurs de sens.

Dans la réalisation de ces projets, les processus mentaux des élèves de même que leurs stratégies cognitives, affectives et métacognitives sont sollicités pour leur permettre de développer des compétences personnelles et sociales davantage reliées à leur réalité quotidienne et réutilisables tout au long de leur vie.

Élaborer des projets avec les personnes, c'est se réaliser, s'inventer, s'actualiser être en projet de soi et en projet de développement professionnel.

Le travail en réseau

Un ancrage local

Une synergie avec les étudiants, les habitants de Louvain-la-Neuve, la commune, les CPAS, les collectifs citoyens et d'autres associations, des centres publics, tous actifs sur le terrain avec nous... Un partenariat porteur de sens !



Nos expériences pluri'elles font la force... activer la parole, s'appuyer, rebondir dans une horizontalité fédératrice et contagieuse... un modèle souple et solide, qui n'a pas fini de servir de tremplin à d'autres.

**De la nécessité d'une coordination intégrée et intégrante
Élargir et faire vivre nos actions réciproques**

Un travail en réseau qui permet d'élargir et de faire vivre nos actions réciproques

Un partenariat, porteur de sens, avec l'Assemblée générale des étudiant(e)s de Louvain, la Coordination générale des Étudiants internationaux, le centre Placet et les Kots partenaires interculturels, la commune, les CPAS, la cellule des réfugiés de l'UCL tous actifs sur le terrain avec nous, le kot coup d'pouce, le kot Angela, le Kap Hot, la Fédération des étudiants francophones, Mirabal, le kot des droits de l'homme, le Migrakot, le Kot Carrefour, le cercle des étudiants rwandais et burundais, Amnesty, le café citoyen « Altérez Vous », de Pro vélo, avec aussi le Groupe de Recherche et d'Action des Cyclistes quotidiens (GRACQ), les initiatives locales d'accueil et bien d'autres...

En 2020, nous avons noué diverses collaborations, que ce soit en matière de lutte contre la violence, dans la recherche de logement, de locaux, d'accompagnement des réfugiés, dans la lutte contre la violence, des échanges transculturels, dans l'immersion linguistique ou dans la recherche d'emploi.

Nous avons croisé nos approches avec l'AGL, lors d'une plateforme sur la justice climatique pendant notre colloque international et nous nous sommes mobilisé(e)s ensemble lors de la Marche du 8 mars, lors de la journée contre la violence le 25 novembre et lors d'un rassemblement avec le Kot Angela contre les agressions faites aux femmes, le 7 octobre 2020.

Nous collaborons aussi sur des projets ciblés, à l'occasion des journées de sensibilisation. Nous avons besoin du « regard » des jeunes pour faire avancer l'égalité dans la sphère publique, pour réfléchir ensemble à des pistes de travail, pour provoquer des prises de conscience, facteurs de changement, pour faire le point sur les enjeux qui pourraient dominer à l'avenir.

Ce dialogue axé sur la reconnaissance de la mutualisation culturelle, de l'approche intergénérationnelle est une chance pour eux de côtoyer pendant leurs années d'études, décisives pour leur vie, des femmes et des hommes originaires d'horizons culturels différents.

Sur base d'objectifs concrets et réalisables, nous établissons une démarche dynamique de conceptualisation et de mise à plat des actions menées et à défendre.

Ce travail de « maillage » est une force considérable pour partager des valeurs et agir sur les enjeux de société. Il porte en lui les germes du dépassement.

La mise en réseau et les synergies face à des politiques publiques de plus en plus complexes et parfois exclusives nous ont amenés à nouer ou asseoir de nombreux partenariats avec d'autres opérateurs d'insertion socioprofessionnelle, d'éducation permanente ou d'autres structures d'accompagnement de publics fragilisés ou « en marge ».

Un appui - Tuteur pédagogique

En tant qu'association de migrants, nous sommes un « terrain fertile » pour les étudiants universitaires. Nous cheminons chaque année avec des étudiants stagiaires en psychologie, en sociologie, en communication, en santé publique, en management, des logopèdes, des doctorants de diverses facultés...

Chaque année, nous recevons en stage des étudiants de diverses facultés de l'UCLouvain, en psychologie, en communication, en HUMA, en sociologie, en genre, en développement, en langues étrangères, etc. Au fil du temps, nous avons comptabilisé 210 étudiants. En 2020, nous avons suivi 7 étudiants de l'UCLouvain, 2 psychologues en art et santé mentale, 1 psychologue dans l'équipe violence, 1 autre en français comme langue étrangère, 1 étudiant journaliste, 1 étudiante en Master HUMA.

Les étudiants nous interpellent aussi régulièrement sur nos actions de terrain. Cette proximité avec les migrants est une richesse « à exploiter » pour leur réinsertion professionnelle dans leur pays d'origine et pour interpellier les autorités académiques sur des problématiques particulières (les étudiants allochtones surqualifiés ou malades, les femmes seules avec enfants dont les conjoints sont au pays, etc.).

Nous suivons aussi régulièrement des étudiant(e)s UCLouvain qui effectuent des recherches et des travaux dans divers domaines liés à la migration, aux violences de genre ou au management de la diversité.

Nous avons aussi élaboré avec eux des dossiers thématiques (radicalisation, violence, pauvreté, développement durable, crise climatique, liberté d'expression, entrepreneuriat féminin, nouvelles technologies, femmes et politique, violences pluri'elles).

Accueil et accompagnement des personnes réfugiées ou candidates réfugiées – ACCESS2University

Notre ancrage dans le milieu étudiant passe par un maillage avec l'UCLouvain dans le programme « Access2University ». Ce programme vise l'intégration des réfugié(e)s par le haut. Nous organisons des formations et des cours comme le cours de français et le cours de permis de conduire théorique pour faciliter la recherche d'emploi. Nous nous chargeons de la « transition » pour ceux qui n'auraient pas été admis et qui doivent se réinscrire à la session académique suivante en prévoyant leur inscription à d'autres formations au Collectif des femmes. Nous sommes aussi partenaires de l'Institut des Langues vivantes de l'UCLouvain, du service d'aide de l'UCLouvain, du Centre Placet... Nous aidons et accompagnons les réfugiés dans leurs démarches administratives (entre autres, les démarches de reconnaissance des diplômes). Par ailleurs, nous proposons des formations plus limitées dans le temps, soit en interne (cours de français comme langue étrangère, citoyenneté, permis de conduire) ou en partenariat (Ferme de Froidmont, l'IFAPME).

- ✓ Activité rencontre en ligne entre la classe des élèves de droit avec et la classe des élèves de Access University de l'UCLouvain par Zoom.

Échange de savoirs et d'expériences entre les deux entités de l'UCL, les étudiants en droit de Madame Saroléa ont répondu aux questions sur les droits des étrangers et les élèves d'Access University sur leurs expériences de vie et d'exil.

- ✓ Accompagnement des diplômés de l'UCLouvain qui doivent fuir leur pays pour problèmes politiques
- ✓ Aide à leur intégration en Belgique et valorisation de leur capital humain et de leur expérience.
- ✓ Accueil des diplômé(e)s de l'UCLouvain pour acquérir une expérience professionnelle via contrat Forem (82 personnes).
- ✓ Participation à l'insertion professionnelle des diplômé(e)s de l'UCLouvain via le CPAS (article 60). Mise au travail de 77 diplômés de l'UCLouvain.

L'objectif consiste à travailler en équipe et à trouver des règles méthodologiques pour identifier des bases communes en s'appuyant sur des pratiques.

La complexité des situations rencontrées est telle qu'une approche monodisciplinaire ou hiérarchisée s'avère inefficace. Face à cette complexité, il est aujourd'hui indispensable de croiser horizontalement les regards disciplinaires, parfois même, peut-être, comme on croise le fer !

7/10/2020 – « Pas une agression de plus »

Manifestation contre les agressions faites aux femmes

Suite aux différentes agressions qui ont eu lieu à Louvain-la-Neuve, le Collectif des femmes, en collaboration avec le Mouvement étudiant du PTB (COMAC), l'Assemblée générale des étudiants de Louvain (AGL), le Corps scientifique de l'UCLouvain (CORSCI), ECOLO J Louvain-la-Neuve, l'Organisation des étudiants de la HELHA (OEH), Cercle CHELLN, Jardin Solidaire, Jeunes Socialistes du Brabant Wallon, Angela, Fédération des étudiant(e)s francophones (FEF) ont organisé un rassemblement à la Place de l'Université, avec l'autorisation de la commune en dans le respect des règles sanitaires. Ensemble, cette coalition demandait une concertation avec les responsables de la gestion de la ville et du campus afin de rendre la ville plus sûre.

Une agression sexuelle a eu lieu sur le campus de Louvain-la-Neuve. Une de plus. Mais surtout une de trop. D'habitude noyée dans la masse, celle-ci aurait pu tomber dans l'oubli si elle n'avait pas été partagée dans les réseaux d'étudiants et s'il n'y avait pas eu autant d'étudiantes qui s'étaient reconnues dans cette agression de fin de soirée. C'est une situation intolérable : « il faut un changement et maintenant » était leur slogan.

Sur la base de nombreux témoignages des victimes de ces agressions, les participant(e)s ont créé une carte qui reprenait l'ensemble des rues où les étudiant(e)s de l'UCLouvain ne peuvent pas circuler sans ressentir un profond sentiment d'insécurité.

En moins de 24 h, plus de 1500 étudiantes ont rejoint un groupe Facebook avec comme objectif de ne plus devoir rentrer seules le soir de peur de se faire agresser. Il n'est pas seulement question d'un sentiment d'insécurité infondé, diffusé dans la population étudiante au détour des conversations, mais d'une réalité très concrète. Une étude de l'ULiège menée l'année dernière indique des chiffres révoltants : 6 % des étudiantes ont subi un viol, plus d'une étudiante sur 5 aurait été confrontée à une tentative de viol au cours de ses études. Plus de la moitié ont déjà subi une agression sexuelle.

Les autorités communales, des responsables de l'UCL dont le vice-recteur de l'UCLouvain et les représentants de la police, le commandant de la police locale et la bourgmestre Julie Chantry ont rejoint les manifestants.

Jeudi 26 novembre 2020

En 2020, 21 féminicides en Belgique

À l'occasion de la Journée contre les violences faites aux femmes, une manifestation s'est déroulée ce mercredi sur la place Agora.

• Michel DEMEESTER

Le Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve et le kot-à-projet L'Angela, qui prône l'égalité des genres, se sont associés à différents collectifs pour manifester ce mercredi 25 novembre à l'occasion de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes. « Les violences envers les femmes sont plus que jamais d'actualité, encore plus avec le confinement suite à la crise sanitaire », explique Pauline Langouche, porte-parole de L'Angela.

« On ne compte plus le nombre de viols, d'agressions sexuelles, physiques ou verbales, qu'elles soient réelles ou virtuelles, commises envers les femmes », explique-t-on au Collectif des Femmes de Louvain-la-Neuve.

Le kot L'Angela s'occupe surtout des étudiantes : « Nous avons beaucoup de demandes d'étudiantes pour obtenir les conseils, savoir comment réagir face à la violence, comment contacter la police. Nous revendiquons une meilleure prise en charge et la création d'espaces safe », poursuit Pauline Langouche. Un groupe facebook réservé aux filles « Louvain-la-Meuf » leur permet de communiquer entre elles.

Le mauve, la couleur du féminisme

La manifestation a débuté par le lancement de fumigènes de couleur mauve : « Le mauve est la couleur du féminisme », précise encore Pau-



La manifestation a démarré par un lancer de fumigènes de couleur mauve, la couleur du féminisme.

line Langouche

Depuis le début de l'année 2020, 21 féminicides ont été recensés en Belgique : « On parle donc de 21 meurtres, 21 femmes sont mortes sous les coups de leurs conjoints ou ex-conjoints. Nous avons disposé 21 draps sur la place Agora. Une

personne a pris place sur chacun d'entre eux ».

Ces personnes ont donc évoqué les 21 victimes : « Je suis une femme de 63 ans. Mon corps a été retrouvé dans une cuve à lait à Plombières, près de Liège. Je suis morte d'asphyxie le 17 novembre. Mon mari nie les

faits qui lui sont reprochés » a lancé une participante. Ou encore : « Je m'appelle Ilse Uyttersprot, je suis avocate, j'ai été parlementaire et bourgmestre d'Alost. Je suis en couple depuis trois mois avec un homme qui a déjà été condamné en 2014 pour violences conjugales. Le 3 août,

j'ai été tuée à coups de marteau par mon partenaire ».

Ces messages ont glacé le sang de la cinquantaine de participants à la manifestation. Ils ont permis de redonner une voix aux femmes à qui on a ôté la vie cette année. ■

GENAPPE

Un Facebook live contre les violences domestiques

L'année dernière, Tiffany Fevery (PluS/PS) avait déposé une motion au conseil communal sur les violences faites aux femmes. Ce mardi, au conseil communal, elle s'est réjouie que son action ait été suivie d'effets avec la mise en place d'un groupe de travail qui permet de sensibiliser aux violences domestiques et de lutter contre celles-ci.

La première action a eu lieu ce mercredi 25 novembre : au cours d'un Facebook live, M^{re} Sandrine Job, de l'ASBL Les Tamaris, a rappelé qu'il

existe plusieurs types de violences : physique, sexuelle, financière, psychologique. « Il est parfois difficile d'établir la charge de la preuve pour certaines violences. Lorsque la violence est physique et qu'elle laisse des traces, les femmes doivent porter plainte, faire effectuer un constat des lésions par un médecin. En cas d'urgence, appeler la police dont le service d'aide aux victimes pourra orienter la personne, jusqu'à une solution d'hébergement au besoin », a indiqué l'avocate.

Le groupe de travail créé à l'initiative du conseil communal réunit diffé-

rents acteurs comme l'ONE, le Centre culturel, le CPAS ou encore le Centre de lecture publique. Son objectif est de sensibiliser et informer au mieux les citoyens, leur donner des clés pour réagir face à une situation de violence conjugale. Une assistante sociale du CPAS a été formée à cette problématique. Des synergies sont mises en place avec Les Tamaris, avec la commission d'aide juridique du Brabant wallon et avec le service d'aide aux victimes de la zone de police Nivelles-Genappe. ■

M. Dem.

BW

25/11/2020 – Journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. 21 féminicides en 2020 : on parle de meurtre

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et personnes AFAB (assigné.es femmes à la naissance), le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve, l'Angela, le Cercle homosexuel de Louvain-la-Neuve (CHELLN), le Corps scientifique de l'UCLouvain, le (CORSCI), l'Assemblée générale des étudiant(e)s de Louvain (AGL), Organisation des Étudiants de la HELHa (OEH) et Mirabal se sont retrouvés sur la place Agora à Louvain-la-Neuve pour une action symbolique de sensibilisation contre les violences sexuelles et sexistes.

Ce fut l'occasion de dénoncer les violences physiques, économiques et psychologiques que subissent les femmes et les personnes AFAB. L'Observatoire belge des inégalités met en évidence et en garde le fait que les inégalités sociales et les inégalités de genre se renforcent.

Aujourd'hui, des actes inadmissibles sont encore commis chaque jour. Jusqu'à 70 % des femmes ont été victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime au cours de leur vie.

Chaque année, plus de 45 000 dossiers pour violences conjugales sont enregistrés par les parquets, selon Amnesty International.

21 participantes ont décrit, en quelques mots, les conditions dans lesquelles ces 21 femmes sont décédées. Tuées par leur mari, par leur petit ami ou même par leur fils, ces femmes sont des victimes de cette violence quotidienne. Cette violence ne s'arrête pas au chiffre 21 : elles sont des millions à la subir. Elles se sont assises sur les 21 draps et ont pris la parole au nom des victimes.

« Je suis une femme de 63 ans. Mon corps a été retrouvé dans une cuve à lait à Plombière, près de Liège. Je suis morte d'asphyxie, le 17 novembre. Mon mari nie les faits qui lui sont reprochés », a lancé une participante. Ou encore : « Je m'appelle Ilse, je suis avocate, j'ai été parlementaire et bourgmestre d'Alost. Je suis en couple depuis 3 mois avec un homme qui a été déjà condamné en 2014 pour violences conjugales. Le 3 août, j'ai été tuée à coup de marteau par mon partenaire. »

Les statistiques donnent le vertige et on pourrait croire que le phénomène s'est banalisé dans une certaine indifférence, comme si la société avouait son impuissance. Les mesures prises se révèlent nettement insuffisantes face à un danger en forte croissance. De plus, de nombreuses femmes, parmi lesquelles certaines se trouvent clairement en danger de mort, n'osent pas porter plainte ou jugent une telle démarche vaine ou humiliante. Il faut dégager des moyens à la hauteur de ce combat qui doit engager toute la société.

Un véritable travail en duo : une mesure d'insertion sociale prévue par la loi organique des CPAS.

L'article 60§7, un véritable ascenseur vers l'emploi. Encadrer les citoyens socialement fragilisés et lutter contre les préjugés. Être en phase avec les réalités de terrain

La confrontation permanente à des clichés et la discrimination en matière d'emploi sont un obstacle majeur à l'intégration.

L'Article 60 permet de lever les freins potentiels à l'emploi. Cette mesure d'activation permet d'intégrer ou de réintégrer le marché de l'emploi en donnant une expérience professionnelle utile à faire valoir.

Dans ce cadre, nous proposons un suivi individualisé, la valorisation d'une expérience professionnelle, un statut social et des formations « ciblées ».

Évaluer, construire, progresser, encourager l'émergence de projets durables innovants et créer ainsi son emploi dans notre institution est un défi majeur.

Les résultats de cette mesure sont réellement encourageants. En répertoriant ces emplois sur 20 ans nous avons formé dans ce cadre 99 personnes souvent d'origine étrangère dont 39 ont créé leur propre emploi au sein du Collectif des femmes, 36 autres ont rebondi en suivant une formation qualifiante, chez nous ou dans un autre type d'enseignement, 38 ont été engagées à l'extérieur dans divers secteurs, sur la base de leur expérience acquise (multinationales, Marché commun, universités, Forem, communes). Nous travaillons de concert avec les agents d'insertion des CPAS. Ce dispositif est réellement motivant.

Collaboration avec la « Conférence de St Vincent de Paul Ottignies ».

Les bénévoles de la Conférence fournissent des colis alimentaires aux personnes démunies d'Ottignies LLN.

Plusieurs familles ou personnes isolées que nous accompagnons ont bénéficié de cette collaboration en 2020 au vu de la situation économique qui s'est dégradée dans le contexte de la crise sanitaire. Nous notons de plus en plus de demandes d'aide alimentaire, entre autres provenant d'étudiants étrangers qui ont perdu leur job et qui se retrouvent sans ressources financières.

Les demandes continuent aussi pour des personnes réfugiées en attente de régularisation ou de la décision du comité du CPAS.

Nous avons aussi mené des travaux de réflexion avec les écoles de l'entité, les familles, les enseignants et les collaborateurs de la Conférence concernant certaines orientations scolaires d'enfants.

Un ancrage régional et fédéral

D'autres partenaires complémentaires permettent d'élargir et de faire vivre nos actions réciproques.

Nous avons signé des conventions de travail avec le Centre de Formations culturelles et sociales, les maisons maternelles, le Centre Régional d'Intégration, le Monde selon les Femmes, l'ASBL RESANESCO et Innocence en danger, SIEMPRE, les équipes populaires, les cellules « emploi » des CPAS d'Ottignies, de Braine-l'Alleud, de Wavre, d'Incourt, de Genappe, de Genappe, l'Ambassade de l'Équateur... Avec une participation au réseau FACE, à la coordination de l'Éducation permanente, au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, à Synergie Wallonie pour l'égalité entre les femmes et les hommes, au Comité 8 mars de la marche mondiale, au réseau de lutte contre la violence au niveau provincial, à ALEAP (Association Libre des Entreprises d'Apprentissage Professionnel).



Convention de travail avec le Centre Régional d'Intégration du Brabant wallon

Un nouveau décret relatif à l'Intégration des personnes étrangères et son arrêté d'exécution ont été récemment adoptés. Les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur en janvier 2019.

Ces changements ont contraint le CRIBW à procéder à des ajustements internes en termes de personnel et à une clarification des rôles et des interactions de l'équipe.

Dans le même temps, ils ont permis de mieux collaborer en priorisant le bien-être des bénéficiaires, mais aussi celui du personnel qui effectue un travail de qualité

Il faut souligner qu'aux côtés du SPW Intérieur et Action sociale, les Centres Régionaux d'Intégration sont notamment chargés de développer, de mettre en œuvre et d'organiser le parcours d'intégration.

Les CRI doivent aussi assurer l'organisation des plateformes qui sont définies comme étant « des groupes de travail organisés par les centres ayant pour objectif collectif des initiatives locales d'intégration sur des thématiques en lien avec les missions couvertes par leur agrément et/ou leur subventionnement ».

Nous participons activement aux plateformes « français comme langue étrangère » et d'intégration citoyenne.

Le travail de ces plateformes consiste en des espaces d'information, de discussion, de réflexion, de partage d'expériences et d'outils, de formation. Dans ce cadre, nous pouvons nous ressourcer et établir des collaborations mutuelles.

Nous avons une convention de collaboration avec le CRIBW. Notre association continue d'être un partenaire privilégié, qui s'investit depuis sa création dans les instances de décision et de soutien : le CA et l'AG de l'institution.

Membre du conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes par arrêté du 19/3/2021

Notre association active dans le domaine de l'égalité entre hommes et femmes vient d'être désignée comme membre effectif au sein de cette instance. Nous siégerons pour 5 années avec des organisations représentatives des travailleurs, des employeurs et des membres du gouvernement.

Comité de Pilotage du Secteur de l'Intégration

Parallèlement à des regroupements locaux d'ILI (initiatives locales d'intégration), le ministère wallon de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances et de la Fonction publique a invité les ILI à se structurer.

Dans cette dynamique, un Comité de pilotage des initiatives locales d'intégration a été mis sur pied.

Missions :

- Créer une structure de représentation et de défense du secteur de l'intégration.
- S'inscrire dans la réalité des différents acteurs et/ou actrices des publics concernés par l'intégration.

- Se poser en interlocuteur auprès des pouvoirs publics.
- Capter des personnes au comité d'accompagnement.
- S'organiser en termes de ressources humaines et matérielles.

Le Collectif des femmes fait partie de ce Comité.

Participation au réseau FACES

Réseau des associations féministes contre les exploitations structurelles

FACES est le réseau des Associations féministes contre les exploitations structurelles.

Les associations regroupées au sein de FACES visent l'abolition du système patriarcal et de ses structures.

Les femmes de FACES désirent mutualiser leurs ressources pour se soutenir et ainsi constituer un lieu de renforcement à la fois pour le public des femmes, pour les associations qui composent le réseau et pour la société civile. Il s'agit pour nous de travailler dans la solidarité et la réciprocité.

Le féminisme veut s'inscrire dans des buts autant que dans des méthodes collectives, révélant les vies des femmes, ancrées dans des pratiques de terrain, sans lesquels le féminisme se risque à la dépolitisation de son contenu.

La classe des femmes est composée de femmes vivant des situations à la fois différentes et similaires. Nous portons une attention aux vécus imbriqués des femmes qui la composent. Les rapports sociaux de sexe, qui dévoilent les rapports de pouvoir des hommes sur les femmes, sont profondément mêlés aux deux autres rapports sociaux que sont la classe sociale et la « race ». Une vigilance plus aiguë encore doit être portée aux femmes qui les subissent tous les trois.

Le réseau Faces travaillera sur les inégalités qui touchent la classe des femmes de manière concrète et matérielle : logement, sécurité sociale, conditions de travail, santé physique et psychique, mobilité, continuum des violences, partage des tâches, parentalité, divorce et séparation, accès aux et exercice de ses droits, ressources économiques... comme élément indicateur d'autonomie des femmes. Le réseau travaillera sur une objectivation, une dénonciation et une réparation des situations de vie imposées aux femmes de manière systémique et structurelle par les grands pouvoirs.

Il insiste sur un féminisme par la base, de manière à exhumer les paroles tues et à ce qu'elles contribuent à la transformation de notre société. Notre volonté est de transformer le monde pour en faire un monde sans structure de domination, de sujétion, d'oppression et d'inégalité.

Ce réseau permet de créer une représentation des associations qui peut s'exprimer auprès des différentes instances gouvernementales et non gouvernementales et une mise en chantier de travail commun sur les pratiques institutionnelles féministes.

Points de vigilance :

1. Utilisation de la terminologie identité de genre
2. L'augmentation des mécanismes d'appauvrissement des femmes par la détérioration des conditions socio-économiques des femmes :
3. L'appui aux travaux sur les politiques en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.

4. Sous-financement ou définancement des associations des femmes

Dans les institutions chargées des droits des femmes, on compte encore sur le bénévolat. Le sous-financement s'appuie sur le militantisme, le recours à la gratuité de l'engagement qu'on ne retrouve pas dans d'autres secteurs. La mise en perspective avec les autres domaines de l'action sociale, de la santé et du travail est nécessaire pour comprendre et construire une politique publique cohérente.

5. ÉVALUATION 2020

Genre et confinement

« Car les droits des femmes sont toujours en danger. Soyez donc sur le qui-vive, attentives, combatives : ne laissez pas passer un geste, un mot, une situation qui porte atteinte à votre dignité. La vôtre et celle de toutes les femmes. Organisez-vous, mobilisez-vous, soyez solidaires. »

Gisèle Halimi

✓ Genre et confinement

Selon l'OMS, les femmes actives dans les domaines sociaux et de la santé représentent 70 % de la main-d'œuvre mondiale rémunérée ou non. Les rôles traditionnels de genre ont été mobilisés afin de préserver l'essentiel : la vie.

La crise est terrible pour toutes et tous, mais la population féminine souffre davantage de précarisation, ici et partout dans le monde.

L'ONU chiffre à 47 millions le nombre de femmes jetées dans la pauvreté à cause de la COVID-19. Cette crise reconfiner les femmes au foyer, parfois lieu de violences et où toutes les causes de discriminations genrées restent présentes (tâches du « care » domestique, enfants, ménage, charge mentale).

Les femmes ont fourni la plus grande partie du travail au maintien de la vie. Cette crise a rendu visible la place clé occupée par les femmes dans le système économique, mais aussi les violences de genre. Pourtant, les femmes sont mal rémunérées ou pas du tout pour ces activités essentielles.

Entre l'aide sociale confinée et les effets délétères de la crise, nos travailleurs de terrain se sont mobilisés pour poursuivre leur travail en présentiel, en relation avec le service d'aide de l'UCLouvain, les services sociaux (cliniques, CPAS, centre de guidance, etc.) Nous avons délocalisé certaines actions pour maintenir la jauge d'accueil.

La pandémie a rendu plus visible des situations qui préexistaient, mais qui ont soudain pris une dimension différente dans plusieurs domaines

Les habitudes du travail social ont été bousculées. Certains services étaient accessibles uniquement par mail, par téléphone ou sur rendez-vous.

Nous avons continué à assurer un accueil et un accompagnement en présentiel. Vu que la plupart des services d'aide travaillaient en distanciel, nous avons accompagné des personnes en grosses difficultés ou en délitement de liens sociaux, stress, anxiété, dépression, plusieurs d'entre elles souffrent en silence et sont impactées psychologiquement. Les confinements successifs complexifient cet accompagnement.

Nous avons eu un rôle important de réseau et d'aide à jouer. Avec la détresse accrue de certaines femmes confinées avec un homme violent, ce rôle s'est d'ailleurs amplifié.

Des stratégies d'écoute et d'accompagnement ont été mises en place.

Certaines ont aussi mis des stratégies en place pour éviter les coups, les violences verbales : se faire toutes petites, se rendre invisibles, ne pas énerver leur compagnon, se taire. Nous avons donc dû donner davantage de temps pour soutenir ces femmes et préserver des liens.

En matière de violences conjugales et intrafamiliales, le nombre de demandes a doublé depuis le mois de mars. Nous avons continué à assurer ce travail en présentiel tous les jours, même pendant les congés, et nous avons renforcé notre équipe avec des contractuels et des bénévoles formés à cet égard.

Un travail de présence essentiel en présentiel

Nous œuvrons pour lutter contre la fracture numérique qui touche particulièrement les femmes.

Nous avons proposé des formations à distance. Nous avons fourni du matériel informatique et mis à disposition des espaces numériques

Investissement dans l'entraide

Beaucoup de femmes se sont entraïdées au sein des groupes pour coudre des masques gratuitement.

La COVID-19 a frappé de plein fouet les personnes venant du travail informel et, parmi elles, beaucoup sont des sans-papiers.

Ces dernières ont décidé de coudre pour soutenir la population grâce à leur savoir-faire pour afficher leur solidarité, leur bien le plus précieux. Cela leur a permis de se connecter à leur pouvoir et à leur savoir.

Nous avons mis en place une plateforme de solidarité pour soutenir ces personnes par des colis alimentaires (280 colis alimentaires, 120 kits de survie, confection de 350 masques).

Nous avons assuré les déplacements pour les personnes malades et épuisées, qui vivent dans des endroits reculés ou qui n'ont pas les moyens d'emprunter les transports en commun.

Les femmes dans les services de première ligne

Les tâches qualifiées d'essentielles pendant le confinement (aides-soignantes, aide à la personne, infirmières, ambulancières, caissières, cuisinières) sont assurées d'abord par des personnes racisées. Parmi elles, les femmes sont majoritaires.

Les décisions politiques prises pendant la crise créent les conditions d'une féminisation plus grande de la pauvreté, d'une réduction de l'autonomie économique des femmes et d'une augmentation de leur charge domestique.

Elles sont aussi dévalorisées du « care » (métiers de contact et de soin, mais aussi de contact avec les gens et donc avec la maladie).

Toute une frange de personnes qui travaillaient et qui, malgré un revenu parfois modeste, parvenaient à s'en sortir ont perdu leur job ou se sont retrouvées au chômage temporaire. L'équilibre qu'elles avaient trouvé s'est effondré. On y retrouve les familles monoparentales. De ce point de vue, la crise a mis en lumière la dérégulation du marché du travail qui, depuis des années, gagne du terrain avec un affaiblissement de la protection des femmes et des contrats ambigus. Pensons aux femmes sous statut de flexi-job. Ou à celles qui avaient des contrats de travail intérimaire ou des heures ALE pour du travail à l'heure ou à la journée...

Les femmes précarisées ont aussi été frappées par l'augmentation de leurs factures de téléphone, d'énergie, la nécessité de souscrire à une connexion Internet ou un ordinateur pour rester en lien avec d'autres ou suivre l'enseignement à distance, alors qu'elles n'avaient pas le budget pour couvrir de telles dépenses.

Pour ces nouveaux pauvres, franchir le pas vers un service d'aide est particulièrement compliqué. Aller frapper à la porte d'un CPAS, aller chercher un colis alimentaire génère un sentiment de honte. Nous nous sommes, dès lors, déplacées pour leur distribuer à domicile des colis. L'enchevêtrement des inégalités exige donc des réponses et des stratégies de luttes qui ne soient pas hiérarchisées, mais imbriquées.

Défendre une démarche du Care

La pandémie a donc révélé une crise très profonde, celle du travail reproductif. Elle nous montre l'urgence de collectiviser le travail de soin et d'intégrer les problématiques de genre dans les politiques publiques.

Les femmes sont au cœur des luttes, comme elles sont au cœur de l'économie mondiale. La crise a montré que c'étaient d'abord les femmes qui avaient la charge de la vie, de son entretien et de sa préservation.

Quand les budgets sociaux, de logement, de santé, d'éducation, d'accès à l'alimentation ou d'entretien de l'environnement sont sacrifiés, c'est sur la vie et donc sur le dos des femmes que l'on fait des économies.

Nous défendons une démocratie du Care

On appauvrit la démocratie à ne pas la nourrir de compétences issues de l'expérience, notamment celle de toutes ces femmes de la première ligne. Il faut ramener les débats au Parlement pour partager les vécus d'expériences. Il faut que les parlementaires se tournent vers ces secteurs pour plus d'horizontalité et de démocratie participative.

Comment mieux les soutenir à l'avenir ?

En les revalorisant socialement, ce qui passe par une revalorisation salariale en le rapportant plus de protection, de santé et de sécurité sur leur lieu de travail.

Il a fallu attendre début octobre pour obtenir un congé parental corona en cas de mise en quarantaine des enfants.

Les mesures prises doivent être analysées en termes genrés et anticipées dès le départ, par exemple en proposant des solutions de garderie en concertation avec le secteur, en simplifiant des procédures administratives pour garantir la sécurité et la santé des accueillants, etc.

Si nous voulons construire une résilience économique à long terme, une fois la page de la COVID-19 tournée, nous devons nous attaquer aux problèmes liés au genre qui ont empêché les femmes de bénéficier de l'égalité des droits et des opportunités.

Travail social de proximité

- ◆ La bonne présence, l'accompagnement, un adulte référent de cœur
- ◆ Une dimension sociétale de l'aide
- ◆ La médiation interculturelle
- ◆ Art-thérapie
- ◆ Tremplin pour la vie
- ◆ Service d'accompagnement de violence entre partenaires et de violence fondée sur le genre
- ◆ Un toit pour elles – action Nyampinga

- ✓ **Travail social de proximité. Une relation humaine qui se construit au cas par cas en tenant compte du « sac à dos » que chacun transporte, rempli de ses références culturelles et linguistiques, de ses croyances, de ses souvenirs, de ses fêlures aussi**

L'accès au droit social reste une épreuve

Oui, la COVID-19 a secoué nos repères et nous avançons parfois à l'aveuglette. Des pans entiers de la société ont été fauchés, mais la prise en charge, globale et multidisciplinaire, se poursuit.

Un travail de proximité qui prend en compte les déterminants psychomédicosociaux. La peur a accompagné la pandémie et a favorisé l'appréhension des bouleversements socio-économiques à venir.

Elle a provoqué un confinement parfois spontané ou imposé, avec une hausse dramatique de la précarité, de la malnutrition et du chômage pour conséquence.

La Banque mondiale prévoit le basculement dans l'extrême pauvreté de 159 millions de personnes.

La bonne proximité, la bonne présence, le savoir-aimer

Accompagner, c'est transmettre l'humanité

Une approche qui fabrique l'empathie, soit la sensibilité à la souffrance de l'autre...

Nos travailleurs sociaux, nos animateurs, nos enseignants doivent faire face à différentes problématiques forcément inédites de précarité, de décrochage, de personnes meurtries, de réfugié(e)s traumatisé(e)s, d'errants noyés de cauchemars faisant face aux mille contextes où l'émotion et les liens sont en grande difficulté.

Ce travail social transmet et développe des normes émotionnelles vitales qui permettent aux personnes de restaurer leur capacité à savoir nouer des liens.

Nos approches produisent donc des liens développementaux, qui transmettent et réparent l'humanité.

On constate que la violence institutionnelle est directement proportionnelle à la pauvreté de ces liens individuels.

Dans ce contexte, l'empathie est se construit individuellement, ce qui nécessite un travail constant afin de pouvoir se maintenir et se renouveler.

L'intelligence des échanges, le partage des informations, l'étude approfondie des situations, les évaluations comme la recherche de bonnes attitudes à produire resteront toujours des choses essentielles à développer pour organiser des réponses individuelles et collectives dont ces personnes ont éternellement besoin.

✓ **L'accompagnant... un adulte référent de cœur...**

L'amour, comme dimension fondamentale dans ce travail de proximité.

Le « savoir-aimer » est une véritable compétence professionnelle : une voie d'accès à l'inscription de l'autre dans le temps.

Et si l'amour dans la relation était un dialogue ?

Il s'agit de voir et d'entendre la personne accompagnée au-delà de ce qu'elle donne à voir et entendre. Dépasser l'ultime langage mobilisable par la personne dont la trajectoire de vie a été impactée par des événements de nature traumatique.

C'est accompagner les précaires, les cassés, les marginalisés, malgré les obstacles et repérer en eux les potentialités que plus personne ne voit.

« Mais qu'est-ce qui me reste ? », dit-elle

Entendre le possible de la personne accompagnée, c'est avoir la capacité de faire un pas de côté afin de ne pas se focaliser sur ses manques, mais bien sur ses « restes ».

Ses restes qui sont des petits riens à partir desquels un tout peut se reconstruire à force de patience et de ténacité...

Une relation réciproque qui se construit sur le capital des personnes

Accueillir la réciprocité c'est pour nos travailleurs savoir consentir au renoncement de la toute-puissance et rendre l'autre légitime dans sa capacité de donner autant qu'il reçoit.

Une relation qui négocie les réparations.

« L'amour fait gagner du temps », disait Marguerite Yourcenar

La principale propriété de la relation d'amour est de générer un espace-temps sécurisant et sécurisé qui autorise la personne accompagnée à prendre des risques sans craindre de se mettre en danger.

Cet environnement lui permet d'accéder à cette combinaison complexe du respect et de l'attention indispensables à l'advenir de soi comme sujet de sa présence au monde.

✓ Une dimension sociétale de l'aide et un engagement personnel...

« Les migrations peuvent aussi être saisies comme une chance pour nous de vivre notre identité migratoire et de repenser, par là aussi, nos démocraties et nos sociétés »

Michael Walzer – Traité sur la tolérance

La question des migrations nous a explosé au visage depuis quelques années, mais ces tentatives de traversées massives de la Méditerranée sont souvent mortelles.

Les tensions politiques et sociales qu'elle génère dans divers pays démocratiques sont sans précédent, sans parler d'autres régions du monde qui connaissent aussi les drames tragiques vécus par les migrants.

Les migrants sont-ils en crise ?

Dans la mise en œuvre difficile et peu probable de leur projet rêvé d'une vie meilleure.

Les pays européens sont aussi en crise parce qu'ils n'arrivent à gérer ni la sécurité de leurs frontières ni l'accueil d'un nombre important d'étrangers.

L'immigration fait peur, suscite des transformations dans la culture politique des sociétés et ouvre la voie au populisme de droite avec ses promesses simplistes d'une autorité politique qui reprend le contrôle strict de l'accès au territoire national.

L'accueil des étrangers reste une tâche politique qui concerne des relations entre pays, l'enregistrement des demandes d'asile, l'administration des procédures en matière de logement, de santé, de scolarité.

Cette complexité de la gestion exige un ensemble de compétences professionnelles que nous garantissons dans notre travail.

Même avec les meilleures intentions, nous constatons qu'une personne seule est dépassée par l'ampleur des missions à accomplir avec justesse et justice.

Notre perception du défi reste largement déterminée par des analogies qui accentuent beaucoup plus le niveau de communication interpersonnelle que l'abstraction d'une bureaucratie étatique.

La nécessité incontournable de l'aide humanitaire, l'urgence de l'intervention immédiate et professionnelle ne connaissent pas d'excuses ou d'arrière-pensées stratégiques.

La vertu de l'hospitalité ne reste pas une promesse vide quand les personnes n'ont pas peur des conflits avec les protagonistes d'une condamnation légaliste de l'immigration irrégulière.

Les drames autour de nous continuent indépendamment de la légalité ou l'illégalité des chemins d'immigration.

Question : et si la pandémie remettait en question notre vision de l'immigration ?

« Je veux juste un endroit pour finir ma vie »

Tous ceux et celles que nous rencontrons nous disent qu'ils ont tenté la traversée vers l'Europe en quête de sécurité et d'éducation.

Ils n'aspirent qu'à une seule chose : continuer à apprendre, travailler, s'investir dans une société qui leur offre respect et sécurité.

L'autodétermination des personnes.

Leur permettre, si elles le souhaitent de rester et de vivre décemment.

Leur permettre de partir, si elles le souhaitent, en les aidant à le faire.

« Comment puis-je prouver que je mérite l'asile » ?

Il s'agit pour nous d'accompagner dans un climat peu propice, puisque d'emblée défensif et exclusif plutôt qu'inclusif. Ces personnes doivent donc exposer leur récit et leurs malheurs de façon recevable, en les faisant entrer dans les cadres de recevabilité avec une attention aux différences linguistiques, mais aussi de représentations culturelles.

Les épreuves de la procédure d'asile qui sont parsemées de violences institutionnelles, ces quêtes de preuves au travers du récit, de la parole et au travers des corps, ces dénis de reconnaissance de la personne dans la singularité de son histoire, mais aussi l'insoutenable incertitude de l'attente faite d'étapes successives, d'entretiens, attentes faites de modifications, de refus et de recours ont des effets importants sur la santé mentale des migrants en particulier les plus fragiles, épuisés tant physiquement que psychiquement.

Le trop de bruit des procédures d'asile et de refoulement est aussi paradoxalement un profond silence. Nous constatons que la personne ainsi diminuée, voire déniée dans ce qu'elle croyait ou croit être et dans l'incertitude de son statut et donc de son devenir, peut sombrer dans des états de profondes désespérances.

Dignité des droits humains

Le plus difficile, c'est d'accepter d'être loin de sa famille.

À ce tiraillement émotionnel, s'ajoutent l'incompréhension et le sentiment d'injustice qui les habitent. À force d'avoir expliqué leur histoire à répétition sans avoir le sentiment d'être entendus valablement, ils ont développé un réflexe d'autojustification en toutes circonstances.

✓ La médiation interculturelle

Être médiateur culturel-le : métier complexe nécessaire au développement du processus de paix. Mieux comprendre pour mieux aider.

La douleur d'être porté...

Linguistiques ou socioculturelles, les barrières qui séparent certaines personnes d'origine étrangère des systèmes traditionnels d'aide sont bien réelles. Traduire et décoder les messages qu'échangent ces personnes, dénouer les conflits ou malentendus, informer et accompagner... Voilà quelques-unes des missions de médiateur interculturel. Réduire les effets des barrières linguistiques et socioculturelles, ainsi que les effets de tensions interethniques, décoder les différences, préserver les paroles précieuses, reconnaître l'injustice, la réparation, la souffrance...

Il s'agit donc, entre autres, de faciliter l'accès des populations immigrées et précarisées aux services, aux administrations, à l'enseignement et aux soins de santé.

Cette diversité culturelle et sociale va de pair avec la prise de conscience.

La médiation a amené des changements importants dans le champ des métiers qui touchent aux conflits.

Pour les assistants sociaux, travailleurs de terrain, psychologues, juges, avocats, policiers, enseignants, ce métier de médiateur est présent en particulier dans les différents secteurs : social, scolaire, familial, pénal et hospitalier.

La médiation prend le conflit pour point de départ et procède au « comment » le traverser, le vivre, le résoudre ou pas.

Dans cette démarche, on partage avec la personne des manières d'aborder ce conflit de manière horizontale, chacun se situant sur un plan le plus égalitaire possible.

Cela demande aux médiateurs d'intégrer une nouvelle construction de l'identité personnelle, car l'exclusion d'une certaine population n'est pas seulement économique, mais aussi administrative. Et elle se retrouve également au niveau social, du logement, de la formation, des compétences et sur le plan culturel.

Sur le terrain, nous observons une absence de continuité ou de ponts, au niveau des représentations et au niveau de la participation dans différentes sphères de la société.

D'où la nécessité de consolider des liens entre les différentes catégories de population au niveau subjectif, perception, affects et émotions, ou au niveau des connaissances, des compétences et des savoir-faire.

La diversité des catégories administratives (migrants, ressortissants européens, extra-européens, demandeurs d'asile, réfugiés, sans-papiers) et de l'accès aux soins de santé par exemple engendre une complexité dans l'accompagnement psychomédicosocial et dans les procédures particulières de cette prise en charge.

La fonction d'interprétation est évidemment une des dimensions importantes du métier de médiateur culturel.

De la nécessité d'une formation spécifique

Il s'agit d'acquérir une pédagogie interactive, grâce à laquelle nous pratiquons et interagissons, ce qui nous permet d'avoir un regard critique sur nos outils et méthodes de travail.

La professionnalisation est un enjeu majeur pour qu'ils puissent travailler correctement avec leurs partenaires.

Être médiateur, c'est donc vivre et enclencher un processus avec soi-même. C'est une façon de s'observer, de savoir comment fonctionne le conflit, dans la relation avec autrui, avec cet outil de médiation.

Un agir communicationnel, un pont solide et efficace pour faire passer une personne d'une rive à l'autre

Les personnes qui s'adressent à nous sont confrontées à divers problèmes : le dépaysement culturel et l'absence des repères dans un nouvel environnement, le déracinement, les difficultés communicationnelles dues à la non-maîtrise de la langue, l'impact du climat, les problèmes relationnels en famille dus souvent à une perception trop différente de la vie, l'absence d'une famille, la gestion difficile des syndromes post-traumatiques générés par la souffrance et les situations vécues dans le pays d'origine, etc.

Ce sont les contradictions de tout ordre qui sont inscrites dans la condition d'immigré, absent de sa famille, de son village, de son pays et frappé d'une sorte de culpabilité inexplicable, mais tout aussi absente ici, du fait de l'exclusion dont il est victime.

La médiation tient compte du parcours : de la situation pré-migratoire qui peut se caractériser par des violences politiques et des conflits, la pauvreté et la misère, les troubles familiaux, la violence culturelle, le mariage forcé, les mutilations sexuelles, la discrimination...

La situation post-migratoire peut signifier un changement du mode de vie, l'adaptation à un environnement inconnu (climat, alimentation, langue, etc.), l'isolement, la séparation familiale, l'absence de soutien familial et communautaire, les tracasseries administratives, les conditions de vie précaires, le chômage, les emplois peu valorisants, l'incertitude quant à l'avenir, l'expulsion, la clandestinité, etc.

De par sa neutralité, le service de médiation interculturelle que nous proposons joue un rôle d'accompagnement de chacun vers une solution. C'est un espace médian, qui se glisse dans une relation. Un espace tiers qui va la faire évoluer. La médiation doit composer avec des visions divergentes, des sentiments exacerbés, mais aussi des jeux de pouvoir, des inégalités ou des contraintes.

La médiation est un processus de création et de réparation du lien social. Sa complexité n'est pas un frein : elle peut même devenir un levier d'évolution et d'innovation sociale. Nous vivons une pluralité de modèles culturels qui génère des ordres normatifs, mais ils peuvent être interprétés différemment par les protagonistes d'une situation.

C'est donc un véritable dispositif d'apprentissage. Elle permet de redécouvrir ce que parler veut dire, d'échanger sur nos divergences et en faire quelque chose, d'apprendre à vivre les conflits, à être capables d'affronter les problèmes futurs et de créer avec les personnes des dispositifs de construction d'accords.

La médiation caractérisée par sa transversalité est donc d'abord une pratique, un processus, avant d'être une procédure qui vise notamment à pallier l'inefficacité des règles procédurales linéaires.

L'arbre à palabres est bien connu dans certaines cultures africaines : c'est là que le chef de village reçoit. C'est un peu cela, la médiation : un espace-temps pour se dire.

✓ Art-thérapie

Des voix qui résonnent à travers leurs témoignages... Les voix de femmes avant d'être des migrantes

Dans la vie, il n'y a rien de linéaire. Nos vies ressemblent à des épisodes discontinus, enroulés sur eux-mêmes, à des lignes brisées, à des cercles qui sont enchâssés.

Faire participer à des tranches de vie.

Dans leurs souvenirs, les visages eux-mêmes sont parfois devenus des fantômes. Au fil des séances, l'animatrice y découvre des existences bouleversées, des vies qui changent de cap, des femmes qui peu à peu dévoilent leur vulnérabilité.

Fils assassinés, femmes violées, biens pillés... Les bandits, qui sont-ils ? Journalistes enlevés, maisons incendiées, forêts ravagées... Épidémies propagées, forces armées... Droits zéro... Chômage, famine... Impunité. Oh, c'est trop à raconter... De là-bas, elles partent à bord d'une pirogue de fortune et accostent en Italie avant d'arriver ici.

Lors de leur parcours, elles subissent humiliation, racisme, vol, malnutrition, esclavage... Survivantes de ce monde des ténèbres, elles racontent étape par étape l'espoir, la désillusion, la violence innommable, l'amitié, la survie, la mort, la souffrance, la fatalité, la résignation. Une traversée abominable, qui coûte chaque année la vie à des milliers de migrants. Il faut plus d'une année pour rejoindre l'Eldorado européen.

Un chant d'espoir : le récit de vie, processus de reconstruction

« Avec une artiste plasticienne et art-thérapeute sociale du Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve, nous avons mis en place des ateliers artistiques, permettant aux femmes d'exprimer leur vécu, leurs souffrances, leur colère à travers différents médiums, différentes techniques : peinture, impression sur tissu... Les œuvres réalisées, individuelles ou collectives, ont fait l'objet d'une exposition (un 'apéro du monde'), ouverte au public. »

« Femmes et violence de l'exil », Evelyne Dogniez et Barbara Rondiat

Parler d'histoire de vie, c'est supposer au moins que la vie est une histoire ! Par récit de vie, on entend des mémoires, les récits des souvenirs. Il s'agit, pour nos ateliers, de s'inscrire dans l'exploration du passé et dans l'histoire individuelle et collective.

Avoir perdu votre terre et votre ciel et les expériences de l'amertume, de l'échec et des violences témoignent parfois d'une aventure dramatique qui vous a condamné au silence. Il semble que votre réalité d'artiste ait surgi de ces migrations : celle d'un expatrié ; d'autres comme vous parlent une autre langue et trouvent une source d'intensité dans l'étrangeté de diverses expressions graphiques.

Ces récits de mémoire et de témoignages sont liés à des conflits politiques, sociaux, les thèmes de l'exil et du déracinement s'inscrivent profondément dans les différentes réalisations.

Pour certaines femmes, la verbalisation de leurs ressentis et la mise en mots de leur souffrance ne sont pas faciles. L'art-thérapie peut leur permettre de déposer ce sentiment de honte et d'autres blocages, de restaurer leurs capacités d'agir et de penser par et pour elles-mêmes.



Tremplin pour la vie

Projet d'intégration pour réfugiés



✓ La lutte contre les préjugés

Il suffit parfois de peu pour faire bouger les choses. Avec eux, nous pouvons y arriver ! Il y a dans ce mouvement une volonté tenace de ne pas laisser la peur de l'autre devenir notre seul horizon.

Nos comportements sont souvent guidés par les stéréotypes, la discrimination, le racisme ; l'action Tremplin participe à l'éradication de ceux-ci ou, du moins, en atténue les conséquences.

Nos accompagnateurs et nos agents d'insertion - des jeunes, des moins jeunes, des personnes âgées, des riches, des moins riches, des familles, des personnes seules, des étudiants, des retraités, des personnes de toute obédience religieuse, mais qui ont un point commun : l'envie de donner un coup de main - se lancent, prêts à la rencontre interculturelle. Il y a à gagner en humanité.

✓ Permanence sociale d'accueil

Tremplin... L'accompagnement...

Notre travail de proximité pour des personnes en rupture, en détresse : un entonnoir de toutes les souffrances

La plupart des demandeur(euse)s d'asile proviennent de pays où les droits de l'homme sont bafoués. Beaucoup d'entre eux ont vécu des événements choquants. Il peut s'agir d'expériences traumatisantes dans le pays d'origine, mais également de faits d'une extrême violence sur la route de l'exil.

Vivre sans savoir si les membres de leur famille perdus de vue vont bien, la faible connaissance de la langue, la difficulté de s'exprimer, de créer du lien social et de trouver un soutien par rapport à leur vécu sont autant de facteurs de stress auxquels ils sont confrontés.

Les conditions dans les centres où ils sont hébergés peuvent être aussi anxiogènes par le manque d'autonomie, les discriminations, les violences qui s'y manifestent parfois, le manque d'hygiène et la promiscuité. Tout cela peut avoir un effet néfaste sur la santé.

Qu'il soit candidat réfugié ou réfugié, peu importent les raisons de l'exil : après un parcours migratoire anxiogène et souvent violent, il a perdu ses repères, ses liens familiaux et amicaux. Il se retrouve dans un pays dont les codes culturels lui échappent.

Il joue sa sécurité et son avenir lors de diverses auditions à l'Office des étrangers avec, en plus, les effets démotivants et anxiogènes de l'incertitude. La personne est dès lors en grande souffrance psychique.

Force est de constater que la plupart des personnes que nous rencontrons souffrent de traumatismes physiques et/ou psychologiques. Notre travail d'accompagnement doit donc se réaliser en équipe, autour de disciplines différentes : psychologue, assistante sociale, juriste et thérapeutes arabophones.

Cette année, nous avons aussi accompagné des migrantes qui sollicitaient l'exil pour cause d'orientation sexuelle. Ces personnes sont encore plus isolées que les autres et ont besoin d'un suivi psychologique sur place pour étayer leurs demandes d'asile.

Elles sont soumises à diverses violences et sont soumises à des pressions considérables de la part de leur famille au pays et de leurs compatriotes en Belgique.

Une telle pression engendre parfois des tentatives de suicide.

Ce parcours demande une force exceptionnelle sur laquelle on s'appuie pour que la personne puisse obtenir le droit à la protection en Belgique. Nous avons eu le cas d'un transgenre dont la famille en Afrique avait subi d'énormes représailles. Perte du travail de la mère, enfants au pays ne pouvant plus fréquenter l'école suite à l'information de son orientation sexuelle. Ce nouvel isolement provoque un second exil qui peut amener d'autres pathologies.

Dans un contexte marqué par la question migratoire, la confiance est en proie à des peurs multiples. Elle est attaquée et fragilisée par un climat de méfiance et de suspicion qui gangrène peu à peu la société jusqu'au cœur des gens.

Les mesures qui expriment et renforcent cette méfiance se multiplient et impactent la solidarité, la relation d'aide, l'action sociale : coupes budgétaires, rationalisation du travail social, contrôle accru des allocataires sociaux.

Sur le terrain, nos travailleurs sociaux soucieux de l'éthique et des valeurs de leur métier résistent et pratiquent, maintiennent et développent au quotidien des approches, des manières, des arts de faire qui favorisent la création. Un savoir-faire qui est en fait un savoir-être, un art flou, incertain, non calculable et nationalisable qui se nourrit de l'empathie, de l'imagination, de l'humain.

Médiatrices, médiateurs au quotidien

Un accompagnement social et spécifique durant le confinement

Il est apparu nécessaire d'assurer une aide sociale d'urgence que les institutions officielles ne pouvaient prendre en charge. Être le lien entre les associations de terrain qui gèrent les aides alimentaires et nos bénéficiaires, afin de leur permettre l'accès aux ressources nécessaires, décoder les courriers, aider à remplir des formulaires en ligne, gérer les factures, faire les négociations avec des interlocuteurs divers.

Il a fallu aussi distribuer des kits de santé et des colis alimentaires, fournir des informations correctes et utiles en les traduisant, photocopiant ou en les scannant pour des enfants et des jeunes.

Il s'agissait aussi de mettre en place une solidarité commune entre allochtones et autochtones, afin de donner au public plus défavorisé l'accès aux masques de protection et aux gels, face au virus.

Nous avons dû réserver les rendez-vous auprès des services médicaux ou administratifs, résoudre les problèmes du quotidien révélés par la période de la pandémie de la COVID-19, notamment les difficultés de communication (la langue, les rendez-vous, les lenteurs administratives, la recherche d'infos, les abonnements téléphoniques), les problématiques dues à la fracture numérique de notre public, les difficultés de transmission (informatique, copies, adresses), les difficultés de rencontres (masques, gels, hygiène), l'accès aux colis alimentaires...

L'accès restrictif des CPAS pour l'aide alimentaire, de santé et d'autres services nous a contraints à devenir « médiateurs du quotidien », ce qui suppose une disponibilité quotidienne et des moyens plus importants.

En Belgique, les migrants ont été fortement touchés par la crise sanitaire due à la COVID-19, notamment en raison des difficultés pour déposer leur dossier d'asile suite à la fermeture de l'Office des étrangers. À cela s'ajoute le durcissement des conditions d'hébergement imposé par l'État en début d'année. Ces mesures ont eu pour effet de rendre le quotidien des exilés encore plus précaire.

Un accompagnement psychomédicosocial de qualité

Un tuteur de développement... un tuteur de résilience pour une vie riche de sens

Nos intervenants de tremplin pour la vie : ces femmes ayant en commun un parcours d'exil se reconnaissent dans l'acte collectif de créer ensemble.

Plusieurs réfugié(e)s ont développé un syndrome de stress post-traumatique. Ils ont en commun un certain parcours, des déportations douteuses, des vols, des agressions, des violences des passeurs, des violences policières, des problèmes administratifs et, bien sûr, des attentes communes.

Une rencontre thérapeutique pour renouer des liens de confiance

Une approche interculturelle avec des professionnels aux cultures diverses...

La manière dont on donne un sens à la souffrance a souvent des fonctions sociales et culturelles. Les personnes victimes de violence ont des difficultés à faire le lien entre ce qu'ils étaient avant le traumatisme et après. Tout leur être est une prison en soi.

Ce qui est important, c'est la façon dont on travaille le sens de la souffrance. La manière d'identifier ce traumatisme pour au moins en être conscient. Cela permet de le contrôler pour aider la personne à vivre avec. Il s'agit donc de travailler le lien pour qu'elle puisse restaurer une confiance envers les autres.

Adapter son cadre de travail.

Les psychologues et les assistants sociaux rencontrent les personnes parfois dans leur milieu de vie ou autour d'un café, en discutant.

Dans ce type de thérapie on travaille à partir de ce que l'on vit ensemble, en tant que deux êtres humains dans un cadre donné, les liens et ces relations étant réfléchis.

Le lien dans la communication est aussi important, voire plus, que le contenu de la communication.

Le lien unique et singulier que nous pourrions créer deviendra le support pour amorcer un processus thérapeutique de qualité.

Le travail sur les émotions et l'utilisation des résonances peuvent être compris comme l'organisation d'un contexte relationnel au service du professionnel pour mener son travail avec davantage de pertinence, d'éthique, d'authenticité.

Créer ensemble des liens avec la population autochtone, retrouver des espaces pour dire, réinvestir son corps autrement, porter une parole publiquement : autant de formes de résistance, mais aussi une manière de se réhumaniser dans le regard des autres.

Créer ensemble dans des groupes d'alphabétisation en découvrant la ville, en partageant des « savoir-faire » et créer ensemble dans des ateliers d'art ou de conversation font partie de nos démarches.

Ces groupes permettent de mêler des expériences diverses, des rapports à la culture extrêmement différents. C'est dire autrement, en dehors des cadres prédéterminés avec complexité, sensibilité, liberté et dignité les parcours migratoires.

C'est la frontière qui invite à un rapport toujours ouvert vers ce qui est au-dehors et au-delà, qui favorise les relations : un regard de sagesse et de sérénité s'impose donc sur ces questions à portée passionnelle.

Celui-ci prend l'allure d'un chemin de crête entre deux conceptions extrêmes, l'une considérerait le pays d'accueil comme une page blanche, l'autre comme une page déjà écrite aux caractères figés et ayant force contraignante pour les migrants. Or le pays d'accueil n'est ni l'une ni l'autre, il est une page en train de s'écrire.

« Plus vous vous imprégnez de la culture du pays d'accueil, plus vous pourrez l'imprégner de la vôtre ; puis aux autres ; plus un immigré sentira sa culture d'origine respectée, plus il s'ouvrira à la culture du pays d'accueil ».

Amin Maalouf

Initiatives permanentes pendant le confinement

- Accompagner les personnes dans les premières consultations avec les médecins et encourager l'action des intermédiaires, médiatrices culturelles et interprètes sociaux (amis, parents, migrants, pairs aidants, etc.).
- Créer des moments de « traduction » avec les pharmaciens et médecins généralistes pour expliciter les difficultés particulières des patients d'origines étrangères et les différences qu'ils peuvent présenter dans la formulation de leurs plaintes de santé et leur perception du système de soins. Il s'agit aussi de les sensibiliser sur le manque de moyen financier des réfugiés pour qu'ils puissent conseiller des médicaments alternatifs et également efficaces.
- Proposer des formations aux réfugié(e)s sur le système de soins de santé en Belgique, les attentes du médecin, l'hygiène liée à la pandémie.

Travail sur 4 axes : logement, formation, emploi et accompagnement.

Un toit...

C'est la première phase vers une intégration : sans cette base, qui nécessite de notre part énormément d'investissement en temps, les réfugiés ne peuvent pas franchir les étapes suivantes de leur intégration.

Les demandeurs d'asile qui ont été reconnus réfugiés disposent de deux mois pour trouver un logement avant de devoir quitter le centre d'accueil.

La plupart d'entre eux éprouvent de grandes difficultés dans cette recherche de logement. C'est dans ce cadre qu'une collaboration avec les habitants a été mise en place.

Les contractuels s'occupent du recrutement des bénévoles, de leur motivation, de leur formation et de leur suivi. Ils sont également responsables du suivi des dossiers des réfugiés auprès des propriétaires, de la création d'outils de communication entre propriétaire et locataire. Ils servent de facilitateurs culturels et, au besoin, de traducteurs.

Certains autochtones bénévoles offrent leur temps à un réfugié pour sa recherche de logement. L'avantage de fonctionner avec des bénévoles est de permettre aux autochtones de prendre conscience de la discrimination vécue par les réfugiés, de leur difficulté réelle à s'intégrer par le manque d'ouverture de la population autochtone. C'est une manière de permettre un pont entre les cultures.

D'autres offrent une chambre libre dans leur habitation, moyennant une participation financière. Cet accueil sera d'une durée d'un an ou plus. Ce projet offre de multiples avantages : permettre un loyer moins cher, offrir un contact direct entre autochtones et réfugiés afin de faire tomber les préjugés réciproques, être au contact direct de la langue française dans le quotidien, créer du lien social pour les autochtones isolés dans une maison devenue trop grande pour eux. Ces avantages ne se retrouvent pas quand, par la force des choses, tous les réfugiés sont regroupés dans les zones pauvres de la Belgique, ce qui crée des ghettos : tout le contraire d'une réelle intégration.

Au-delà d'un échange entre un propriétaire et un locataire, il s'agit d'une rencontre entre un accueillant et un accueilli dans laquelle chaque partie s'engage dans une relation interculturelle de la vie quotidienne. L'accueillant et l'accueilli prévoient, par une convention, un moment de rencontre durant la semaine : repas communs, activités sportives communes, jardinage...

La recherche de logement, la mise en contact du réfugié avec le propriétaire, choisir le meilleur profil, faire coïncider les demandes, faciliter la communication, assurer le suivi une fois la personne installée, assurer le lien avec le CPAS, etc. : tout cela demande un investissement important de la part de l'équipe.

Nous organisons tous les trois mois des moments de rencontres avec les propriétaires, les réfugiés, les bénévoles et notre équipe afin de partager les expériences diverses.

Cette démarche suppose un investissement conséquent en temps.

Quant à la personne accueillante, elle a l'opportunité de faire découvrir une autre culture, de dépasser sa peur du migrant et d'avoir une présence humaine dans la maison. C'est notamment intéressant dans le cas des familles monoparentales ainsi que pour les personnes âgées isolées.

Auton'homes... l'accès des réfugié(e)s à un logement décent

Projet financé par la Fondation Roi Baudouin

C'est en termes de droits, de mécanismes d'accès au droit qu'il faut penser et agir.

Les réfugiés sont des citoyens. Toute action, même ciblée, doit respecter la citoyenneté de ces personnes et assurer l'accès aux droits qui en découlent : logement, santé, travail, vie privée.

De nombreuses mesures sont prises dans cette perspective, mais elles n'atteignent que trop rarement les personnes.

La pandémie de COVID-19 a accru les difficultés de recherche d'un logement étant donné, d'une part, la crainte des propriétaires et les préjugés à l'égard du réfugié et, d'autre part, la disponibilité d'un logement « chez l'habitant » s'est faite très rare étant donné le partage d'espaces communs (cuisine, salle de bains, entrée).

Trouver un logement de qualité et à un prix abordable est la première étape du parcours d'insertion d'une personne reconnue réfugiée. Avoir un domicile est pourtant la condition indispensable pour avoir accès et activer des droits sociaux tels que l'enseignement, les soins de santé ou l'aide financière du CPAS. Mais cette recherche est souvent semée d'embûches. Depuis la crise sanitaire, les visites de logement mis en location étaient très restreintes (même impossibles durant le confinement).

Maintenant que les visites reprennent, on se rend compte que la demande dépasse l'offre et qu'une présélection très stricte est mise en place avant toute visite, ce qui défavorise encore plus les plus précaires.

Augmenter l'offre de logement pour les personnes réfugiées: une vigilance constante...

Pour pouvoir se projeter dans l'avenir, chacun de nous a besoin d'un minimum de sécurité. Or, la première des sécurités existentielles n'est-elle pas offerte par le logement? Le maintien de ce filet de protection est essentiel pour s'engager dans une dynamique d'insertion.

Comment construire un lieu pour soi? Force est de constater que sur le terrain, les réfugiés doivent faire face à beaucoup de préjugés.

Depuis 2016, nous aidons les réfugiés dans leur recherche de logement en proposant des cohabitations, en allant à la rencontre de propriétaires solidaires, en formant des binômes allochtones et autochtones pour la recherche de logement.

Nous avons pu trouver des solutions pour 126 personnes réfugiées. Nous avons une liste de propriétaires solidaires et d'autres propriétaires seraient prêts à sauter le pas avec la garantie du paiement des loyers. Nous constatons, en effet, qu'une grande partie des réfugiés ne trouvent pas de logement dans notre province et sont délocalisés vers des provinces plus pauvres, ce qui crée des enfermements dans la précarité.

On constate aussi que les difficultés d'accès au logement sont genrées. On sait que les catégories qui ont le plus de mal à y accéder sont les femmes seules avec des enfants et d'origine étrangère et les personnes migrantes isolées émergeant au CPAS. Autant de catégories dans lesquelles les femmes sont surreprésentées.

Nous détenons notre propre carnet d'adresses social et notre expérience de suivi des primo-arrivants dans l'accompagnement social. Plus précisément dans l'accompagnement de la visite de logement, l'apprentissage des aptitudes attendues, des compétences à acquérir pour apprendre à cohabiter et entretenir une relation positive avec le propriétaire.

Par ce projet, nous servons de tampon entre les méconnaissances du réfugié en termes d'obligation liée à l'habitat et les craintes du propriétaire. Cela offre l'opportunité d'un temps d'acclimatation et d'apprivoisement mutuel.

Ce projet offre donc une opportunité de logement pour les réfugiés avec un regard particulier sur les femmes seules avec ou sans enfants pour lesquelles il existe de grandes difficultés de trouver un logement également pour les femmes entre 17 et 18 ans.

Accompagner à habiter

Notre intervention requiert des compétences spécifiques dans le domaine de la médiation. Nous prospectons, rencontrons les propriétaires potentiels. Nous garantissons le paiement du loyer pour une année et nous leur proposons un suivi. La participation des personnes à tout ce processus est une réponse pour valoriser leurs compétences, recréer du lien social, leur permettre de mettre du sens sur les règles qu'elles jugent contraignantes voir inutiles

« On le porte même après avoir quitté la personne »

Comment soutenir la recherche d'un lieu pour soi ?

L'expérience de nos travailleurs de terrain montre qu'il existe des modalités de contact particulières dans la relation éducative avec certaines personnes.

Ils font état de relations en « dents de scie » de leur vécu relatif à l'engagement avec chaque personne d'une grande intensité affective.

En effet, certains suivis se prolongent avant même que la personne ne soit stabilisée dans une situation où elle peut se passer d'un appui.

Pour une personne qui a ce long parcours migratoire, le projet de logement est une construction à deux. Il existe une période où le logement est imaginé et rêvé à deux. On pourrait parler, comme en psychanalyse, de séances préliminaires où le logement est un rêve accompagné.

Comment aider à renforcer les frontières d'un espace psychique habitable pour la personne ? L'habitat est le lieu d'inscription symbolique, un lieu où l'on peut se nommer.

En situation de fragilité psychique, l'espace de logement va devenir une peau de substitution et accueillir l'espace psychique élargi de la personne.

Ce contexte de crise sanitaire a révélé une forme plus aiguë de violences faites à ce public fragile. Certains propriétaires ne voulaient pas de visite. Cette initiative innovante et efficiente nous interroge sur le chemin à parcourir pour dépasser une forme de fatalité ambiante au profit d'un nouveau terreau d'espoir et de victoires. Celles-ci ont en commun de privilégier le logement comme la base indispensable pour se projeter dans l'avenir.

Le lien social : leurs histoires ont nourri la mienne. Le hasard, qui fait parfois bien les choses, m'a poussé(e) vers eux...

Ils m'ont accueilli(e), informé(e), renseigné(e), accompagné(e) pour réapprendre à poser une voix sur les choses...

Cette relation de confiance se construit ainsi dans le don et le contre-don. Nous recherchons ce qu'il y a de commun entre le réfugié et un hébergeur potentiel ou un bénévole qui va l'accompagner dans son parcours. Une passion pour le foot ? Un groupe de musique ? Une sensibilisation commune ?

À travers tous ces micro-espaces d'hospitalité, il faut recréer de nouvelles conditions d'intervention : servir d'intermédiaire avec les instances administratives, servir de traducteur avec les instances judiciaires, de médiateur...

Nous sommes donc amené(e)s à développer d'autres manières de faire, à réaliser un travail relationnel dans lequel le temps, les rapports informels, la connaissance du réfugié dans sa spécificité et dans sa diversité jouent un rôle de premier ordre.

Pour créer un climat de sécurité, nous devons être attentif(ve)s à ne pas aller trop vite et prévoir suffisamment de temps avec chacun. Cette démarche demande une grande disponibilité, parfois même en dehors d'un certain fuseau horaire. Il faut parfois accompagner quelqu'un chez un spécialiste à 17 h, le conduire à la clinique, aller chercher un enfant malade, etc.

Notre projet est donc une rencontre égalitaire où le réfugié partage sa culture d'origine et, à travers des activités quotidiennes, des offres de service. En retour, il découvre la nôtre. Au fil des rencontres, des amitiés se créent, les mentalités changent, les préjugés tombent. Il est important que les réfugiés soient, eux aussi, des vecteurs de changements pour eux-mêmes et pour leurs pairs. Le bénévole réfugié devient dès lors passeur d'informations auprès des autres.

Dès le début du confinement, le sentiment d'isolement engendré par les mesures de confinement fut difficile à supporter et le maintien du lien fut alors primordial. Garder le lien et l'écoute est une priorité, autant pour le bien-être psychologique que pour trouver ensemble des solutions aux difficultés supplémentaires rencontrées.

Nous avons donc mis en place différentes actions et activités dans le respect des distanciations sociales et des mesures de sécurité afin de continuer à permettre la rencontre entre allochtones et autochtones en privilégiant les activités extérieures durant l'été 2020.

À un niveau macro, les différents volets de ce travail constituent la volonté d'une lutte contre la radicalisation sociétale.

Nous constatons, en effet, une montée des extrémismes de par le monde. Ils sont le résultat d'une colère, d'une déshumanisation de l'autre, d'un repli identitaire des différents groupes sociaux. Le secret de la lutte contre les extrêmes passe par l'éducation, la rencontre, les ponts entre les cultures et la justice sociale.

Nous aidons et accompagnons les réfugiés dans leurs démarches : aide à l'inscription à l'université ou à d'autres formations (appels téléphoniques, rencontres, traductions, explications, compréhension des documents, accompagnement dans les démarches de reconnaissance de diplômes, prise de rendez-vous...).

Par ailleurs, nous proposons des formations plus limitées dans le temps, soit en interne, comme le cours de français et de citoyenneté, soit en externe, avec des partenaires privilégiés formés à l'accueil d'adultes en situation précaire, pour faciliter l'insertion socioprofessionnelle et la formation par le travail.

Nous avons mis sur pied une formation intitulée « FLE recherche d'emploi pour les primo-arrivants ». Sur une durée de 6 mois, un groupe de 8 à 12 bénéficiaires ont reçu des cours intensifs de FLE (français comme langue étrangère), un accompagnement pour la réalisation d'un CV et d'une lettre de motivation, l'apprentissage de l'outil informatique. Durant l'année, nous avons mis en place un système de binômes (9 bénévoles binômes) qui épaulaient les personnes dans leur recherche de stage, d'emplois, de formation en rapport avec leur projet personnel. Les avantages de l'intervention des bénévoles dans le projet furent multiples : création de liens entre les primo-arrivants et les bénévoles belges, pratique du français et transmission des savoirs sur les fonctionnements en Belgique et utilisation des réseaux des bénévoles pour trouver un emploi ou une formation répondant à leurs attentes.

L'emploi

Rapprocher les entreprises et les employeurs de notre public notamment à travers des stages, des pratiques d'accueil en entreprise, du mentorat...

Il s'agit de développer des approches individuelles et collectives pour le soutien à la recherche d'emploi et intéresser, entre autres, les personnes à la création d'entreprise.

Ces démarches nécessitent de recourir à des partenaires dans les différents milieux professionnels et d'entreprises.

Il convient de créer du lien et de la transversalité autour de notre centre de formation, de déssectoriser, de permettre des temps de concertation afin de faire émerger des rapports de confiance entre acteurs et permettre la créativité.

Les entreprises sont des acteurs cruciaux dans l'insertion professionnelle des migrants peu qualifiés. Les sociétés peuvent trouver leur compte dans ce deal, c'est ainsi que nous proposons des stages, qui sont de réelles perspectives d'emploi durable et de qualité.

Nous avons, par exemple, facilité des rencontres avec des employeurs, des ancien(ne)s qui ont réussi, des employeurs potentiels pour des stages éventuels, des experts pensionnés qui apportent leur expérience et aident à se positionner sur le marché du travail. C'est ainsi que l'on décloisonne le monde de notre structure de formation et celui de l'entreprise.

Il s'agit aussi de mobiliser les entrepreneurs de la Région pour promouvoir les diversités ethniques de genre, d'orientation sexuelle et illustrer les avantages (image, identité, créativité, nouveaux horizons, forces manuelles) qu'elles peuvent représenter pour les entreprises. Les expériences réussies sont autant de témoignages de mobilisation.

Nous avons donc mis en place un format d'accompagnement : « Un parrain pour un emploi », qui met en contact des chercheurs d'emploi réfugiés avec des bénévoles de plus de 50 ans expérimentés afin d'être accompagnés dans la recherche d'emploi. Les bénévoles pour la plus grande majorité des personnes du 3e âge accompagnent les personnes réfugiées dans leur recherche d'emploi. Nous pouvons constater sur le terrain que ces personnes activent leurs réseaux pour appuyer la recherche.

Depuis la crise sanitaire, les difficultés se sont accentuées pour nos bénéficiaires dans leur recherche d'emploi, nous avons également été obligés à nous réorganiser dans leur accompagnement. Nous avons, en effet, commencé par mettre en place une aide à distance via mail et Zoom pour les aider dans la réalisation de leur CV et de leur lettre de motivation. Les binômes avec les personnes ont demandé une réorganisation du travail. Les entretiens d'embauche se faisant de plus en plus à distance, il a fallu préparer nos bénéficiaires afin d'optimiser leur chance et mettre à leur disposition les moyens numériques, mais également une préparation à cet entretien d'embauche.

Aide juridique

Nous offrons une permanence juridique, une fois par semaine, avec des spécialistes de la migration. Cette permanence est fondamentale. En effet, même si le cadre de l'octroi du statut de réfugié est très clair, les problèmes juridiques surgissent à chaque stade du processus.

Des problèmes spécifiques sont soumis à cette permanence qui fournit des conseils et des réponses juridiques rapides (travail dans l'urgence) à des questions liées à la procédure d'asile, au regroupement familial, etc.

Notre accompagnement consiste à simplifier la communication entre réfugié(e)s ou demandeur(euse)s d'asile et l'avocat, bien souvent avec l'aide d'un traducteur de notre équipe, à aider la personne à compléter son dossier pour l'avocat avec tous les documents, à être l'interlocuteur(trice) avec les institutions officielles (ambassades, communes...)

Projet mobilité

Dans le cadre d'une politique globale à Louvain-la-Neuve, le vélo a toute sa place et les formations se poursuivent avec le GRAQ (Groupe de recherche et d'action des cyclistes quotidiens).

Il est apparu nécessaire et vital pour l'emploi d'enseigner le Code de la route dans son aspect théorique et de préparer les personnes allochtones à l'obtention du permis de conduire belge.

Ce projet est une réponse aux diverses sollicitations des personnes issues de la mixité culturelle, hommes et femmes. Ceux-ci éprouvent parfois des difficultés de langue, des difficultés économiques et financières, car ils n'ont pas les moyens de se payer la formation dans une auto-école et éprouvent des difficultés à suivre l'apprentissage dans un délai relativement court.

La spécificité de notre projet est de disposer en permanence pour ces gens d'un formateur expérimenté et qui maîtrise le français, l'anglais et l'arabe.

En plus d'enseigner l'apprentissage théorique du Code de la route belge, le formateur prend en charge un coaching individuel jusqu'au passage de l'examen.

Ce projet poursuit plusieurs objectifs :

- *social : aider les personnes vulnérables, vivant dans la précarité, à retrouver espoir et confiance, à se valoriser auprès de leur famille et la société belge ;*
- *civique : par les connaissances acquises du Code de la route, contribuer à la sécurité routière collective ;*
- *économique et financier : donner accès aux opportunités du marché du travail et à un emploi rémunéré.*

Depuis la crise sanitaire, le formateur s'est rapidement adapté à la situation afin de pouvoir continuer ses cours en ligne et permettre à notre public de continuer à se former au permis de conduire théorique durant toute la période de crise. Cette année, nous avons formé 165 personnes en cinq sessions. 98 % d'entre elles ont réussi.

Quelques activités

- **Conférence et débat, altérez-vous**
Dans le cadre de la 5e édition « le Tour des cafés » organisée par le Centre culturel d'Ottignies-Louvain-la-Neuve et la Maison du développement durable en collaboration avec de nombreuses associations de la région.
Le but consiste à favoriser la rencontre et à ramener des débats de société dans des lieux publics et conviviaux pour faire circuler la parole de chacun. Cette année, le thème était « De la résistance créatrice à la désobéissance civile non violente » et l'atelier « Lorsque la désobéissance civile devient une question de survie » a été organisé au café citoyen « Altérez-vous ».
- **Échanges entre bénévoles et réfugié(e)s dans la recherche de logement**
Confrontation des autochtones au vécu discriminatoire des réfugié(e)s lors de leur recherche de logement. Création de binômes pour l'accompagnement dans la recherche de logement, pour l'apprentissage du français et la création de liens sociaux. Une manière plus humaine de s'investir avec le réfugié(e)s.
- **Atelier vélo + français**
Atelier en partenariat avec le Gracq (Groupe de recherche et d'action des cyclistes quotidiens), composé par un groupe de personnes du troisième âge autochtone.
Apprentissage du Code de la route du cycliste, lecture des panneaux, balades à vélo, apprentissage des comportements sur la route pour un groupe mixte d'allochtones et d'autochtones. Le but est d'améliorer le français, de tisser de nouveaux liens avec les habitants, d'apprendre la mobilité cycliste (très utile pour les déplacements courts et la recherche d'emploi et sensibilisation à une autonomie écologique).
- **Durant la pandémie sanitaire de COVID-19**
Vidéo de soutien et explication des gestes de sécurité multilingues.
Réalisation et distribution de masques de protection.

- Conférence Zoom : « Égal face au confinement ? »
Conférence en direct et en ligne sur Zoom et Facebook, avec plusieurs intervenants de terrain, dont Maître Saroléa, spécialisée en droit des étrangers, et donnant la possibilité de poser des questions au public concernant les inégalités sociales accentuées ces dernières années et encore plus depuis la pandémie de COVID-19 et le confinement.
Violences conjugales, inégalités entre les hommes et les femmes, inégalités scolaires, inégalités territoriales.
- Activités extérieures et repas partagé au Bois des rêves.
- Activité « Un challenge, un sourire, une rencontre »
Afin de permettre la rencontre entre allochtones et autochtones malgré le deuxième confinement dû à la COVID-19, l'idée consistait à créer du lien en s'amusant via les réseaux sociaux. Chaque semaine, un challenge à réaliser en famille était organisé, filmé par le soin des participants et partagé sur une page Facebook par toutes les familles. Une belle occasion de tisser de nouveaux liens et de donner l'envie aux familles de se rencontrer, dès la crise sanitaire terminée.

Témoignage de monsieur Jean Patte

« Collaboration entre la section locale du GRACQ, Tremplin pour la vie, la commune d'Ottignies et la police.

Formation – vélo : 14 adultes, hommes et femmes, ont participé à cette formation. Ils ont été répartis en 2 groupes pour respecter les recommandations sanitaires.

La publicité, les inscriptions, la motivation et l'encadrement des participant(e)s ont été réalisés par « Tremplin pour la vie ». La formation pratique a été donnée par des membres du GRACQ. Une information sur le Code de la route a été donnée par des policières d'Ottignies. La commune y a participé par un subside communal qui a permis d'offrir aux participants un vélo d'occasion remis en état, du matériel pour cyclistes (éclairage, casque, gants, cadenas...). Des locaux communaux ont aussi été mis à disposition.

Cette formation a permis de rassembler dans la bonne humeur des personnes différentes par leur origine, leur âge, leur habileté à vélo. Des résultats inespérés ont eu lieu en quelques heures. La plupart des participants(e) qui n'avaient jamais roulé à vélo sont reparti(e)s en sachant pédaler seul(e)s. »



010/39 50 85

« Les associations féministes de soutien aux femmes victimes de violence ont appelé le gouvernement à mettre en œuvre des mesures et donc la première chose qui a été faite avec le ministre de la Justice et de l'Intérieur, c'est d'adopter ce plan avec des mesures extrêmement concrètes pour venir en soutien aux femmes victimes. »

Par exemple, nous avons mis en renfort les lignes de chat 'violencessexuelles.be'. C'était également faire en sorte que les commissariats rappellent les victimes qui ont porté plainte dans les six derniers mois pour s'assurer que la situation soit stabilisée ou, au contraire, agir si nécessaire. »

Sarah Schlitz
Secrétaire d'État à l'Égalité de genre

✓ **Agrément de la Région wallonne pour notre service d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre**

Nous sommes 11 associations en Wallonie à bénéficier de cet arrêté ministériel.

Tous les récents faits d'actualité concernant les abus sexuels et actes de maltraitance commis sur des femmes et des enfants permettent de lever le voile sur un modèle de société qui, consciemment ou pas, a trop longtemps couvert des faits que la loi reconnaît enfin comme étant des crimes.

Quand le lien fait mal...

Un service ambulatoire multidisciplinaire et multiculturel.

La violence est un monde toujours paradoxal, un chaos pulsionnel fait de vie et de mort.

Derrière le numéro unique 010/39 50 85 s'active une équipe dynamique de terrain pour un accompagnement psycho-médico-social. La violence conjugale envahit toutes les relations. Elle fait éclater le territoire de l'autre et le sien propre. Elle envahit et rend confuses les limites. C'est une force de destruction.

Le cycle de la violence

Ne pas s'emmurer dans le silence...

Une femme meurt tous les 3 jours sous les coups de son conjoint. On estime qu'entre 100 et 300 millions de fillettes et de femmes ont subi une mutilation sexuelle dans le monde. Sur notre planète, une femme est violée toutes les 8 minutes, une fille sur 5 et un garçon sur 13 ont subi des violences sexuelles et 80 % des viols sont impunis. La froideur des chiffres recouvre des destins tragiques.

Et la parole se libéra...

En Belgique, l'arsenal législatif existe, mais il faut continuer à lutter sur le terrain. Le Collectif est au bout de la chaîne du continuum des violences. Il tente de répondre aux besoins spécifiques et si difficilement exprimés des femmes aux cultures multiples et aux cent langues et dialectes. La question des violences faites aux femmes et celle de la place qu'elles occupent dans la société ont occupé une place centrale dans le débat public, ces derniers mois.

L'appel à l'aide est parfois criant, mais très souvent inaudible. Comment exprimer l'indicible ?

Sortir de la solitude est l'une des premières démarches des femmes qui vivent sous les coups, les insultes, les humiliations de leur conjoint. Elles subissent plusieurs types de violences combinées : psychologiques, physiques, verbales, économiques, sexuelles...

L'isolement social est l'une des stratégies de violences les plus dévastatrices : elle prive la victime de la liberté de jouir de son corps et de son mental, mais aussi de la capacité de penser, de se projeter dans l'avenir, d'être autonome et d'agir par elle-même... Bref, d'exister. Dans cette relation, l'homme exerce une emprise psychologique et la femme subit plusieurs formes de déshumanisation.

Plus le parcours de violences est long, plus la femme se terre dans le mutisme. Elle est exclue de la scène publique, de la sphère sociale et familiale. Elle est bien souvent privée de toutes relations humaines, de toutes expériences de vie, qu'elles soient professionnelles, éducatives ou récréatives. Nous sommes donc forcées de constater qu'elles sont devenues invisibles, hors de la « toile d'araignée » dans laquelle elles sont prisonnières.

Lorsque ces femmes appellent ou sonnent à notre porte, elles souhaitent briser le silence et trouver un refuge. Nous offrons un espace d'accueil où elles se sentent en sécurité, où elles peuvent exprimer leur souffrance et où légitimer leur vécu est primordial. L'accompagnement consiste alors à les écouter, les soutenir, les informer et les guider tout au long de leur parcours, afin qu'elles puissent sortir de l'isolement et développer des ressources psychologiques, sociales et personnelles.

La violence conjugale est un processus de domination qui s'inscrit dans le patriarcat

On parle de violences conjugales comme si le couple était responsable. On parle souvent de violence intime, de violence dans le couple. Mais, on parle rarement de violence par conjoint ou de violence masculine. Or, il s'agit des violences commises par des hommes sur des femmes.

Démarche pédagogique

Le modèle « Processus de domination conjugale » tient compte de la complexité des mécanismes à l'œuvre dans ces situations de violences. Il intègre les dynamiques de domination et de victimisation, l'importance de la sociabilisation de genre et l'impact des réseaux de protection sociale sur la sécurité de tous.

Processus de domination conjugale

Nous nous inscrivons dans cette démarche d'accompagnement portée par des modèles et une méthodologie qui ont été éprouvés par la pratique clinique et le milieu associatif. C'est ainsi que le modèle du processus de domination conjugale, tel qu'il a été élaboré par Denise Tremblay, Manon Bouchard et Robert Ayotte (2004), est une référence analytique dans notre travail quotidien. Le processus de domination conjugale (PDC) est une conceptualisation de l'instauration de la violence entre partenaires afin de détecter les risques d'uxoricide ou de féminicide dans le cas de violences perpétrées par des (ex)-partenaires. En pratique, cet outil permet d'observer de manière holistique la situation de nos bénéficiaires victimes de violences conjugales en prenant en compte leurs dispositions émotionnelles individuelles et leur contexte social.

Le cadre de référence du PDC permet une élaboration schématique des différents facteurs qui entrent en jeu dans une situation de violence : les stratégies de domination mises en place par l'agresseur, les stratégies de protection investiguées par la victime et l'implication du réseau social dans la dynamique de violences que Tremblay, Bouchard et Ayotte (2004) divisent en trois grands domaines de collectivité : le réseau primaire, qui désigne les relations avec un entourage direct et personnel ; le réseau secondaire, qui désigne la disponibilité des institutions et des associations (nous) pouvant venir en aide à la victime et le réseau tertiaire qui prend en compte l'impact de la législation sur la vie des victimes de violences conjugales.

La contextualisation d'une personne que nous suivons est toujours une étape importante afin de pouvoir mettre en place une évaluation des risques d'aggravation de la violence ou engranger un parcours de réhabilitation social et individuel dans le cas de violences passées. Le modèle du PDC offre la possibilité de concevoir la violence conjugale comme un processus dynamique inscrit dans le temps et dans un contexte psychologique nuancé.

Il permet de comprendre comment s'installe une relation fondée sur la violence, qui peut commencer par des signes apparemment peu alarmants (violence psychologique subtile, contrôle économique de plus en plus grand, manipulation émotionnelle, culpabilisation...) donnant lieu à une relation co-dépendante entre auteur et victime.

Ce sont l'étude de cette relation, la sensibilisation et la psychoéducation sur le sujet qui nous permettent d'intervenir auprès de nos bénéficiaires pour tenter de les libérer d'une relation d'emprise liberticide et dangereuse pour leur intégrité physique et mentale.

L'accompagnement met donc en pratique cet outil d'analyse des systèmes de violences interpersonnelles, porté par une recherche empirique et expérientielle intégralement inscrite dans notre réalité de terrain.

C'est à l'intérieur de ce modèle que nous inscrivons d'autres outils descriptifs qui nous permettent de toujours mieux comprendre les différentes formes de violences (physiques, économiques, administratives, sexuelles, psychologiques) et la manière dont elles s'expriment au cœur de phénomènes d'emprises parfois très spécifiques.

Nous suivons également l'enseignement de Muriel Salmona (le « Livre noir des violences sexuelles »).

Comment distinguer la domination conjugale des conflits conjugaux ou des conflits post-séparation ?

Nous nous inspirons également du travail de Jacques Roisin sur le traumatisme.

Nous travaillons en équipe pluridisciplinaire : la réflexion et l'action pluridisciplinaires ont tout leur sens. La création de réunions telles que les supervisions et les interventions, même en comité restreint, ont pu montrer l'importance de la répartition des demandes ainsi que la complémentarité des fonctions et rôles de chacune.

Les bénéfices de la pluridisciplinarité font partie d'un cadre de travail. Les récits de vie sont lourds en vécu et en émotions. Les hypothèses de travail évoluent d'un entretien à un autre et nécessitent une bonne capacité d'adaptation.

Savoir qu'un relais peut être effectué et pris en charge dans de bonnes conditions est un des socles principaux de ce que peut offrir une équipe pluridisciplinaire.

Il semble important de faire coexister plusieurs orientations professionnelles. D'une part, offrir un champ de vision plus large et, par la même occasion, permettre à une personne de trouver plusieurs approches au sein d'une même équipe.

Des outils d'intervention pour traiter les traumatismes... une méthode, une approche centrée sur les victimes pour les aider à redéployer leurs ailes

Les femmes victimes de violences conjugales apprennent à se taire dans la douleur. Elles apprennent à ne plus bouger, car bouger est parfois dangereux. Elles choisissent de rester dans leur ménage pour ne pas s'exposer au danger de partir.

Quand on dit à une femme, *« Partez Madame ! Qu'est-ce que vous faites encore chez vous ? »*, elle répond généralement : *« Moi, je sais que mon conjoint va peut-être me tuer si je pars. Il va peut-être me prendre mes enfants. Je ne vais peut-être pas être crue par la société parce que je n'ai pas assez de preuves, comme on dit. Qu'est-ce que je fais-moi ? Eh bien, je reste. Ma survie finalement c'est de rester, pas de partir »*. Si on veut aider les femmes à sortir effectivement de la violence, il faut d'abord aller au-delà de tous les préjugés qui existent encore.

Nous plaçons nos interventions sous le sceau d'une écoute bienveillante, la création d'un climat de sécurité, le soutien du récit et la déculpabilisation systématique de la victime.

Nous inscrivons notre démarche dans la reconstruction de la subjectivation individuelle de la victime en vue d'une autonomisation et de l'accès nouveau à son statut de « personne » ou de « sujet », par opposition au processus d'objectification présent dans une relation violente.

En fonction de la situation à laquelle la personne doit faire face, nous sommes en mesure d'évaluer son état de vulnérabilité, d'établir un bilan contextualisé en fonction de ses ressources ou obstacles et d'entreprendre des démarches adaptées à sa situation. Ces démarches concrètes touchent autant certaines formalités sociales, médicales que juridiques, pour lesquelles nous assurons un suivi soutenant et une orientation spécifique vers les services institutionnels adaptés. L'orientation n'est jamais synonyme de clôture du dossier, nous sommes présents à chaque étape entreprise par la bénéficiaire comme personne de soutien, que ce soit sur le plan strictement administratif ou émotionnel. Le processus de sortie de la violence est un processus long et pénible, qui nécessite une disponibilité bienveillante constante.

Lorsqu'une personne fait appel à nous ou qu'un service externe recommande nos services, notre travail d'accueil est notamment porté par la mise en place d'un échange psycho-éducatif traitant, par exemple, du cycle de la violence et du phénomène d'emprise, de la responsabilité pleine et entière de l'agresseur, de l'existence de ressources institutionnelles utiles et de la possibilité d'un suivi continu « post-violences ».

Nous prenons en charge nos bénéficiaires dans la mise en place d'un dialogue dans lequel la victime retrouve toute son autonomie subjective et sa maîtrise décisionnelle.

Afin de viser une autonomisation et une reconstruction intime de la personne, nos actions sont portées par un principe fondamental de valorisation des avancées de la victime même si elles impliquent parfois un retour chez l'agresseur.

Mettre fin à une relation abusive est un processus complexe qui nécessite, de la part des professionnels accompagnateurs, de la patience, de la bienveillance et la mise en place d'une écoute active qui doit permettre la reconnaissance du danger et l'urgence de la situation autant que le respect du rythme d'acceptation de la personne reçue.

Militer pour l'imprescriptibilité.

Reconnaître l'amnésie post-traumatique

La levée de cette amnésie faire revivre le traumatisme à l'identique. On le revit comme à l'instant où on l'a vécu, petit enfant, avec toutes les sensations et les émotions qui étaient refoulées. C'est un mécanisme de survie. Les émotions restent et, très souvent, on continue à être à fleur de peau, à avoir une hypersensibilité émotionnelle. Cela complique le parcours de reconstruction et le parcours face aux institutions dans la manière d'être pris au sérieux. En fait, l'amnésie traumatique est un trouble de la mémoire qui se définit cliniquement par l'incapacité de se souvenir en totalité ou en partie des éléments importants d'un événement traumatique.

Cette incapacité doit être liée à des mécanismes psychotraumatiques dissociatifs et non à d'autres facteurs comme le traumatisme crânien, la consommation d'alcool et de drogue ou des phénomènes d'oubli volontaire ou d'oubli physiologique. C'est être coupé de soi. Toutes les émotions et les sensations sont refoulées et on survit avec une part manquante de soi, une part manquante essentiellement, une part qui nous lie à la vie finalement.

Une pratique ou une psychologie interculturelle interactionniste...

Une compétence professionnelle pour notre équipe pluridisciplinaire qui est en mesure d'entrer dans un processus d'analyse et de développement de ses aptitudes interculturelles. Nous apportons dès lors une réponse spécifique à toutes les femmes et à des personnes d'origine étrangère pour lesquelles les services traditionnels ne disposent pas d'outils pour assurer la guidance sociale.

La violence prend différentes formes. Quand elle est psychologique, la plus fréquente, elle est plus difficile à prouver. Il s'agit d'humiliations, de cris, d'injures, de dévalorisations, de contrôle et d'isolement. Elle entraîne des atteintes à l'intégrité psychique. Des exemples ?
« *T'es moche, tu ne sais rien faire, tu n'es bonne à rien, regarde-toi dans la glace, je vais te renvoyer au pays, si tu es ici c'est grâce à moi...* »

Une expertise ciblée pour toutes et spécifique pour les femmes étrangères

Au-delà de l'aspect émotionnel que revêt la question de violence entre partenaires, c'est une question de société qui est soulevée. Ce problème relève de la santé publique, de l'égalité entre femmes et les hommes et de l'organisation des systèmes. Le contexte de migration que nous connaissons fait que nos intervenants sociaux sont de plus en plus confrontés à de nouvelles expressions de violences liées au genre ou à des formes que nous connaissons déjà, mais d'un degré ou d'une intensité différente. Les femmes migrantes parlent de viol ou de violences liées à la sexualité comme arme de guerre.

Épinglons, par exemple, les conséquences liées à la perte de la virginité avant le mariage, à la répudiation par le mari suite au viol de son épouse ou à des mutilations génitales. Nous rencontrons aussi des femmes qui travaillent dans la prostitution et qui sont victimes de la traite des êtres humains, de mariages forcés et précoces ou d'unions réalisées par le biais des réseaux sociaux.

Lorsqu'elles arrivent au pays d'accueil, la précarité de leur titre de séjour les met en danger, en tant que femmes. Elles risquent des abus sexuels, la prostitution, le harcèlement. Il est alors important d'offrir un accompagnement spécifique afin de prévenir des dangers et protéger leur intégrité physique et psychologique lourdement menacée.

Le témoignage d'une femme migrante qui a vécu plus de dix ans en tant que sans-papiers montre à quel point il est important d'offrir un accompagnement à long terme : *« Je ne pouvais pas me laisser assujettir par ma condition, je refusais que mon existence soit dictée par des papiers. Ma santé était en jeu... Malgré cela, j'ai gardé l'espoir parce que c'est tout ce qu'il reste, l'espoir »*. Ce témoignage est révélateur, il montre à quel point leur existence peut être réduite à des papiers et éclaire sur l'importance de les accompagner pour permettre le développement des compétences sociales et personnelles.

Les femmes subissent une réelle exclusion sociale chez les enfants témoins ou victimes de ces violences.

Cette violence est aussi économique et se traduit par le contrôle de budget familial. Nous accompagnons beaucoup de femmes qui sont venues dans le cadre du programme de regroupement familial et qui n'ont aucun revenu. Si elles travaillent, elles le font comme ménagères et le conjoint ponctionne le salaire. Elles n'ont pas d'autres choix que d'accepter, au risque d'être mises à la porte. D'autres n'ont pas la permission d'un travail à l'extérieur.

Lorsqu'elles fuient le conjoint violent, les femmes migrantes s'inscrivent dans un double parcours : un parcours migratoire pour maintenir ou obtenir un titre de séjour et un parcours en tant que victimes de violences qui passe par la protection juridique, l'hébergement et les droits sociaux. Elles encourent le risque de perdre leur titre de séjour et de vivre dans une grande précarité économique et sociale, de subir une pression sociale, culturelle ainsi que des violences post-séparation : violences verbales, menaces, harcèlement.

Sur ce terrain, en matière de violence conjugale, les poursuites surviennent après de nombreuses récidives. La protection des plaignantes n'est pas assurée et elles vivent dans la peur.

Elles hésitent souvent à porter plainte, de peur de représailles ou d'un renvoi au pays si les choses vont jusqu'au tribunal pour la garde des enfants.

La plupart des femmes migrantes accueillies sont des mères et le bien-être de leurs enfants est une réelle source de préoccupation : *« Je ne peux pas laisser mes enfants. Ils se sentiraient abandonnés, ils ont peur de leur père, il voudra se venger sur eux »*. La santé physique et psychologique de leurs enfants est en danger. L'éducation des enfants migrants est également mise en péril. Cela peut, en effet, troubler l'adaptation culturelle, sociale en construction.

Nous constatons que, pour une mère migrante et victime de violences, les perspectives de sortir de la violence, de trouver un emploi et de se loger sont très limitées.

À chaque étape, une angoisse, une peur de l'inconnu. « Que va-t-il se passer ? ». La peur de l'inconnu est l'un des freins psychologiques que toutes les femmes victimes de violences éprouvent, a fortiori les femmes migrantes.

La barrière de la langue, le manque de repères sociaux et culturels freinent leur parcours. Les sortir de l'exclusion, c'est mobiliser leur capacité à apprendre et à agir pour qu'elles trouvent une sécurité sociale, juridique et économique.

Les conséquences des violences intrafamiliales sur la santé des femmes et des enfants sont multiples et encore plus dramatiques pour les femmes d'origine étrangère. Outre les coups, les fractures et traumatismes élevés, des lésions internes peuvent survenir. D'autre part, l'équilibre psychique des victimes est affecté. Lors de nos consultations, nous constatons chez les femmes un grand déficit d'estime de soi, des dépressions profondes, de développement alimentaire néfaste, de périodes suicidaires. Les problèmes ne manquent pas.

Parcours institutionnel

Le parcours au sein des structures sociales que sont la police, les associations, le CPAS, les maisons d'accueil ou les tribunaux peut être très long. Le système juridique met du temps pour leur accorder la protection, si toutefois les violences sont reconnues. Malgré les plaintes déposées à la police et les constats médicaux, le dossier peut être classé sans suite. Quant aux violences psychologiques, elles ne sont pas prises au sérieux du fait qu'elles sont invisibles. Les procédures administratives longues et nombreuses freinent la mise en protection des victimes. La difficulté à trouver un logement, un emploi et la lenteur des procédures judiciaires prolongent les violences et conduisent à l'exclusion sociale et à la violence institutionnelle. En première ligne, le Collectif des femmes offre alors un cadre pour accompagner ces femmes, avec des professionnels, qu'ils soient psychologues, médecins ou assistants sociaux.

Contexte social : précarité et pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a engendré un contexte social insécurisant pour les femmes victimes de violences. Il est dû à la fermeture des bureaux, au télétravail, à l'accès restreint à des hébergements. Le confinement a fortement aggravé leur situation familiale, sociale et économique. Nous avons accompagné plusieurs d'entre elles qui étaient dans l'incapacité de se loger, de se nourrir ou d'effectuer les démarches sociojuridiques. Pour ces femmes, le contexte pandémique et le confinement se résument à « violence sur violence ».

Nous accueillons un public de femmes en grande précarité sociale et économique et les procédures administratives surnumérisées ont suscité un désespoir et une forte anxiété. La plupart d'entre elles n'ont pas accès à Internet et certaines d'entre elles ne se sentent pas suffisamment en sécurité que pour entamer les démarches seules, chez elles. Certaines n'ont pas eu les moyens de s'adapter à ce nouveau contexte social. Le travail d'accompagnement en présentiel a montré son importance.

L'angoisse et les peurs liées à leur avenir sont au rendez-vous. Elles arrivent donc avec de plus en plus de difficultés à s'exprimer, à s'ouvrir à l'autre. Nos professionnels font preuve d'imagination afin de trouver d'éventuelles alternatives qui répondent à leurs besoins de se loger, de se nourrir, de trouver un emploi.

Le travail en présentiel favorise l'adaptation au contexte pandémique, le développement des ressources psychologiques et le maintien des liens sociaux. Il a également permis de les aider dans leurs démarches administratives, qu'elles passent par la recherche d'un logement, la recherche d'emploi ou le soutien juridique. Le travail en réseau a également montré son efficacité dans la sensibilisation et la mobilisation des acteurs concernés : assistants sociaux, avocats, médecins, psychologue, etc.

Dans un contexte de précarité tel que celui de la COVID-19, nos bureaux sont de véritables espaces transitionnels : elles y trouvent un temps de paix, de sécurité et elles retissent des liens de confiance.

Violence de genre

Plus de 90 % des femmes ont été victimes de sexisme ou de comportements sexistes dans la rue, dans les transports en commun ou au travail. Le tiers de ces femmes victimes de sexisme ont été victimes d'une agression physique ou sexuelle.

L'étude réalisée par SOS viol et Amnesty est intéressante dans le sens où (on le sait déjà), elle prouve que les violences sexuelles sont un tabou. Seule une personne sur dix arrive à porter plainte. Parmi les auteurs de violences sexuelles graves, seuls 8,8 % sont confrontés à la justice et 1,6 % d'entre eux sont condamnés. Ces résultats montrent qu'il reste beaucoup de choses à changer.

Encourager les pratiques professionnelles horizontales, encourager la pluralité des regards

Ce travail pluridisciplinaire et le travail en réseau sont une obligation professionnelle. Il s'agit d'articuler notre travail thérapeutique avec l'ensemble du réseau local, avec les autres intervenants actifs, avec le parquet et le service d'aide à la jeunesse.

Cyber-violence conjugale... un contrôle à distance et sans interruption

Les femmes et les enfants sont confrontés à ces violences exercées au moyen des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. Les violences en ligne entre (ex-)partenaires sont un phénomène grave et de plus en plus répandu. Elles permettent aux conjoints d'exercer un contrôle et leur domination sur les victimes. Quelques exemples ? La traque furtive en ligne, les violations informatiques de la vie privée, l'intrusion dans l'ordinateur, le partage et la manipulation des données et des images, y compris des données intimes...

Ces outils numériques sont de nouveaux moyens très accessibles donnés aux auteurs de violence conjugale pour contrôler leur partenaire, même après la séparation. Ils permettent de réduire l'autonomie financière des femmes ou de s'immiscer, même après la séparation, dans leurs démarches administratives, de changer les mots de passe des comptes bancaires ou de consulter des données concernant les allocations sociales. C'est ainsi qu'elles perdent leurs droits.

Ces violences administratives sont très sournoises et rarement identifiées, car elles touchent des femmes qui sont particulièrement vulnérables, qui sont emprisonnées dans leur relation ou qui ne parlent pas le français.

Elles engendrent des dégâts psychologiques énormes, y compris après la séparation. Les enfants peuvent même être utilisés par leur téléphone pour géolocaliser les mères.

Ces cyber-violences sont davantage minimisées par la police, mais elles correspondent à un éventail de délits rapportés dans le cadre pénal (exemple : violation du secret de correspondance).

Certaines femmes que nous rencontrons sont à bout et n'en peuvent plus d'être pistées. Elles déposent plainte sans être écoutées.

De nombreux appels (7 sur 10) évoquent cette forme de cyber-violence conjugale qui va parfois jusqu'à des menaces de mort. Plusieurs femmes concernées ont dû changer de région, parfois même sans succès.

Ces cyber-violences restent peu évoquées et peu encadrées. Cyber-contrôle, cyber-harcèlement, cyber-surveillance, cyber-violences économiques et administratives...

Toutes ces formes de violence doivent être davantage reconnues.

Les cyber-violences conjugales ont été reconnues en février dernier par un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme.

Sur le terrain, les autorités qui enquêtent sur des faits de violence doivent davantage prendre ces violences en compte.

Aucune notion de cyber-violence conjugale n'est présente dans la loi. Si le cyber-harcèlement est avéré, le fait que les violences soient perpétrées par le ou la partenaire n'a aucune influence sur la gravité des comportements et donc sur la sanction. Cela doit changer.

« Papa, arrête. Je ne t'aime plus : tu es trop méchant avec maman »

Impact sur les enfants

Comment la femme peut-elle encore être une mère attentive et bienveillante lorsqu'elle vient d'être violentée, lorsqu'elle a eu peur pour sa vie, lorsqu'elle a mal dans sa chair, dans son corps, dans sa tête ?

Quelle éducation peut-elle encore donner quand elle souffre de symptômes post-traumatiques graves ?

Comment un homme peut-il encore être un père attentif, soucieux du bien-être et des besoins de ses enfants, lorsqu'il est envahi par la colère, par la rage ? Lorsqu'il sent monter en lui cette force qui va tout détruire ou lorsqu'il vient de décharger sa violence sur sa partenaire ?

Quel modèle éducatif fonctionnel peut-il encore construire lorsqu'il donne à voir des violences et une incapacité à se protéger ? Comment développer son autorité lorsqu'on est humiliée, disqualifiée et dévalorisée de manière récurrente ?

Dans ces moments paroxystiques, les deux parents « oublient » leur enfant. Ils ne le voient plus. Il n'existe plus. Présent ou absent sur la scène des violences, peu importe. Le parental n'existe pas ou n'existe plus.

Dès les premières rencontres, nous nous préoccupons de savoir si la femme a des enfants. Où se trouvaient-ils lors des passages à l'acte violent ? Comment réagissent-ils pendant et après les violences ? Se sont-ils interposés ? Autant de questions qui nous permettent d'identifier la mise ou non en danger directe des enfants.

La plupart des femmes que nous accompagnons sont des mères. C'est dans une situation sociale, économique très précaire qu'elles assument seule l'éducation des enfants.

Très souvent, on constate que même lorsque les violences conjugales sont reconnues par la justice, les droits parentaux du père sont maintenus. L'enfant devient alors l'objet des conflits et des violences. Dans des cas extrêmes, la mère est accusée d'aliénation parentale par la justice.

Les femmes éprouvent une culpabilité vis-à-vis de leurs enfants. Elles expriment plusieurs angoisses liées à leur scolarité, à leur santé psychologique et physique et craignent de ne pas pouvoir obtenir les moyens légaux pour les protéger du père violent. Il faut donc pouvoir envisager un accompagnement social adapté à la famille et son environnement. A fortiori dans un système sociojuridique qui prône des valeurs de la coparentalité qui semblent négliger les conséquences des violences du père sur les enfants. L'enfant est, en effet, également une victime indirecte ou directe de la part du père. Il subit des violences psychologiques : humiliation, menaces, insultes, coups. Le travail avec les médecins, le service d'aide à la jeunesse devient une nécessité pour assurer leur protection.

Il est important de mettre la femme en contact avec des avocats spécialisés et de les accompagner dans les procédures juridiques et sociales pour que la mère et leurs enfants soient en sécurité. Nous travaillons en collaboration avec des avocats du cabinet Casabel. Ils sont spécialisés en droit des étrangers et en droit de la famille.

À la suite des événements violents, certains enfants vont être les premiers présents auprès de la victime, l'entourant, lui montrant attention, amour et compassion, s'opposant ou hostiles, à leur parent agresseur.

Le parent victime va répondre aux démonstrations d'attention de son enfant en lui faisant part de sa souffrance, de ses questions ou réflexions, en le sollicitant pour de l'aide à l'égard de la fratrie ou de lui-même.

L'enfant va répondre à ces demandes d'aide et de soutien de manière responsable. Il peut prendre en charge une partie du quotidien. L'enfant devient progressivement le confident et l'aidant de son parent, placé ainsi dans un rôle de parent de son parent et de la fratrie.

Un lien très fort va alors se nouer entre cet enfant et ce parent. La place singulière qu'il prend, qu'il occupe et que le parent victime lui laisse et lui donne l'extrait du sous-système de la fratrie et le propulse dans le sous-système conjugal.

Cette place et ce rôle d'enfant « parentifié » demeurent souvent bien après la séparation du couple conjugal, voire à l'âge adulte.

Toutefois, lorsque la violence se met en scène sur un ton inacceptable, sur un mode insupportable et inadmissible, il est important d'apporter de la structure, du contenant, des limites et un cadre. Les enfants grandissent en étant le fruit de cette rencontre faite de liens d'amour et de haine, d'appel à la vie.

L'enfant va se construire à partir de là, mais il va aussi se diviser, se séparer, se défusionner. Il peut cependant arriver que le contexte de violence rende toute construction vaine, impossible et désespérante. Il se peut que l'enfant soit détruit, pris en otage par l'un ou par l'autre parent ou par la perversité du lien.

L'enfant peut alors verser dans l'indifférenciation parce que l'enjeu est la fusion avec l'un des parents, l'alliance avec un parent contre l'autre parent et parce que le parent ne sait plus faire tiers et fusionne avec l'enfant.

Dans plusieurs situations, l'enfant fut un déclencheur. C'est parce que l'enfant souffre que le parent va se remettre en question et va entamer différentes démarches.

L'enfant est souvent celui qui donne un sursaut de lucidité et permet à un parent de faire retentir une sonnette d'alarme et d'aller chercher de l'aide extérieure pour une situation dans laquelle les adultes sont pris, mais dont les enfants n'ont pas à être victimes.

La question du traitement est complexe. Nous vivons dans une culture qui prône et protège le maternel, mais qui entretient une énorme confusion entre le maternel et le féminin.

L'enfant peut être également perçu par les deux parents comme le responsable par lequel tout est arrivé. « *Avant ma grossesse, il ne m'avait jamais tapée* » ou encore « *s'ils n'étaient pas là, cela n'arriverait pas* ». En effet, nous savons aujourd'hui que dans de nombreux cas, les violences conjugales débutent lors de la première grossesse, lors du passage de la conjugalité à la parentalité.

En tant que témoin, un enfant peut être témoin direct. En ce sens, il voit ce qui se passe ou est présent au moment d'une agression/violence. Il peut également être témoin indirect, c'est-à-dire qu'il voit les conséquences de la violence et son impact sur les autres membres de la famille, notamment la victime.

Quant aux enfants exposés, ils le sont systématiquement parce que la violence a un impact sur la dynamique de la famille, sur la manière dont on gère la parole ou dont on gère la responsabilité. Tout enfant exposé est un enfant qui est maltraité parce que ses besoins primaires ne sont pas respectés.

Force est de constater que 40 % des enfants qui sont en situation de violence conjugale sont des enfants témoins. Plus les violences sont graves, plus le pourcentage d'enfants qui y assistent est important. Ce pourcentage correspond aux enfants qui sont également victimes de violence physique. Conclusion ? Le problème ne concerne pas seulement les parents. Les enfants sont également concernés et 40 % d'entre eux sont physiquement agressés.

Quand la femme n'est pas à même d'envisager une séparation, les violences conjugales ont pour conséquence de faire voler le quotidien en éclat.

Ce n'est pas parce qu'il y a eu séparation que la paix revient. Dans de nombreuses situations, il est tout au plus question de cessez-le-feu. Ce dernier peut être une étape nécessaire, mais ce qui est à l'œuvre dans la haine continue à l'être malgré la séparation.

Toutes ces questions sont abordées dans nos consultations.

La violence conjugale affecte la parentalité de l'agresseur et de la victime. C'est un défi pour ces parents, car quand ils sont en couple, l'enfant y est exposé en permanence. Quand ils sont séparés, la violence s'exerce parfois à travers cet enfant. La parentalité et la gestion de la relation entre le parent et l'enfant sont donc très particulières dans un contexte de violences conjugales.

Approche de proximité et empowerment

Nous adoptons une approche humaniste et un travail de proximité visant l'empowerment par le biais de groupes de parole et d'ateliers créatifs : les « ateliers vie ».

La proximité. Pour être au plus proche du vécu des femmes, nous proposons de les accompagner dans leurs environnements sociaux, qu'il s'agisse des tribunaux, du CPAS ou des logements. Cette démarche vise à comprendre les interactions entre la femme et son environnement social et à identifier ses ressources et ses limites.

L'empowerment. Le Collectif des femmes lutte contre la discrimination de genre, notamment en proposant des formations et des ateliers créatifs et d'art-thérapie qui visent l'autonomie sociale, culturelle et économique. Deux outils visent à l'autonomisation des femmes.

1. **Ateliers créatifs.** Nous proposons un atelier créatif individuel aux femmes qui sont victimes d'une relation d'emprise psychologique afin de reprendre leur vie en main, par la construction d'un journal : « Bullet Planner ». À travers un journal, la femme identifie et note ses objectifs/ projets/rêves dans plusieurs domaines de la vie : santé, famille, travail/études, couple, parentalité, développement de soi... Guidées par l'accompagnatrice psychologue, les femmes apprennent à analyser et à identifier leurs blocages : relations toxiques familiales ou de couple, anxiété sociale, manque d'estime de soi, culpabilité ; et à prendre conscience de leurs ressources. Dans le journal, les dessins, le planning des tâches et des habitudes, les pages « réflexion » témoignent que la femme reprend sa vie en main et en est l'actrice.
2. Ce groupe de parole est destiné aux femmes qui désirent se rencontrer, échanger et sortir de la solitude. Elles sont invitées à échanger librement sur des thématiques aussi diverses que l'image de la femme dans la société, les relations de couple, les relations familiales ou les difficultés d'intégration culturelle. Ce lieu s'avère riche en échanges et est un espace d'expression et de libération de la parole. Afin de maintenir le lien, l'échange et les rencontres avec d'autres, nous avons proposé un groupe WhatsApp où elles peuvent échanger des photos, leur planning, leur réflexion à partir de leur journal créatif construit durant les « ateliers vie ». La rencontre par le groupe est un encouragement pour échanger ses ressources et préserver les liens sociaux. Certaines femmes qui ont vécu sous le contrôle de leur mari réapprennent ainsi à exister dans une sphère privée. C'est un pas vers la sortie et l'affirmation de soi.

Partenariat et réseaux

Nous assurons la diffusion d'un dépliant contenant les informations utiles dans les différentes associations de la région, commissariats de police du Brabant wallon, etc. Nous sommes mentionnées dans divers répertoires ou fichiers d'adresses réalisés par des partenaires tels que l'Institut d'égalité des chances entre les femmes et les hommes, la commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, les Femmes prévoyantes socialistes, la ligne d'appel « écoute violences conjugales », la plateforme violence de la province, etc.

Nous participons activement au réseau de lutte contre la violence au niveau provincial et travaillons en synergie avec les institutions qui œuvrent dans ce domaine. Ce travail en partenariat nous permet de sensibiliser notre public de façon personnalisée dans des structures adéquates (action légale, structures d'hébergement...). Le fait que la démarche soit de proximité lui donne une dimension plus humaine qui permet souvent d'aboutir à des résultats plus probants.

Dans le cadre des réseaux, nous sommes en contact régulier avec la police, le monde judiciaire, le secteur médical, les services d'aide aux personnes, le monde de l'éducation, d'autres milieux associatifs, etc. En ce sens, nous favorisons les rencontres et les collaborations avec les professionnels qui travaillent dans le secteur pour créer des synergies et réaliser des actions conjointes.

Nous maintenons le contact avec d'autres organismes tels que la police, les administrations communales, les CPAS, les structures associatives, les maisons d'hébergement ou les maisons maternelles afin de collaborer dans le processus de suivi des personnes qui ont besoin d'un soutien spécifique au niveau social, psychologique, culturel et linguistique.

Au niveau de la province du Brabant wallon, nous participons à la plateforme violence entre partenaires. Elle donne à nos intervenants l'occasion de rencontrer les différents acteurs de terrain. Psychologues, assistants sociaux, éducateurs de nombreuses associations du secteur, mais aussi policiers, avocats et représentants du parquet de Nivelles sont présents afin d'échanger les expériences sur le travail avec les femmes victimes.

Nous avons une convention de collaboration avec la maison maternelle d'Ottignies. Nous collaborons dans le cadre de la médiation interculturelle. Nous offrons à ce public l'accès à diverses formations ainsi qu'une coopération en matière de violence conjugale et intrafamiliale. Nous sommes aussi des relais au niveau tant linguistique que professionnel.

Depuis octobre 2014, nous avons établi un partenariat avec la maison maternelle de Court-Saint-Étienne Paul Henricot dans le cadre du groupe de parole (dans nos locaux) et de l'hébergement de femmes victimes et de leurs enfants (chez eux). Un travail étroit de collaboration a ainsi vu le jour avec la psychologue et l'assistante sociale de cette institution. Le groupe de parole est aussi ouvert à d'autres victimes.

En 2019, nous avons signé un accord de partenariat avec l'ASBL ResanESCO. Dans ce cadre, nous soutenons les parents protecteurs (principalement des mamans) d'enfants victimes de violences intrafamiliales (maltraitance et/ou inceste).

Nous leur proposons un accompagnement psychosocial ainsi qu'une aide dans leurs démarches auprès des institutions (SAJ, SPJ, SOS-enfants, tribunaux, parquet, etc.). La difficulté est de les aider à se faire connaître, ainsi que leurs enfants, en tant que victimes de violences intrafamiliales, en plus des violences conjugales. C'est dans ce cadre que nous avons entamé un travail de réflexion à propos des violences institutionnelles, en partenariat avec le pôle « bienveillance » de l'ASBL ResanESCO et d'Innocence en danger Belgique.

Nos partenaires

- Cellule d'égalité des chances, province du Brabant wallon.
- Maisons maternelles du Brabant wallon et de Court-Saint-Étienne.
- « L'Églantier » à Braine-l'Alleud.
- « La Touline », Service d'aide aux victimes, de Nivelles.
- Service d'assistance aux victimes de la police d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, ainsi que d'autres zones de police en fonction du domicile de la personne demanderesse.
- Maison de justice de Nivelles.
- Maison médicale du Biéreau, à Louvain-la-Neuve.
- Maison médicale « Passerelle santé », à Louvain-la-Neuve.
- La crèche parentale de Louvain-la-Neuve.
- L'ASBL « Droits quotidiens ».
- Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.
- Les différents CPAS de la province du Brabant wallon ou autres.
- Planning familial « Aimer à Louvain-la-Neuve ».
- Médecins et avocats de la région.
- Cabinet d'avocats Casabel.
- Service de santé mentale de Wavre
- Plateforme provinciale du Brabant wallon.
- ASBL « Les Tamaris ».
- ASBL « ResanESCO », à Gembloux.
- La Voix des femmes
- Le Monde selon les femmes
- Le Pôle Ressources Violences

Présentation de l'équipe

L'équipe violence travaille de 9 h à 17 h, du lundi au vendredi

- Mme Virginie Destatte, psychologue clinicienne
- Mme Naële Kottong, assistante sociale
- M. Sam Flores, accompagnateur psychosocial
- Mme Roxana Alvarado, art-thérapeute
- Mme Christine Bonnier, médecin, psychothérapeute, bénévole
- M. Nidal Karajoul, psychologue
- Mme Christiane De Wan, assistante sociale et directrice du Collectif des femmes.
- Mme Sylvie Sarolea et son équipe : juriste, avocat

L'équipe violence est pluridisciplinaire. Cela permet d'assurer un accompagnement holistique et ambulatoire.

Deux fois par mois, nous réalisons une réunion d'intervision afin d'améliorer notre accompagnement, d'ajuster nos pratiques professionnelles en fonction de la situation et d'adapter nos interventions auprès des femmes victimes de violences.

Nous constatons que le travail en réseau s'est complexifié aux vues des mesures sanitaires. L'accès aux refuges et aux maisons maternelles n'est pas évident : les femmes et les enfants doivent faire un test COVID-19 avant de pouvoir rentrer. En cas de test positif, ils doivent se soumettre à une quarantaine. Cela amène à une forme de violence. Au vu de l'augmentation des demandes, il y avait peu de places disponibles.

Les accompagnements juridiques sont aussi en augmentation. Il s'agit surtout de soutien administratif dans les procédures juridiques : demande de divorces, droit d'hébergement, conseils juridiques, accompagnement au tribunal. Un accompagnement juridique prend généralement deux heures pour permettre à l'accompagnateur d'évaluer la demande et de communiquer avec l'avocat. La plupart de nos bénéficiaires qui sont d'origine étrangère ne comprennent pas bien la langue française ni leurs droits juridiques ou sociaux. Nous faisons alors office de médiateur entre les femmes et les avocats pour assurer la compréhension et l'obtention de leurs droits juridiques.

En 2020, nous avons intégré le concept de la « pair-aidance » dans l'accompagnement psychosocial pour valoriser le vécu expérientiel des femmes victimes de violences conjugales et sexuelles, et ce, avec le soutien d'une experte de vécu « pair-aidante » en formation à l'Université de Mons. La « pair-aidance » part du principe qu'une personne ayant surmonté des violences de plusieurs natures a acquis un savoir expérientiel qu'elle souhaite mettre au service d'autres personnes encore en souffrance.

La « pair-aidance » a démontré être une réelle complémentarité. L'intégration d'une femme pair-aidante est, en effet, une extension de notre approche humaniste qui vise à réactualiser les ressources personnelles et à valoriser le savoir expérientiel afin de donner la possibilité aux femmes de devenir actrice de leur rétablissement.

✓ La fausse neutralité du droit

Il est tout d'abord très important de déconstruire les représentations sexistes véhiculées par le droit. Madame Ariana Simone, féministe et juriste de l'ASBL Fem et luv, l'a expliqué lors de notre colloque. Nous la citons : « sous couvert de neutralité et d'indifférenciation des rôles sociaux joués par les hommes et les femmes, on aboutit à des inégalités tant au moment de la norme juridique qu'au moment de sa mise en œuvre. Il y a ensuite le sexisme observé au sein de la profession des juristes et qui constitue un frein à la prise en charge adéquate des justiciables. Enfin, il y a des représentations sexistes qui existent au sein des prétoires. »

Nous avons relevé le manque de formation criant au sein de la magistrature et chez les avocats. Preuve en est le cas flagrant et la problématique de la mise en application de la loi de 2003 sur l'attribution préférentielle du logement familial à la victime de violences conjugales.

Cette loi est très limitée à la jurisprudence qui, par exemple, a estimé qu'il fallait des violences graves si elles étaient isolées ou répétitives si elles étaient légères. Cette loi limite la protection à la commission d'infractions qui sont extrêmement graves : coups et blessures, tentatives de meurtre, empoisonnements, etc. Il est important de préciser que cette loi ne concerne que les violences physiques et ne dit rien sur les violences psychologiques, économiques ou administratives commises à l'égard des femmes migrantes. Pire encore, il faut que ces violences soient non provoquées.

Le constat est sans appel. La justice ne fonctionne pas de façon optimale pour protéger les femmes victimes de violences conjugales et n'arrive pas non plus à protéger les enfants victimes de ces violences.

Souvent victime, la mère se retrouve, dans les faits, tenue pour responsable de la souffrance de ses enfants et de sa situation quand elle n'est pas blâmée.

Les mesures d'éloignement sont rarement prises. En témoigne le cas de l'application du principe légal de l'hébergement alterné égalitaire.

Le pouvoir législatif n'a pas dressé de liste de contre-indication qui pourrait modifier ce principe, ce qui laisse donc une large part d'appréciation aux magistrats qui ne vont pas considérer le fait qu'il y a eu des violences conjugales pendant la vie commune pour déroger à l'hébergement alterné.

« Le conjoint violent ne serait pas nécessairement un mauvais père ». « Un enfant aurait nécessairement besoin d'un père et d'une mère. »

Ces 2 stéréotypes sont encore bien ancrés dans les tribunaux.

Dans ce contexte général de décrédibilisation de la parole des femmes et des enfants lors de la dénonciation de violence et en raison du poids du « dogme », de la préservation du cadre familial patriarcal, l'usage en justice de ce syndrome conduit parfois et bien souvent à la garde alternée à un père violent, alcoolique, etc.

Dans nos consultations, ce frein à quitter un conjoint violent est très présent. Beaucoup de femmes attendent, dès lors, bien longtemps avant d'entamer une rupture, car l'avenir de leurs enfants est compromis.

La procédure pour qu'elles puissent en avoir la garde principale s'étale parfois sur plusieurs années, même si les enfants expriment qu'ils ne veulent plus avoir de contact avec ce père violent. Dans le cas d'abus sexuel, tout le temps de la procédure, l'enfant n'est pas à l'abri. Les procédures longues, la grande complexité institutionnelle, le manque de moyens et de personnel conduisent à des situations intenables, insuffisamment et inadéquatement prises en charge.



Nyampinga

L'accompagnement des femmes séropositives

✓ Vivre pleinement aussi longtemps qu'on est vivant...

Une dynamique particulière

Nyampinga

Un Toit pour elles... pour l'action NYAMPINGA

Un véritable lieu d'éducation thérapeutique qui permet de créer l'autonomie, une pluralité des appartenances avec Univers Santé, Kap Hot, Aide info sida

NYAMPINGA signifie, en Kinyarwanda, langue du Rwanda : « toute femme qui veille, du haut de la colline, à ce que le voyageur ne manque de rien ». Un proverbe rwandais dit : « umukobwa ni Nyampinga » : « la femme est garante de l'arrivée au sommet ». Elle est la nourricière des affamés qui gravissent les montagnes à la recherche du bonheur. Elle est la gardienne des hauteurs pour étancher la soif des pèlerins de la vie.

Un « Toit pour elles » est le résultat des liens qui se sont tissés avec toutes les femmes, les professionnels de la santé, nos partenaires : des personnes clés à vocation universelle.

NYAMPINGA a accueilli 145 femmes, pour la plupart originaires d'Afrique subsaharienne, et souffrant de multiples vulnérabilités. Les hommes font partie de notre public, mais ils sont accompagnés individuellement (22 personnes).

Une approche santé, genre et sexualité

Les enjeux de la lutte contre le VIH se sont drastiquement transformés, ces dernières années.

L'un des nœuds de la lutte contre le sida concerne les personnes qui ignorent leur statut sérologique. Malgré des avancées thérapeutiques et médicales, le VIH ne se normalise pas du point de vue social. L'annonce du diagnostic entraîne le plus souvent une rupture des relations affectives. Il existe une imbrication forte entre sérophobie, homophobie, racisme, sexisme, ce qui impose d'envisager leur intersectionnalité.

Nos campagnes de sensibilisation insistent sur la solidarité nécessaire et l'importance de combattre les multiples discriminations que les personnes doivent affronter, que ce soit à l'hôpital, à l'école ou au travail. Elles conjuguent un objectif de santé publique avec celui de promotion des droits humains.

En tant que bénéficiaire, patient, partenaire ou penseur, la personne agit.

Elle agit comme actrice de changement, car elle détient les clés pour continuer à influencer durablement et favorablement les facteurs de santé au sein de son environnement.

Ce rêve s'est concrétisé avec la maison « Toit pour elles ».

Une prise en charge continue, globale et multidisciplinaire des femmes malades.

Ce travail de première ligne prend en charge les déterminants de la santé.

Une évidence s'impose : il faut uniquement s'inspirer d'initiatives plus humaines qui mettent la personne au cœur du processus de décision dans ce secteur où l'impératif de rentabilité donne trop souvent le tempo.

Sans une forte implication des réseaux, des acteurs de la santé et des personnes touchées par la maladie, les réponses resteront parcellaires et creusent les inégalités.

Réagir à l'inattendu... de la nécessité d'une importante réorganisation

Il a fallu s'approvisionner en matériel de protection pour nous-mêmes et pour ces femmes, repenser l'accueil qui devait se passer par des sas de protection, débarrasser les locaux pour éviter qu'ils soient contaminés et contaminants. Mais aussi interrompre les activités de type communautaire, organiser la distanciation, éviter le flux de personnes.

Nous avons dû déployer de nouveaux modes d'interaction, tout en devant gérer un climat anxiogène. Il s'agissait aussi d'être sur le terrain, au plus près des personnes. De trouver les moyens d'être autrement à leur écoute et de se mettre en contact avec d'autres intervenants. Il s'agissait de faire communauté.

Il fallait coûte que coûte maintenir le lien avec des personnes malades et trop inquiètes pour se déplacer. De sortir de nos murs plutôt que d'attendre de les voir venir.

Développer une logique de soins ambulatoires

Se rendre là où se trouve la personne : les visites à domicile

Développer une logique de soins ambulatoires centrée sur la femme et ses pairs dans leur milieu de vie.

Soigner et donner un sens à tout ce qui est ressenti, les écouter, les entourer de chaleur humaine, de bienveillance, leur rendre justice, leur rendre la dignité et réparer leur immense préjudice font partie intégrante de notre démarche.

Notre travail de proximité est une politique de petits pas, un soutien de première ligne au chevet des personnes malades et des personnes en souffrance. En ce sens, nous nous déplaçons à domicile, car la personne n'est pas capable de se déplacer.

L'état de santé est influencé par des facteurs socio-économiques et d'autres, plus impalpables, comme la qualité du lien social. La santé exige des conditions de base et des ressources préalables, un logement, de la nourriture, la justice sociale, l'équité... Tout cela demande de dépasser le découpage en secteurs.

La création d'un réseau de solidarité

C'est un cadre de convivialité et d'accompagnement psychosocial où les femmes vivant avec le VIH se retrouvent pour échanger, s'entraider et se soutenir mutuellement.

L'entretien individuel, les visites à l'hôpital/au domicile, les accompagnements sociaux, les groupes de parole, les ateliers... permettent aux femmes d'apprendre, mais aussi d'échanger, de partager leurs expériences et de débattre. Ils font ainsi partie d'une démarche d'éducation thérapeutique.

Les groupes de parole : prendre en compte l'expertise de la personne

Une approche qui valorise les savoirs expérientiels, une complémentarité efficace.

Vivre ou revivre d'une manière plus structurante et curative. Les groupes de parole s'inscrivent dans l'ouverture à l'existence d'autrui afin de l'aider à trouver un chemin certes parfois sinueux, mais qui est le plus porteur pour lui. Cette approche qui prend donc en compte l'expertise de plusieurs soignants et des « soignés » permet la mise en place d'une vraie relation entre les acteurs de cette relation.

L'aide aux professionnels sociaux et médicaux a diffusé un message de prévention adapté aux spécificités culturelles des malades

Notamment par les échanges avec les médecins et autres professionnels de la santé, dans nos groupes de parole, lors de colloques ou de séminaires et au cours des journées des femmes séropositives...

Des actions citoyennes

La rupture avec le rejet et la déstigmatisation des femmes séropositives par le développement d'actions telles qu'une semaine de sensibilisation à la lutte contre le sida

Cessons de considérer nos vies de façon aussi compartimentée et segmentée. Cette vision dichotomique classe les gens dans des catégories qui ne sont pas épanouissantes et purement liées à un seul regard.

Nous avons organisé régulièrement des séances de sensibilisation comme celle sur le site universitaire de Louvain-la-Neuve en collaboration avec, entre autres, Aide Info Sida, Univers Santé et Kap Hot.

Notre campagne d'une semaine a tourné autour de la prévention combinée : préservatif, dépistage et traitement.

Certains membres développent aussi une implication politique par leur représentation des usagers et participent ainsi à un nouveau paradigme d'aides et de soins.

L'accompagnement en fin de vie

Insuffler de l'humanité à cette dernière étape de l'existence

Un travail tout en délicatesse et en sensibilité. Le lien relationnel est beaucoup plus complexe à gérer lorsque la maladie avance, s'aggrave et que la communication orale se fait de plus en plus rare.

Le proche-tiers et, pour ces femmes, l'animatrice, la professionnelle de Nyampinga, accompagne jusqu'au bout de la vie (et pas jusqu'à la mort), pour que la personne puisse quitter le monde des vivants le plus sereinement possible, avec peu, voire aucune souffrance physique.

La place de cette animatrice est indispensable pour la personne. Pour que cette place ait toute sa valeur, il est indispensable de créer l'espace transitionnel. Un espace symbolique, patient-proche-tiers-soignant au sein duquel le travail psychique peut être mis en œuvre.

Elle aide aussi les proches, entre autres les autres femmes du groupe, dans le processus de deuil qui ne s'achève pas d'un jour à l'autre, mais qui reste en sourdine.

Des contingences administratives ou financières et le placement des enfants en bas âge lui sont aussi bien souvent confiés. Ce travail représente un investissement intense, voire très intense, mais qui améliore le travail de deuil.

L'aide alimentaire... une évidence

Une fonction sociale

D'un côté, un nombre croissant de personnes vit sous le seuil de pauvreté et connaît des privations. De l'autre, le gaspillage alimentaire est massif et désormais indécent.

Apaiser la faim par des mécanismes palliatifs : un dernier recours.

Depuis plusieurs années, nous délivrons des colis alimentaires gratuitement ou des produits de première nécessité, des kits de survie à un nombre croissant de personnes dont les parcours, les profils et les difficultés sont de plus en plus variables.

Avec le confinement, toutes les tranches d'âge se sont adressées à nous.

On y retrouve des personnes avec ou sans revenu, des femmes malades avec ou sans papiers, avec ou sans domicile, avec ou sans emploi.

Des jeunes et des moins jeunes, des personnes qui bénéficient d'allocations sociales, d'une pension trop étroite, des étudiants, des familles monoparentales, des personnes souffrant de maladies chroniques, de dépendances diverses, des victimes de l'isolement social.

Avec la crise du COVID-19, même des personnes salariées ou indépendantes en chômage se sont présentées à nous.

L'augmentation spectaculaire des demandes pose question.

Elle résulte de la dégradation de l'accès aux droits fondamentaux pour des parts toujours plus importantes de population, mais aussi de la complexification des situations et des trajectoires. L'aide alimentaire est un ingrédient d'un équilibre dans la vie quotidienne et renvoie à des dimensions sociales et/ou psychologiques, lorsque fréquenter notre association est synonyme de socialisation, de reconnaissance, de visibilité.

Dans le contexte sociopolitique actuel marqué par les politiques d'activation, des contrôles accrus et la mise sous pression des personnes qui bénéficient d'allocations sociales ou de revenus de remplacement, notre service dépasse largement le fait de soulager un budget ou d'offrir un dépannage.

Les processus d'exclusion sont multidimensionnels, ils mettent en scène des fragilisations et des ruptures diverses qui affectent le lien à l'emploi ainsi que le réseau relationnel, mais concernent aussi d'autres liens, notamment au logement, aux services, etc.

Les processus d'exclusion et de marginalisation impliquent aussi des dynamiques d'ostracisme, de discrimination, de stigmatisation ou encore de repli.

Le redéploiement de l'aide alimentaire est le résultat d'une longue histoire de renoncement par rapport à l'idéal du système de protection sociale actuel.

Bien qu'ils envahissent l'espace médiatique et politique, le sentiment d'urgence et l'opportunité offerte par la lutte contre le gaspillage alimentaire ne doivent pas nous détourner du véritable enjeu de ce débat : comment sort-on de l'aide alimentaire ?

Compte tenu des expériences passées et du contexte actuel, quelles solutions politiques et sociétales pouvons-nous construire ou restaurer pour répondre non pas au symptôme que représente l'aide alimentaire, mais à ses causes structurelles ?

Créer des socialités interculturelles, diversifiées est devenu le motif de toutes les luttes associatives. À cet idéal, qui paraît se concrétiser par l'ouverture à des publics fragilisés de dispositifs qui ne paraissent que peu répondre à leurs réalités, on peut opposer celui de valoriser les pratiques et les connaissances existantes en matière d'alimentation durable. C'est aussi plus largement, sur un travail de réflexion, sur les cadres de l'action politique qu'il faudrait se concentrer et donner la priorité à la lutte contre la pauvreté.

Éducation permanente

- ◆ Vivre un atelier citoyen
- ◆ Deux thématiques :
 - ✓ Femmes, droits sociaux - violence, santé et sexualité
 - ✓ Relation genre, dynamique interculturelle et intergénérationnelle, la lutte contre les discriminations et les stéréotypes.
- ◆ Éducation populaire
 - Une démarche d'alphabétisation

✓ **Éducation permanente**

Vivre un atelier de sensibilisation

Inventer des chemins pour impliquer les publics

Le référentiel atelier citoyen des femmes est une de nos démarches.

Cette initiative découle de la prise de conscience par les femmes des rapports sociaux de sexe ou de genre dans nos sociétés.

La démarche vise à donner des clés de compréhension de la société, à développer l'esprit critique et à transmettre des expériences collectives.

Sur le papier et dans les faits, la démarche du référentiel suscite des résistances et des inquiétudes et amène à questionner la légitimité des savoirs ainsi que la place des personnes et des professionnels.

Elle agit principalement sur la reconnaissance par les participantes de leurs propres compétences et du savoir des femmes.

Il y a des tensions autour de la mise en œuvre de l'enpowerment à dépasser. S'arrête-t-on à une meilleure santé des femmes ou vise-t-on l'émancipation de toutes les femmes ?

Une autre tension s'articule autour du passage des finalités individuelles à des finalités collectives.

Il faut aussi trouver un équilibre délicat entre une focalisation sur les ressources positives pour sortir d'une situation insatisfaisante au détriment de l'analyse des rapports sociaux inégalitaires et de leur remise en question.

Cette difficulté s'accroît quand les participantes consacrent toute leur énergie à trouver des solutions ponctuelles et personnelles à leurs difficultés, mais ne s'interrogent pas sur le système qui les a engendrées.

À l'extrême, cette pente débouche sur une démarche de développement personnel et sur la stigmatisation de celles qui ne s'engageraient pas dans cette voie.

Cette compréhension très limitée laisse de côté la remise en question des rapports de domination qui génèrent les inégalités.

Pour dépasser et/ou éviter ces écueils, nous tissons des fils entre les expériences locales et multiplions les occasions de développer une stratégie commune.

Nos outils se multiplient : à nous d'oser nous aventurer dans ces expériences collectives pour que chacune puisse faire l'expérience de l'autonomie.

Il y a un travail culturel à faire. Il faut faire l'expérience de notre capacité à peser sur ceux qui nous entourent pour pouvoir continuer à le faire, jusqu'à voter lors des élections.

Il n'y a pas que le processus qui est important. Il faut aussi faire l'expérience d'avoir eu prise sur notre environnement, d'avoir pu déterminer des choses et avoir mesuré que cela vaut la peine aussi de s'impliquer politiquement.

Éducation permanente : les politiques de soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Une pratique d'intervention sociale des actions citoyennes qui produisent de l'émancipation individuelle, collective et un changement social

De la formation permanente à l'éducation permanente

Nos actions contribuent aux grands objectifs du décret. Nos animateurs et formateurs ont cette volonté d'être acteurs de changement et porteurs d'engagement critique et éthique. Ils s'appuient sur des méthodes innovantes, susceptibles de changer nos regards et nos pratiques.

À travers la prise de conscience et l'esprit critique face aux réalités de la société, ils donnent à chacun des clés pour devenir un acteur de la société.

Ils accompagnent les capacités d'analyse de choix, d'action et d'évaluation pour pouvoir exercer des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

Ils développent un processus de formation et d'éducation citoyenne qui confirme l'inscription du Collectif dans les valeurs et les idéaux d'une société plus démocratique et participative.

Des mondes d'apprentissage, de formation, d'expérimentation, articuler harmonieusement rigueur et créativité

Émanciper les personnes à développer l'esprit critique, à exprimer l'action collective, à apprendre l'exercice des responsabilités, à partager les savoirs est au cœur de nos démarches. L'apprentissage inclut donc l'autonomie, la liberté, la réflexion critique, l'engagement et l'action.

Dans cette perspective, la participation active est un enjeu essentiel pour affronter les défis liés au développement démocratique et à l'évolution de notre société. Une complémentarité aux services étatiques : en effet, en reconnaissant les limites institutionnelles, notre démarche créative et la formation continue posent les jalons d'une citoyenneté responsable, d'un engagement et d'actions pour les droits des femmes.

Des enjeux thématiques :

Femmes, droits sociaux - violence, santé et sexualité

Relation genre, dynamique interculturelle et intergénérationnelle, la lutte contre les discriminations et les stéréotypes.

Les droits humains, la justice sociale, le développement durable, la lutte contre le racisme, l'égalité des genres sont étudiés et réfléchis de façon transversale dans diverses actions collectives, dans nos colloques, nos formations, dans la médiation artistique, dans le travail de sensibilisation dans nos pratiques artistiques, dans le cadre de la citoyenneté active, de nos programmes multiculturels et d'alphabétisation.

Chaque année, nous réalisons un bilan stimulant qui nous permet de développer des enjeux projectifs pour le prochain agrément.

Rendre compte et évaluer sont des objectifs nécessaires pour le pilotage de notre travail.

Ces espaces-temps nous permettent de jongler entre les temporalités de l'urgence et de la réflexion.

Construction de l'altérité... la lutte contre les préjugés et les stéréotypes

Pour ne pas rester des spectateurs impuissants des naufrages, nous nous positionnons politiquement, déconstruisons les discours de haine et multiplions les initiatives qui sauvent la dignité des personnes.

Le poids des mots

Les discours institutionnels dans les domaines de la politique, des médias, de l'éducation, du savoir et de l'entreprise au cours de l'histoire permettent et légitiment les processus d'altérité.

Le racisme se construit, s'établit, se perpétue à l'intersection des représentations idéologiques et imaginaires des discours individuels et institutionnels officiels comme officiels et des silences, des non-dits.

Ces discours continuent aujourd'hui d'affirmer ou de réaffirmer les représentations racisées des autres noirs, musulmans, arabes, perçus et traités comme des sous-citoyens. Ce registre est propice au déploiement d'amalgames. Immigration et délinquance, voire immigration et terrorisme tendent à se confondre dans les discours médiatiques comme politiques.

Ces contre-vérités, ces mots réducteurs ont une indéniable incidence sur les imaginaires et les pratiques. Les stéréotypes recèlent un pouvoir de structuration. Ils associent des méconnaissances, des projections, des peurs, des fantasmes et sont alimentés tant par des propos inappropriés que par les silences.

Outre les discours et pratiques de fermeture et de militarisation des frontières, on constate une chute des taux d'acceptation des demandes d'asile, alors que l'obtention d'une protection internationale est une des seules voies possibles de légalisation pour les migrants perçus comme indésirables et un fardeau venant du Sud.

Réveillons les consciences... L'action de chacun peut faire la différence.

Être plus apte à comprendre... à les comprendre

Tous les préjugés sont-ils identifiables ?

En quoi sont-ils à la base des discriminations ? À quoi le racisme spécifique renvoie-t-il ?

Les images véhiculées par les journaux télévisés contribuent, entre autres, à façonner notre représentation de l'autre.

Il en va ainsi pour les sans-papiers, les migrants...

Acquérir des compétences de communication interculturelle réduit l'influence des stéréotypes et améliore la communication entre les personnes.

La déconstruction des stéréotypes est un travail complexe auquel nous nous attelons. Il s'agit de revisiter nos mythes identitaires.

Les échanges, le dialogue, l'interaction permettent une inversion de ce que les personnes tiennent comme vérité ultime. C'est aussi un véritable réveil de nos consciences, un saut quantique, une réelle prise de responsabilité en vue de changer le regard vers l'autre.

C'est ainsi que nous proposons diverses actions et animations pour contribuer à nuancer certains propos et visions.

Par exemple, par des rencontres réussies comme celles entre les hébergeurs et les migrants, nous arrivons à déconstruire, à analyser et à créer un déclic chez d'autres propriétaires potentiels. Et les résultats sont là : le nombre de personnes désireuses d'accueillir des réfugiés augmente chaque année.

Traiter des stéréotypes c'est aussi avoir un impact sur les enfants et les jeunes. Grâce aux thèmes universels que nous traitons (la migration, le genre, la violence, la radicalisation, l'identité plurielle, la liberté d'expression), nous développons une vision nuancée du fait social et politique.

Ce dialogue des cultures, en l'occurrence s'asseoir ensemble pour essayer de partager les vécus des uns et des autres et poser les problèmes de manière globale, permet de réhabiliter l'empathie et la bienveillance.

C'est aussi dans cet esprit que nous accueillons chaque année des rhétoriciens, que nous nous déplaçons dans les écoles de la région et que nous allons à la rencontre de nombreux groupes à leur demande, que ce soit dans des associations de quartier, des équipes professionnelles de l'enfance, etc.

✓ Découvrir

Structurer son identité sociale et construire sa dignité en complémentarité avec l'altérité

L'éducation populaire... une démarche en alphabétisation, un accompagnement au plus proche des personnes

L'analphabétisme est une réalité qui pose problème au niveau tant individuel que collectif. C'est un des visages de l'exclusion sociale.

En Communauté française, plus de 400 000 personnes ne savent ni lire ni écrire. Or, pour naviguer dans le système social, il faut faire face à de nombreuses situations nécessitant d'être lettré.

L'analphabétisme va bien au-delà de la capacité de lire et englobe une série de compétences. Il est souvent associé à des situations de fragilité sociale (bas revenus, faible scolarisation, chômage de longue durée, grand âge, langue maternelle différente de la langue véhiculée).

La formation dispensée au Collectif est un lieu de resocialisation permettant de mettre en évidence les compétences des personnes : l'alphabétisation n'est pas un simple apprentissage de la lecture et de l'écriture, c'est aussi un instrument pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et pour développer des stratégies de changement social.

Le terme « d'apprenants » globalise un public qui est en fait de plus en plus hétérogène. Deux tiers des personnes sont d'origine étrangère et leurs parcours sont variés, qu'elles aient un pied-à-terre en Belgique ou ailleurs.

Certaines personnes ont souvent appris à lire et à écrire, mais leur parcours social et scolaire difficile ne leur a apporté que des connaissances limitées confinant à l'analphabétisme, un profond sentiment d'insécurité et d'incapacité face à la chose écrite et donc face au monde où elles vivent. Bien plus qu'un simple apprentissage d'ordre technique, cette formation permet aux gens d'élaborer de nouveaux liens avec ce monde.

Lorsque la charte d'Ottawa préconise la participation et le renforcement des aptitudes utiles à la vie, il s'agit bien de construire le dialogue et de reconnaître les compétences de chacun à l'encontre des rapports de pouvoir.

L'analphabétisme est lié à l'exclusion sociale, même s'il ne s'y réduit pas. Cela veut dire que les réponses à apporter relèvent aussi de la décision politique, au-delà des améliorations que peuvent apporter les acteurs de terrain.

Comment se conjugue au quotidien l'alphabétisation populaire, c'est-à-dire l'émancipation individuelle et collective, et les logiques de contrainte de l'État social actif ?

Force est de constater que les personnes aux difficultés de lecture, d'écriture sont peu prises en compte dans la mise en œuvre de ces politiques (prolifération de contraintes administratives complexes, marché de l'emploi restrictif).

Les différentes politiques d'activation et de contrôle montrent sur le terrain les difficultés que ces politiques posent au niveau des pratiques pédagogiques, du rapport des apprenants à la formation, à l'apprentissage des valeurs, des chemins de la militance...

L'apprentissage ou le réapprentissage des compétences de base nécessite un temps de formation long qui est insuffisamment pris en compte dans les dispositions décrétales.

Initiative locale d'insertion

- ◆ Enseigner le savoir-penser et le savoir-être
- ◆ Du parcours d'accueil au parcours d'intégration
- ◆ Activation citoyenne
- ◆ Apprentissage du français
- ◆ Atelier d'écriture

✓ Enseigner le savoir-penser et le savoir-être

Quand le numérique chasse le numérique, le savoir-penser et le savoir-être s'invitent au cœur de l'enseignement. La digitalisation a impliqué le développement de « soft skills ». Ce terme désigne à la fois l'intelligence relationnelle, les capacités de communication et les aptitudes interpersonnelles.

Il faut savoir écouter quand on reçoit des données. Il faut également identifier les données pertinentes et savoir quelles données croiser avec quelles autres.

Outre le savoir-faire, il faut développer le savoir-penser et le savoir-être.

Il a fallu former les personnes à la compréhension des outils numériques. Certain(e)s sont à l'aise avec les outils numériques, mais ce n'est pas le cas de tous. Voilà pourquoi il est important d'avoir cette acculturation digitale.

Enseigner à distance est donc beaucoup plus compliqué. En plus des compétences techniques d'apprentissage, il faut inclure les compétences comportementales, ne fut-ce que pour les valoriser.

Pour développer les « softs skills », on s'attelle à travailler avec des mises en situation, des cas pratiques, la prise de parole.

Cette évolution doit se faire en combinant l'apprentissage de certaines matières (via l'e-learning) et un accompagnement personnalisé plus important en individuel ou en petits groupes pour d'autres compétences. Tout cela complexifie le métier d'enseignant.

L'éducation joue donc un rôle certain. Il faut aussi familiariser les élèves à l'idée de l'incertitude et à la manière de l'affronter plutôt que de vouloir leur asséner continuellement nos certitudes.

Pendant des générations, nos ancêtres ont dû faire face aux incertitudes. On peut certes combiner le risque et la précaution. On ne peut toutefois jamais éliminer les risques, car c'est notre destin.

✓ Initiative locale d'insertion

Le parcours d'intégration pour les primo-arrivants : une démarche interculturelle avec le Centre Régional d'Intégration du Brabant wallon

Ce programme transversal a concerné 432 personnes.

Un espace pour évoquer sa trajectoire : la difficile mise en mots.

L'exil, par les effets conjugués de la perte de la terre natale, de la remise en cause massive et fragilisante des repères identificatoires et de la séparation radicale avec les siens, peut avoir des effets réellement pathogènes.

L'arrivée de ces migrants implique une prise en compte spécifique au travers d'une politique dynamique avec différents partenaires en vue d'une intégration réussie.

L'homme a besoin de sécurité, d'être protégé des angoisses d'anéantissement.

Dans des situations de violence sociale extrême telles que peuvent en vivre les primo-arrivants, on note une régression vers ce besoin absolu de sécurité avec le sentiment d'être étranger à soi-même.

Il est aussi particulièrement difficile pour certains exilés de mettre en mots leur souffrance, car la plupart du temps, ils ne maîtrisent pas la langue. Ils souffrent de solitude, de la séparation avec la famille, de graves séquelles pré-migratoires, d'agressions racistes...

La vie en exil a un temps indéfini, voire infini.

Son caractère de réversibilité potentielle lui confère un caractère d'attente à durée indéterminée.

C'est encore plus vrai pour les femmes : leur pays est loin, inaccessible, mais n'a pas irrémédiablement disparu.

Des actions de première ligne qui s'inscrivent dans une mixité culturelle, philosophique et de genre

Nos travailleurs de terrain et nos formateurs offrent un parcours semé de richesses, où chacun pourra à terme participer à la vie économique, sociale, culturelle et citoyenne. Ce programme transversal combine l'apprentissage du français, des modules d'éducation citoyenne, l'insertion socioprofessionnelle, la formation et la participation des migrants.

L'obligation de suivre ce processus fait partie d'une convention d'accueil rédigée en matière de bilan social. Les personnes primo-arrivantes concernées sont les personnes étrangères qui séjournent en Belgique depuis moins de trois mois.

Tout ce processus permet, à terme, de créer un langage commun entre tous les organismes subsidiés et a pour effet de nous inscrire dans un processus d'auto-évaluation.

Le décret répond à une logique de silo. Une fois le silo « parcours d'accueil » rempli, on le ferme pour en ouvrir un autre. Mais pour pouvoir passer à une formation qualifiante ou à la recherche d'emploi, il faut que les personnes soient stabilisées dans leurs besoins vitaux et aient confiance en elles. Seulement après, elles pourront se lancer dans un emploi.

Du parcours d'accueil au parcours d'intégration...

Différents axes de travail :

- * L'apprentissage du français comme langue étrangère en participant à la plateforme du Centre Régional d'intégration. Cela a concerné 238 personnes.

Le décret avait déjà redessiné le socle minimal des compétences des formateurs. Ils doivent disposer d'un titre pédagogique et d'un baccalauréat ou d'un diplôme équivalent. Ou d'une expérience utile de 3 années minimum en formation d'adultes et participer régulièrement à la plateforme « citoyenneté » initiée par le Centre régional d'intégration. Les personnes qui suivent le parcours d'intégration doivent effectuer des tests de positionnement et de socialisation des acquis. La méthodologie et les outils pédagogiques utilisés doivent être spécifiques et adaptés au public. La connaissance des institutions des pays d'accueil est requise également. Le nouveau décret exige, entre autres, 400 heures de formation en langue française.

- * La citoyenneté et la compréhension des codes sociaux et culturels en 2019 – obligation de 60 heures.

Il s'agit d'une formation qui se base sur le programme de formation élaboré par le DISCRI (Dispositif de concertation et d'appui aux Centres régionaux d'Intégration).

Cette année, nous avons dispensé 4 modules de 60 heures pour 62 personnes.

Cet arrêté prévoit aussi la participation à des plateformes thématiques ainsi qu'au secteur de l'intégration via le comité de coordination de l'action régionale et d'autres précisions plus spécifiques (la gratuité pour l'interprétariat, les sanctions envisagées, le profil des formateurs, etc.).

Des permanences sociales

Accueil, orientation, accompagnement.

L'objectif du projet est de lutter contre les discours de haine et la discrimination, de déconstruire et de dépasser les préjugés et stéréotypes à caractère raciste et de favoriser la rencontre collective d'un public multiculturel.

En intégrant la dimension de la contrainte et du processus de sanction pour un public fragilisé économiquement, ce parcours pose néanmoins des questions idéologiques. Par contre, il permet aussi au Centre régional d'Intégration d'accueillir des personnes et d'offrir un espace d'information et d'orientation, ce qui leur permet de gagner un temps précieux lorsqu'elles sont à la recherche d'un soutien administratif, juridique ou formatif.

Le soutien financier de la Région wallonne nous permet, dans ce cadre, d'effectuer un travail de qualité et de répondre à la demande croissante des réfugiés. Nous avons triplé tous les modules de formation.

On ne naît pas formateur innovant on le devient...

C'est dans l'allégation : « le formateur de toujours évolue avec son groupe d'apprenants », que se trouve toute la beauté de ce métier, celle d'inlassablement grandir seul et ensemble. Un enseignant innovant c'est bien. Une équipe innovante, c'est mieux !

Ce n'est un secret pour personne : l'espace classe est un laboratoire. Il n'y a jamais une heure identique à une autre. Le cheminement qu'emprunte la personne pour aboutir à un apprentissage n'est pas le même que celui du voisin. Il s'agit pour chacun de trouver l'équilibre entre ce qui surgit de neuf, en faisant appel à l'improvisation, et la continuité, fil rouge entre les différents apprentissages.

Il est nécessaire de créer ensemble, il faut oser l'innovation en équipe d'autant plus dans un centre professionnalisant comme le nôtre, qui amène les personnes à découvrir le monde du travail.

Façonner les citoyens de demain et apprendre la pensée critique

La démocratie, la tolérance, les droits de l'homme, la créativité, l'humain, la distance vis-à-vis de soi, l'autocritique : ces valeurs sont toujours menacées et il faut les cultiver.

La démocratie c'est l'état de droit, les contre-pouvoirs, l'indépendance des juges, la liberté de la presse, la libre formation des partis politiques et surtout la pensée critique.

À la lumière des enjeux éthiques, une activation citoyenne

Une construction active, un principe de l'égalité-participation : la clé de voûte d'une compréhension démocratique du social.

Elle s'est nouée autour de la citoyenneté, dans le sillage de la protection apportée par un ensemble de droits. Or, les ramifications de ce nœud sont devenues de plus en plus prégnantes : pas de citoyenneté sans communication entre les citoyens qui s'engagent dans la construction d'un monde commun, se connaissent, vivent ensemble des événements, partagent l'espace. Il s'agit donc du renforcement de la cohésion des personnes et la réappropriation de celles-ci par le politique.

Face à une mutation contemporaine du lien social caractérisée notamment par un brouillage des repères d'identification, et à partir de cette question et de ses nombreuses ramifications telles que l'autonomie, le vivre ensemble, l'activation, la mobilité, l'accès à la santé et les différentes discriminations, les modules d'éducation examinent les droits et la solidarité dans un contexte de changement sociétal.

Le droit s'érige comme une forme de réciprocité, puisque nous ne nous appréhendons comme porteurs de droits qu'en ayant également connaissance de nos obligations ou de nos devoirs envers autrui.

La solidarité ou l'estime sociale est la forme de reconnaissance actuelle la plus exigeante : elle est la reconnaissance de la valeur des particularités individuelles en vue de la participation aux fins collectives.

Des travaux sur la discrimination sexiste, raciale, générationnelle font partie de nos démarches.

Cette éducation citoyenne, lue à travers le prisme de la notion de reconnaissance, est un dispositif qui fait l'objet d'une appropriation active et qui suggère des pistes concrètes. Ces pistes sont travaillées conjointement, pas seulement à partir de l'expérience des participants, mais aussi à partir d'une responsabilité plus étendue. Elle est donc porteuse d'une réflexion renouvelée.

Les projets interculturels proposés chez nous sont basés sur des fondements qui reposent sur des valeurs d'hospitalité, de solidarité et de respect de la différence. Ils permettent à moyen et à long terme de se positionner face aux cultures d'origine et d'accueil en développant une interculturalité inclusive. Au travers de nos formations, nous développons, chez les participants, leurs compétences et leur sens critique par le biais de l'argumentation, de la connaissance et de la maîtrise des informations. En d'autres termes, nous les motivons à s'impliquer dans des initiatives communautaires.

Nous les orientons aussi vers un parcours de réussite, tant au niveau social que professionnel.

En 2020, de façon transversale, dans des formations et des actions d'intégration, les contenus ont favorisé une meilleure connaissance et une simplification des démarches dans différents domaines tels que la formation, l'emploi, le logement, les soins de santé, la reconnaissance des diplômes ou la validation des compétences.

Dans nos modules de formation, on interroge aussi le langage radicalisant enfermant les personnes dans une représentation du monde social binaire et ethnicisé. On y constate que la couleur de la peau en tant qu'objet de perception sociale et élément structurant l'altérité n'a pas eu toute l'attention qu'elle aurait dû avoir pour rendre compte du vécu de celles ou ceux qui sont constamment renvoyés à cette couleur de peau. Les outils d'émancipation permettent de penser cette identité au sein d'une structure sociale et sont partagés par nos différents formateurs pour ceux et celles qui sont en pleine construction identitaire.

Être avec... des espaces propices à divers apprentissages du français.

Parler pour convaincre, débattre, séduire, captiver : un atout dans la vie sociale et professionnelle

Les mots sont des portes qui ouvrent sur un espace où le monde se construit : mon monde, ton monde... Celui que nous avons tous et qui fait notre monde.

Dans le cadre des cours de français comme langue étrangère et d'éducation citoyenne, les personnes redécouvrent ou ont la possibilité de mettre en œuvre les différents savoirs qu'elles détiennent. Elles découvrent ainsi leurs habiletés et peuvent transférer leurs connaissances et les partager. En prenant part à ces groupes de formation et d'entraide, les personnes ont l'occasion d'y puiser une force supplémentaire.

Elles y ont aussi l'occasion d'approfondir la connaissance de leur environnement, forment des projets, illustrent les changements perçus par plusieurs expressions imagées et constatent une reconnaissance des autres. On y développe aussi des actions collectives de militance critique...

Émanciper, c'est apprendre à dire « je veux », « nous décidons », « j'aime », « nous désirons », « je sais », « nous interpellons », « je cherche », « nous trouverons », « je ferai », « nous profiterons ». Mais aussi « j'imagine », « nous inventons », « je construis », « nous produisons », « je coopère », « nous organisons », « je résiste », « nous nous révoltons », « nous instituons »...

Tout au long de l'année, nous avons affiné notre approche pédagogique et harmonisé nos niveaux d'apprentissage.

Le cours de français comme langue étrangère (FLE) a évolué vers une meilleure classification des niveaux et une plus grande cohérence entre les niveaux.

De nombreuses réunions entre professeurs ont permis d'effectuer des réajustements organisationnels afin de mieux structurer et harmoniser la progression entre les niveaux. Des changements d'horaires ont également contribué à cette évolution.

Si des améliorations restent encore clairement nécessaires, le cours de FLE a pu se rapprocher de ses objectifs méthodologiques, pédagogiques et citoyens.

L'approche pédagogique

Les méthodes utilisées durant cette année ont, en effet, évolué vers une conception de la langue comme un outil de communication et d'action.

Deux approches sont au cœur de cette vision :

La première est l'approche communicative (AC). Elle se distingue par la fonction pragmatique du langage, à savoir l'adaptation de la parole selon le contexte de communication. Les exercices de prédilection sont les jeux de rôles et la simulation globale. La préférence est donnée aux tâches langagières communicatives.

L'action d'apprentissage se focalise sur deux aspects : la communication entre pairs et la dimension sociale du langage. L'apport principal de cette approche est la structuration de l'apprentissage autour d'actes de parole avec une prise en considération des compétences de communication.

L'apprentissage ne vise donc plus une connaissance formelle du langage, mais une communication adaptée au contexte.

La seconde approche est la perspective communicationnelle (IPA) qui a inspiré le Conseil de l'Europe, lequel a créé la notion de « niveau-seuil » et rédigé un référentiel reprenant une liste de savoirs à enseigner en fonction des actes de langage communs aux différents pays de l'Union européenne. Elle fait donc suite au développement de ce niveau-seuil et s'inscrit dans l'élaboration d'un autre document de référence : le Cadre européen commun de Référence pour les Langues (CECRL), publié en 2001. En outre, le cadre particulier des cours de FLE, lieux de rencontre et de travail entre personnes issues de pays et de milieux très variés, favorise la découverte des cultures du monde entier et encourage, de ce fait, l'interculturalisme au sens large.

L'apprentissage est donc basé sur la tâche et passe par une succession d'actes langagiers qui vont en se complexifiant, à différents niveaux de compétences. L'approche actionnelle affirme que la base sur laquelle l'enseignement se construit doit-être fonction du contexte, des besoins et des ressources de l'apprenant.

Cette approche est indiquée pour notre public, notamment en raison de la variété des profils et des besoins des apprenants. Le cours mêle, à cette fin, différents courants en didactique des langues. Il utilise aussi la méthode SGAV (méthodologie structuro-globale audiovisuelle) qui consiste en une répétition de phrases apprises par cœur, telle une chanson, que l'apprenant pourra réutiliser ensuite pour recomposer de nouvelles phrases en intégrant de plus en plus d'exemples.

Étapes et aboutissement

Comme mentionné précédemment, les étapes d'un cours de FLE type s'inscrivent dans une approche actionnelle.

Cette approche didactique, utilisée par les formateurs du Certificat universitaire en Didactique du français comme langue étrangère de l'UCL, combine plus spécifiquement la pédagogie par projet de Piaget avec les six étapes développées par Laurens.

Le cours de français donné pour les élèves accueillis par le Collectif des femmes s'inspire de cette approche et se structure généralement autour de ces 6 étapes, à savoir : sensibilisation, compréhension, repérage, conceptualisation, systématisation et production. Ces 6 étapes servent de guidance à l'approche didactique. Elles ne sont en rien dogmatiques et peuvent s'adapter selon les besoins de la situation.

Implication des participants

La langue française est complexe et difficile à apprendre, ce qui peut générer un manque de motivation chez les étudiants. En ce sens, apprendre cette langue demande un accompagnement soutenu. Il est nécessaire que l'apprenant soit guidé dans sa démarche, à la fois grâce à des étayages fournis par le formateur et grâce à une collaboration avec ses pairs.

Le cours de FLE a été élaboré pour encourager la métacognition, car celle-ci favorise l'apprentissage. La métacognition traduit deux idées fondamentales dans les processus d'apprentissage : le savoir métacognitif (qui est un savoir déclaratif sur soi-même, ses propres connaissances, les tâches et les stratégies) et les compétences métacognitives (qui forment un savoir procédural permettant de réguler ses activités de résolution de problèmes et d'apprentissage).

L'activation de la métacognition est un aspect essentiel du processus d'acquisition d'une nouvelle langue, car cela contribue fortement à la motivation et à la prise de conscience des mécanismes d'apprentissage chez les apprenants.

Selon les objectifs poursuivis lors d'un cours, les compétences métacognitives peuvent être activées de manière proactive, interactive ou rétroactive. Le formateur les promeut en s'assurant de la compréhension du sens des tâches proposées.

Il lui incombe aussi de veiller à ce que les apprenants fassent l'expérience de la réussite (le conflit cognitif résultant d'une tâche ne devant pas aboutir à une situation d'échec). Les succès obtenus par les élèves contribuent de façon majeure à entretenir leur motivation.

Par ailleurs, les capacités cognitives des personnes sont parfois altérées par leur parcours (troubles post-traumatiques, etc.). En outre, la situation dans laquelle certains se trouvent (séjour long en centre FEDASIL) peut occasionnellement les amener à un sentiment de découragement, de fatigue et d'incertitude, mêlé à une impression d'insécurité.

Enfin, le cours étant donné de manière très intensive et sur une longue période, le défi pour l'avenir sera de multiplier la variation des activités, en proposant peut-être d'autres apports tels que des sorties sur le terrain, et de stimuler « l'apprentissage » par d'autres canaux que le cours intra-muros.

Valorisation de la mixité sociale

Le soutien dans l'apprentissage passe non seulement par des explications et les questions du formateur, mais aussi par les retours résultant de la confrontation entre pairs (« allo confrontations »). Ceux-ci surviennent durant les nombreux exercices collaboratifs, ainsi qu'après la phase de production, lorsque les apprenants sont amenés à donner leurs avis en faisant des critiques constructives.

Des intelligences citoyennes

Un atelier d'écriture qui agit sur le réel et qui permet à des personnes en difficulté de se redéployer

Cette expérience montre à quel point la reconnaissance de l'autre, en tant que citoyen agissant, est un moteur puissant qui peut tout changer.

L'originalité de cet atelier se situe à plusieurs niveaux. Le premier est de mobiliser les ressources des personnes. Le second est de travailler le collectif dans une démarche positive, c'est-à-dire avec ces personnes souvent isolées, d'expérimenter la force d'un « nous ». Enfin, à travers le travail de citoyenneté, inscrire cette démarche dans celle de l'empowerment. La clé se trouve dans la transformation des rapports de forces et des relations de pouvoirs entre les individus, les groupes, les services et les gouvernements (OMS 2000).

L'écriture : une expérience en soi, un voyage vers des terres inconnues...

« Chacun peut se lancer dans cette expérience singulière qui fait une large place à la fonction poétique du langage, celle qui permet de rencontrer l'inattendu et de dire l'essentiel »

Marianne Prévost

L'écriture est un parcours exploratoire.

Dans les ateliers, les profils sont variés en termes de sexe, d'âge, de milieu social et professionnel.

C'est un trajet qui fait appel en chacun à l'émotionnel, au sensoriel, à l'imaginaire, à l'indicible.

Ce type d'approche privilégie l'apprentissage dynamique par rapport à la pure transmission d'informations. Cette démarche créative permet de sortir des lieux communs et est une excellente manière de développer les compétences psychosociales.

C'est la capacité d'une personne à répondre avec efficacité aux exigences et aux épreuves de la vie quotidienne. C'est l'aptitude d'une personne à maintenir un état de bien-être mental en adoptant un comportement approprié et positif à l'occasion des relations entretenues avec les autres, sa propre culture et son environnement.

Ces compétences essentielles et transculturelles sont étroitement liées à l'estime de soi et aux compétences relationnelles qui sont les deux faces d'une même pièce.

Ce travail d'écriture est bénéfique pour chacun dans diverses approches relatives au bien-être, à la santé, à l'insertion sociale, car écrire, c'est toujours explorer sa propre humanité. Le questionnement et l'exploration interviennent aussi lorsqu'on traverse des événements liés à l'intégration et que l'on est amené à réfléchir à ses compétences.

Les soutenir est une base de travail reconnue du parcours d'insertion et la mise en projet est une base en soi, une opportunité pour les développer.

Nous constatons dans les faits que les personnes impliquées dans ce travail sont dynamisées : elles sont plus vives, plus actives.

La reconnaissance en tant que citoyen à part entière et de plus, citoyen agissant, inverse complètement le regard.

Mais au-delà de cela, chaque mot, chaque phrase travaillée par un « écrivain » le situe dans une démarche positive, car chaque mot tracé correspond à une forme d'intelligence citoyenne.

L'écriture permet aussi de confronter sa pensée à celles des autres avec une certaine distance, celle du temps de l'écriture et de l'écoute.

Elle permet également la clarification des idées, car ce travail entamé n'est pas anodin : il s'agit aussi de sortir de sa position de victime pour se repositionner comme citoyen revendiquant ses droits.

Susciter une relation égalitaire, se laisser apprendre, surprendre et se dépasser dans ces compétences est stimulant.

Prête-moi ta plume

Nous avons ouvert une permanence gratuite à toute personne en relation avec l'écriture.

L'écrivain public met sa plume au service des gens.

Il s'agit d'écouter ce qu'ils disent, ce qu'ils veulent transmettre et d'intervenir sur le fond avec confidentialité.

Les personnes qui font appel à ce service sont de plus en plus dans la précarité.

L'écrivain public est confronté à la paupérisation galopante, le délitement du marché de l'emploi, la restructuration des moyens alloués au service public, lesquels services renvoient bien souvent les personnes vers une association comme la nôtre.

Il est aussi confronté à des demandes immédiates. Dans le cadre des politiques d'activation, les personnes doivent fournir la preuve qu'elles cherchent du travail et nous sommes sollicité(e)s pour les aider à faire avec elles un curriculum vitae. Tout cela n'a pas beaucoup de sens pour des personnes qui ne savent ni lire ni écrire.

Comment se positionner en tant qu'actrices, acteurs d'éducation permanente engagé(e)s avec une personne, en écoutant sa demande personnelle, quand celle-ci se trouve dans une situation de pression telle que la demande la plus immédiate est simplement, comme cela nous a été exprimé, « qu'on fasse ce curriculum pour une autre institution » ?

Il faut accepter de jouer un rôle parfois minime, dont l'effet est imprévisible, et trouver dans le moment une place juste avec la personne.



Aider à déployer les compétences nécessaires.

Face à la vulnérabilité, créer de la vision à l'incertitude de la compréhension, à la complexité de la clarté, à l'ambiguïté de l'agilité...

Accroître le champ des possibles pour entreprendre de nouveaux projets.

✓ **Formation, insertion sociale et professionnelle**

Un accueil dans le secteur CISP n'est pas qu'une simple formalité, car avant l'entrée en formation les personnes sont invitées à compléter, lire et signer bon nombre de documents. Il convient de répondre aux obligations administratives liées au décret.

L'accueil de la diversité dans le respect des singularités à un coût important en termes de ressources humaines et de matériel, qui n'est pas suffisamment pris en compte dans les différentes politiques budgétaires en place.

Redonner de la dignité en permettant de se réinsérer sur le marché du travail

Devenir entrepreneurs de leur avenir, s'extraire de tous les déterminismes sociaux avec des accompagnateurs, des formateurs d'exception font partie intégrante de notre démarche d'insertion socioprofessionnelle. Nous redonnons une chance de réussite dans un système éducatif sur mesure, avec des moyens suffisants et adaptés garantis dans le cadre de nos missions.

Il s'agit aussi d'un travail social global en amont et de la définition d'un projet professionnel. En bref, un accompagnement de proximité pour une politique de plein emploi. La pédagogie est faite de dialogue permanent, de méthodologies croisées, mais rigoureuses. Elle crée un cadre pour soutenir les idéaux professionnels.

Construire un projet d'insertion professionnelle avec une personne en situation de vulnérabilité demande un travail à long terme en profondeur et dans la proximité, dans la confiance et la reconnaissance mutuelle.

La demande part d'abord des trajectoires vécues. Le processus de formation leur appartient puisqu'elles en sont les acteurs, les sujets et non « le public ou les usagers ».

Les objectifs de qualification professionnelle et sociale restent plus que jamais profondément liés à l'émancipation individuelle et collective des personnes.

Nos démarches pédagogiques spécifiques permettent aux personnes d'être outillées pour prendre une part active dans la société.

Notre action dépasse l'apprentissage d'un métier et porte également sur l'exercice par les personnes en formation de leur citoyenneté, de leur participation sociale, de la (re)conquête de l'estime de soi.

L'orientation, référentiel de formation et d'évaluation

La valorisation des intelligences multiples pour travailler l'estime et la confiance en soi.

Cette méthode permet d'être créatif et donne du dynamisme.

Reconnaître ses talents et ses intelligences propres fait partie de cette démarche.

Ce qui est bon et facile pour les uns peut être difficile pour les autres et inversement.

Nous faisons du « sur mesure » dans ce module de formation. La personne renforce ses compétences de base en français et mathématiques, mais aura aussi l'opportunité de travailler ses problèmes de logement, de garde d'enfants, de mobilité, de rythme de vie, de dettes, d'assuétude. Nous construisons avec eux un projet de vie positif et valorisant.

Apprendre à regarder d'un œil neuf...

Avoir le temps de penser au temps... de perdre son temps... de prendre son temps ?

De vivre, parfois dans les marges du temps, hors du temps, à contretemps ?

Les travailleurs sociaux reçoivent des personnes dont le temps est suspendu par l'attente d'un travail, suspendu par l'exil ou par l'attente d'une décision administrative ou judiciaire. Ils en rencontrent certains issus de cultures qui ont construit le temps d'une manière spécifique et incommunicable.

Ils accompagnent des hommes et des femmes pour lesquels le temps s'étire dans le vide, qui vivent dans l'angoisse du temps compté.

Le temps peut provoquer une souffrance indicible et souvent même inavouable lorsque le modèle social et culturel valorise avant tout la rapidité, la gestion, le « gain » de temps.

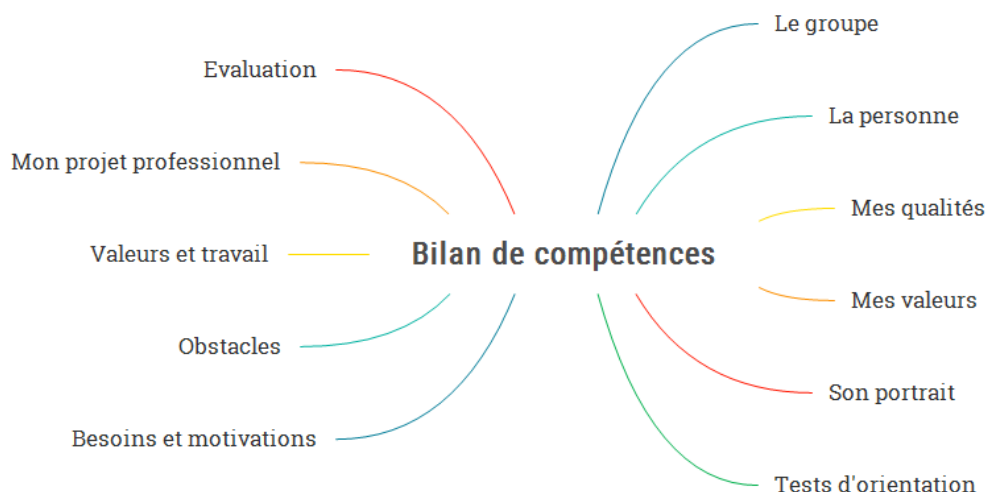
Cette dimension du temps dans les nouvelles directives pour des demandeurs d'emploi plonge les gens dans des procédures à respecter dont les balises temporelles peuvent être aléatoires.

Dans ce module de formation, nous proposons de prendre le temps pour un bilan de compétences et pour élaborer un projet professionnel.

Avoir de « l'estime de soi », sentir que je suis écouté(e), que l'on croit en moi, que je suis reconnu(e) dans mes capacités, dans mes potentialités : le bilan permettra de « se reconnaître » pour se faire ensuite « connaître ». Il est, dès lors, possible d'envisager un projet professionnel. À l'occasion de ce cours, l'utilisation de l'outil « Mind Mapping » est largement exploitée.

L'égalité des chances... le management de la diversité.

Les discriminations dans la sphère de l'emploi sont toujours bien présentes : altération insidieuse de la procédure de recrutement ou imposition de conditions de travail défavorables sont subies quotidiennement par certains groupes « stigmatisés ».



Auteur : Frédérique Hupin, pour le Collectif des Femmes, 2016

De nombreux mécanismes discriminatoires se targuent d'une rationalité économique qui en garantit pratiquement impunément la pérennité. On constate qu'à diplômes et compétences identiques, les personnes d'origine étrangère n'ont pas accès à l'emploi de la même manière que les Belges d'origine.

Une récente étude de la Fondation Roi Baudouin rapporte que 60 % des afro-descendants sont aujourd'hui diplômés, mais qu'ils sont 4 fois plus au chômage que les Belges moyens.

Le potentiel d'égalité contenu dans la logique des « droits » à l'égalité de traitement et à l'égalité des chances semble constamment épuisé par la réalité des inégalités sociales et des mécanismes de hiérarchisation inhérents aux finalités et au fonctionnement actuel du marché.

Suite au système d'activation du comportement en recherche d'emploi, les associations tirent la sonnette d'alarme.

Plusieurs études ont mis en lumière le sentiment de honte vécu par ces personnes qui ont recours au CPAS. Non seulement un déclassement personnel, mais aussi la confrontation anxiogène avec une administration inquisitrice.

Après l'exclusion, la galère se prolonge puisque, sans statut, la personne est dans la quasi-impossibilité de trouver une planche de salut, faute d'accès aux aides à l'emploi, par exemple, et parce que sa situation la disqualifie encore plus aux yeux des employeurs.

Certaines injustices d'aujourd'hui dans le travail créent la démotivation et la pauvreté de demain et confinent à la marginalisation les catégories jugées peu employables

✓ **Formation aide-soignant(e)**

Infirmières face à la crise sanitaire

« On était au bord du gouffre et maintenant cela se voit »

Les femmes constituent les premières lignes face à la crise du coronavirus. Cette réalité est très concrète : elles sont majoritaires parmi les aides-soignantes à domicile à 98 %, en institution à 91 % et parmi le personnel infirmier à 91,8 %.

Ces métiers sont sous-valorisés

La souffrance invisible au travail

Les professionnelles sont interpellées sur tous les pôles.

Qui aide les personnes à grandir, à mourir, à ne pas souffrir ?

Ce sont des femmes. Des femmes belges et de plus en plus de femmes qui viennent du Sud et qui apportent une aide humaine, humanitaire.

Aujourd'hui, il faut s'inquiéter de l'emprise toujours plus grande que prennent les logiques marchandes de rationalité et de rentabilité dans les secteurs liés au soin.

On a enlevé des moyens financiers aux hôpitaux. Résultat ? Il y a de moins en moins de personnel dans les hôpitaux et dans le secteur extrahospitalier et donc moins de personnel infirmier par patient traité.

Un métier de combat ?

L'histoire des infirmières a été jalonnée d'obstacles. Elles ont dû batailler pour que leur métier soit reconnu comme une profession autonome et non comme une « vocation naturelle des femmes ».

Notre politique de santé est détricotée. La réduction du personnel n'est pas sans conséquence sur sa santé physique et mentale. Différentes mesures d'austérité l'ont mis sous pression.

Faire toujours plus en moins de temps

Les aides-soignantes sont obligées de faire de plus en plus de toilettes en un temps imparti. Leur ressenti est simple : « on fait du mieux que l'on peut, mais on n'a pas le temps de le faire correctement ». L'accompagnement est l'essence même du métier, mais elles n'ont plus assez de temps pour le réaliser.

On peut aussi parler de la pénibilité au travail. Être debout toute la journée, courir, devoir se débrouiller avec des horaires changeants, ne pas avoir le temps ni de boire ni de manger, porter encore porter : toutes ces travailleuses se plaignent de maux de dos récurrents.

Avec l'arrivée de groupes privés aux techniques agressives dans les maisons de repos et de soins, le métier de soignant(e) a radicalement changé.

Une étude menée par l'Agence pour une vie de qualité dans les maisons de repos wallonnes montre que 77 % des résidents sont en fait des résidentes. 41 % des personnes voient leurs mouvements entravés la nuit par des moyens de contention, alors que 14 % sont entravés durant la journée.

C'est du management à l'américaine : on leur met la pression pour qu'elles soient productives et augmentent les bénéfices.

Il existe donc une véritable tension entre l'essence même du travail et l'objectif de rendement imposé aux travailleu(rs)ses au nom de l'efficacité.

Un lieu de nœuds

Créer un lieu de vie où la vie a encore un sens. Un lieu où l'organisation est axée sur le relationnel, qui favorise la responsabilisation des résidents, la motivation du personnel et l'implication des familles.

Repenser la maison de repos de demain : « c'est leur vie, pas la nôtre ».

« Ils savent mieux que nous ce qui est bon pour eux ».

Des affirmations qui sonnent comme une évidence, mais qui ne reflètent pas assez aujourd'hui notre manière de gérer la vieillesse. Les défis sont multiples pour les acteurs du secteur et le personnel qui prend soin des personnes qui font leur entrée de plus en plus âgées en maison de repos. Ne pas accroître la dépendance en surmédicalisant, donner des moyens solides de former un personnel parfois traumatisé de ne pas avoir assez accompagné faute de temps.

Tirer les leçons de cette crise sanitaire et garder en tête les efforts de ces professionnels qui, de l'avis de tous, se sont surpassés.

Capitaliser sur la vieillesse

Accompagner les vulnérables est une mission de toutes les politiques publiques et ne doit pas reposer uniquement sur la générosité des femmes. Il faut des moyens supplémentaires et une redistribution équitable des richesses.

Ce n'est qu'en rassemblant toute la société civile que l'on pourra faire plier cette obligation de concurrence qui finit par s'imposer et cherche à mettre les institutions en compétition laissant femmes et travailleurs dans la précarité.

Se battre pour elles et pour tous les citoyens et citoyennes

Contribuer à définir un soin démocratique

C'est dans des politiques permettant à chacun de faire le choix d'un soin partagé, de qualité pour tous et toutes, qu'un soin démocratique se concrétisera. C'est aussi et sans doute tout autant dans le temps même du soin que se joue son caractère démocratique.

Le soin au sens large et l'attention portée aux besoins vitaux des personnes sont l'essence même de toute relation humaine.

Depuis la mise sur pied de cette formation, plus de 314 personnes sont sur le marché de l'emploi. Nous avons un taux d'insertion professionnelle de 98 %. La confrontation quotidienne à la vieillesse, à la démence et à la mort demande des qualités à la fois professionnelles et humaines appropriées.

La population des maisons de repos a beaucoup changé, ces dernières années. La durée de vie ne cesse de s'accroître et le monde des personnes démentes augmente parallèlement.

Les aides-soignant(e)s sont donc confronté(e)s à une dégradation physique importante, à un plus grand nombre de décès par année. Or, face à une personne âgée, chacun est renvoyé à sa propre vieillesse, à ses espoirs et à ses craintes quant à l'avenir.

Devant une dégradation physique ou psychique importante, l'effet de miroir renvoie à une image future de soi qui trouble, impressionne ou angoisse. Nous offrons aux personnes une possibilité de formation continue.

✓ La formation d'auxiliaire de l'enfance

L'objectif est de « développer une présence stimulante et épanouissante auprès d'enfants par l'acquisition de savoirs, savoir-être et savoir-faire spécifiques ». Ces différents savoirs étant évaluables.

Dans le domaine de la garde des enfants en âge préscolaire, les choses évoluent peu en Belgique, malgré divers plans qui visent à développer le nombre de places d'accueil.

Dans une enquête récente du journal « Le ligueur », 8 parents sur 10 disent souhaiter plus de places d'accueil pour leurs enfants. Cette situation concerne surtout Bruxelles, mais le Brabant wallon est, depuis plusieurs années, également en pénurie de lieux d'accueils pour les enfants de 0 à 3 ans. La demande de lieux d'accueil et de personnel qualifié est bien réelle. De plus, notre province foisonne d'écoles, mais aussi d'associations et organismes destinés à l'encadrement extrascolaire des enfants de moins de 12 ans.

Notre public est composé essentiellement de femmes de cultures et milieux variés, qui ont déjà une certaine expérience de vie personnelle et professionnelle. La majorité de ces femmes ont des enfants. Ces personnes deviennent des professionnelles appréciées pour leurs compétences spécifiques, qui contrastent et complètent celles du personnel habituel des lieux d'accueil, souvent plus jeune et plus homogène.

Cette filière continue à être prisée. Elle a du sens et une place réelle dans l'environnement au cœur du Brabant wallon.

La huitième promotion « Auxiliaire de l'enfance »

La pandémie a bousculé l'ensemble de la société et nos auxiliaires n'y ont pas échappé. Elles ont dû s'accrocher pour terminer cette formation. Les écoles et les crèches, quand elles n'étaient pas fermées, refusaient de prendre des stagiaires. L'épreuve intégrée finale des stagiaires s'est finalement déroulée en novembre 2020, par écrans interposés. Toutes ont réussi ce défi après un stress palpable le jour de l'examen.

En parallèle de cette huitième promotion, il a été décidé d'anticiper les choses et de mieux préparer les futures stagiaires au cas où nous serions confinés à nouveau. Le recrutement s'est donc effectué en tenant compte de ces aspects nouveaux : cours à distance et gestion des technologies.

Si l'aspect matériel a pu être pris en charge dès le démarrage, l'accompagnement d'une formation via des écrans a nécessité de nouvelles compétences. L'écrit a pris une place qu'il n'avait pas quelques mois plus tôt. La gestion des e-mails, la capacité à se connecter, toutes ces compétences aujourd'hui sont devenues des prérequis à la formation des auxiliaires sont parfois difficiles pour des personnes qui choisissent un métier pratique et de relations. Une bonne gestion du temps conciliant vie privée-vie familiale est devenue essentielle aussi pour tenir sur la durée

✓ **Un travail de binôme d'une grande efficacité...**

Des politiques professionnelles avec le Centre de formation culturelle et sociale et le FOREM

Des formations qualifiantes porteuses d'emplois, égales et différentes : comment lutter ensemble ?

Cette dynamique collaboratrice est efficace, car dans le contexte actuel de la validation et de la valorisation des compétences, avec ses possibilités de certification en travaillant en synergie, nous offrons un outil unique et intéressant à évoluer et à développer dans un contexte de diversité des parcours, de volonté de perfectionnement, de refus de fragmenter les savoirs aux compétences éclatées.

Nous avons trouvé, entre autres, dans le partenariat de plusieurs années une évaluation longitudinale articulée sur les pratiques pédagogiques. Ajuster les objectifs, renommer les acquis, débusquer les faces cachées de l'action sont de cet ordre.

Cela nous inscrit dans une démarche active qualitative.

Des rencontres formelles spécifiques et le dialogue analytique reprenant tous les objectifs et indicateurs dont s'est doté le projet y contribuent substantiellement.

L'évaluation est présente à chaque étape de la formation.

La concertation élaborée dans les conseils de classe permet aussi une évaluation et une compréhension partagée. Notre partenaire est donc un acteur de lien entre les exigences de la Fédération Wallonie-Bruxelles et un public précarisé, une ressource pédagogique, un acteur d'observation d'analyse et de formation d'un enseignement de qualité adapté à des adultes.

Dans ces 2 filières qualifiantes, les capacités sont vérifiées et symbolisées par le titre, le diplôme.

Ce défi de se coaliser fait valoir une identité de formation forte.

Nous avons donc créé une offre de formation moderne, réactive, au service des multiples demandes et défis de la société, au niveau tant du tissu socio-économique que des citoyens en recherche de plus de compétences.

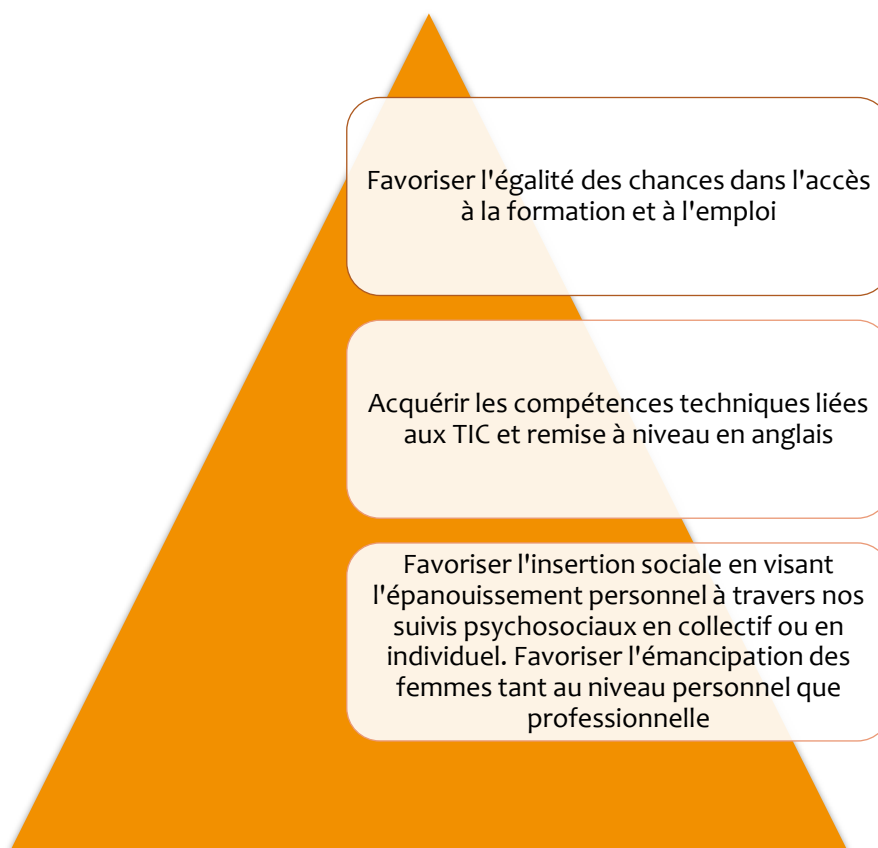
✓ Informatique – langue

Quand on analyse les offres d'emploi, une chose captive notre attention : on recherche de plus en plus d'employés polyvalents. Dans 70 % des offres d'emploi liées à l'administratif, quel que soit le secteur d'activité, le candidat doit, en effet, utiliser les outils numériques, mais mettre à jour un site web est un atout, être capable d'assurer la communication visuelle et sur les réseaux sociaux est un atout, maîtriser au moins une langue en plus du français est un atout, etc.

La formation Informatique et Langues a été pensée pour répondre justement à cette demande accrue des compétences diverses afin de permettre à chacun, pas uniquement aux demandeurs d'emploi peu qualifiés, d'avoir toutes leurs chances de trouver un emploi ou une formation qualifiante.

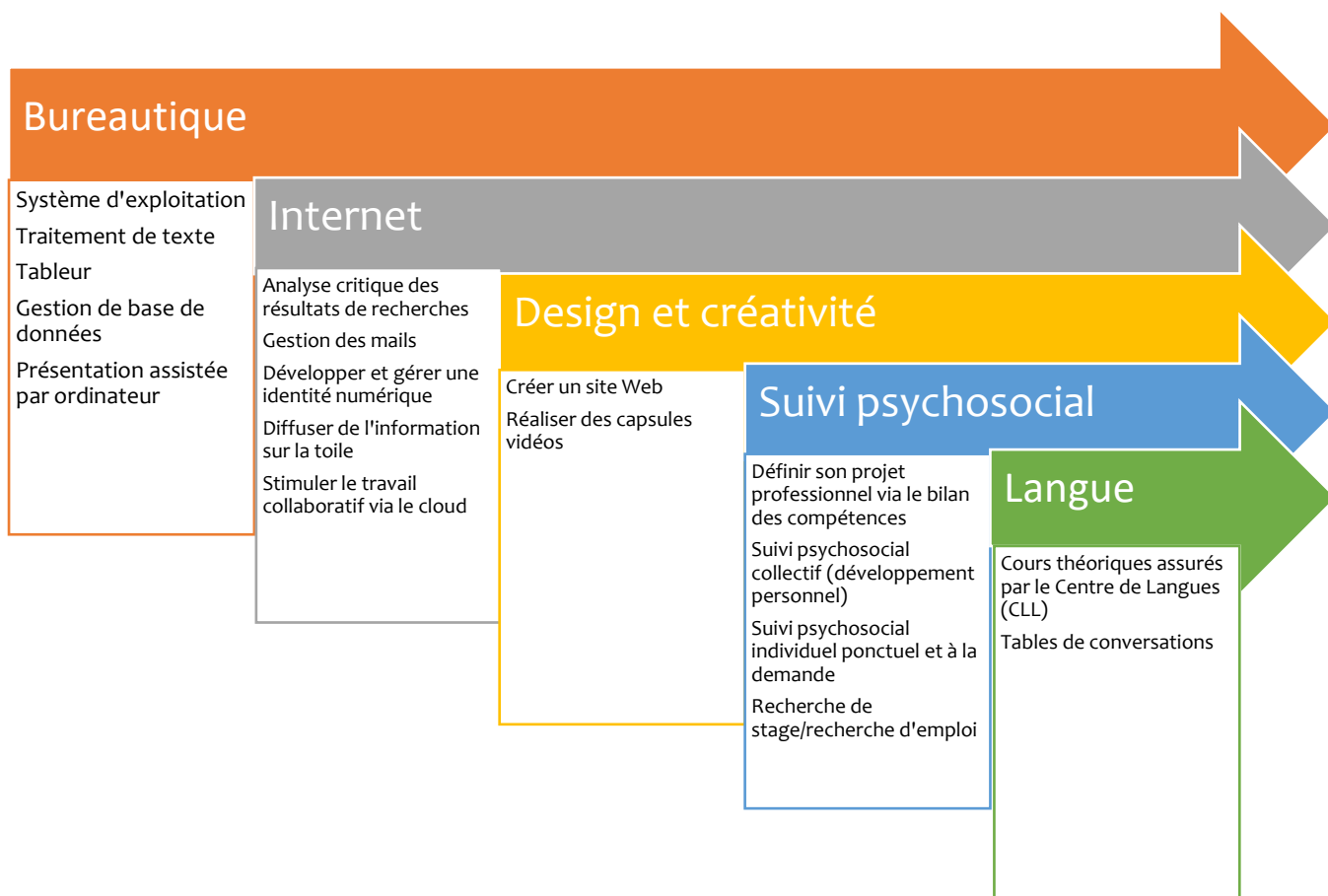
Cette formation originale combine donc l'apprentissage des logiciels de bureautique, de design et de l'anglais

Objectifs



Objectifs spécifiques

La formation Informatique et Langues manœuvre cinq leviers, à savoir : la bureautique, Internet, le design et la créativité, les langues ainsi que le suivi psychosocial.



✓ Petites et moyennes entreprises

Formation en création d'entreprises, combinée à la réparation des smartphones, tablettes et laptop

Module « Création d'entreprises »

La capacité d'adaptation est une des qualités clés d'un entrepreneur. C'est à la fois un élément inhérent à l'approche d'une start-up par test et itération et aussi un rappel de Darwin, pour qui ce ne sont pas les plus forts qui s'en sortent, mais les mieux adaptés. Il s'agit donc de valoriser ces 2 grandes ressources qui sont déjà en eux : l'état d'esprit et l'adaptabilité.

La formation donnée dans la filière « Petite et moyenne entreprise » (PME) est orientée vers la création d'entreprise. Elle utilise le référentiel CREE « Créez votre Entreprise », qui a été élaboré par le Bureau international du Travail. Ce référentiel est disponible en version 2015, qui est la plus récente. Il est recommandé dans les formations CISP. Les méthodes de formation CREE sont fondées sur l'enseignement empirique et participatif, qui engage les participants dans une série d'exercices basés sur l'apprentissage par la pratique et les simulations.

En vue d'être plus cohérente avec les acquis de la formation tels que déclarés dans le manuel, la formation est enrichie par quelques notions de comptabilité à partir du manuel de Comptabilité pour l'Enseignement de Promotion sociale (Laurent Legrand et Christian Langelet).

À l'issue de la formation, les stagiaires ont les connaissances nécessaires à la création d'entreprises et maîtrisent de différents outils et méthodes relatifs à la gestion, aux pratiques de management ainsi qu'au développement de projets dans divers secteurs, dont celui de la réparation et du recyclage des smartphones et tablettes. Un résultat important de la formation PME est qu'à son terme, avant de commencer le stage professionnel, chaque stagiaire doit avoir élaboré son plan d'affaires, en suivant le modèle du référentiel CREE (volume « plan d'affaires »). Dans cette formation, nous veillons à ce que les personnes puissent s'adapter sur le long terme. C'est ainsi que nous investissons dans le développement et l'apprentissage.

Étalée sur une année, la formation aborde le contenu suivant :

1. Évaluation des compétences et motivations pour l'entrepreneuriat
2. Le plan d'affaires et son importance pour la création d'entreprise
3. Consolider l'idée de l'entreprise
4. Le plan marketing (Analyse des « 7-P du Marketing Mix »)
5. Le personnel
6. Organisation et gestion de l'entreprise
7. Organisation des achats
8. L'entreprise citoyenne : préoccupations écologiques et sociales de l'entreprise
9. Estimation des coûts des marchandises et services
10. La planification financière
11. Le capital de démarrage requis
12. Type et sources du capital de démarrage
13. Lancement effectif de l'entreprise.

Une économie de la réutilisation

Donner une deuxième vie aux tablettes, smartphones et laptops afin d'éviter leur destruction comme déchets, d'épuiser davantage les ressources et de réduire la consommation d'énergie.

Il s'agit donc d'envisager l'ensemble du cycle de vie de ces produits en combinant l'activité économique, la protection de l'environnement et une approche sociale et solidaire à travers la création d'emplois durables, la formation et la réinsertion socioprofessionnelle.

Dans ces filières PME, on s'inscrit dans une philosophie de réinsertion et de remise à l'emploi de personnes éloignées du marché du travail.

Diversité et mixité dans le monde du numérique

Ce domaine potentiel de création d'entreprise se révèle à la fois rentable, social, et écologique (logique de l'économie circulaire). Innover, entreprendre dans le monde des start-up numériques et technologiques est potentiellement créateur d'emplois et de revenus pour les personnes en chômage.

Ces nouvelles connaissances permettent ensuite aux réparateurs de créer des microprojets économiquement viables, qui ont un effet multiplicateur sur la communauté locale. C'est une voie d'accès sûre à l'emploi. La réparation à coût réduit constitue également un facteur extrêmement motivant et qui se vérifie aisément dans la réalité auprès des utilisateurs de smartphones et tablettes.

Nous créons ainsi de la richesse et de l'emploi pour des personnes exclues du marché du travail pour pouvoir fournir des biens de seconde main à un public à faible pouvoir d'achat. Cette économie plurielle et durable répond à plusieurs défis urgents : la problématique du chômage, les urgences environnementales et les besoins de la collectivité.

Notre projet s'inscrit donc dans le cadre d'une stratégie de développement de nouvelles compétences liées aux métiers d'avenir.

Ces formations attirent des personnes dont certaines ont lancé leur start-up avec succès.

Un parrainage du Fonds VINCI et un soutien de la Fondation Roi Baudouin

Le parrainage est central dans l'aide que le fonds VINCI veut apporter aux organisations soutenues. Il s'agit de donner un appui complémentaire en termes de compétences, de temps et de forces vives dans le cadre d'une aide bénévole. Ce fonds agit en Belgique sur les deux thèmes de l'accès à l'emploi et du vivre ensemble.

Plusieurs entreprises soutiennent ce fonds. Ce co-parrainage intervient en offrant un double soutien : une aide financière et un mécénat de compétences avec plusieurs collaborateurs pour pérenniser les initiatives, ce qui favorise l'insertion professionnelle de personnes en situation d'exclusion et apporte une formation et une qualification.

Il peut se concrétiser de diverses manières : conseils techniques (travaux, prévention/sécurité, gestion, comptabilité, droit, communication...), coaching entrepreneurial, mises en relation, débouchés commerciaux, visites (de chantier, d'atelier) en lien avec une recherche d'emploi.

Nous avons sollicité un parrainage du groupe VINCI pour l'amélioration de nos compétences dans les domaines de l'élaboration de projet, du coaching entrepreneurial et de la mise en relation avec d'autres partenaires qui financent les actions de solidarité envers les ASBL. Notre projet fut sélectionné.

L'impact de ce projet sera la mise en place et l'accompagnement d'une dynamique d'auto-emploi des apprenants défavorisés sur le plan socio-économique, en vue de se prendre en charge financièrement de manière durable une activité génératrice de revenus qu'ils ont eux-mêmes mise sur pied et d'une dynamique d'autofinancement de notre atelier de réparation de smartphones et tablettes par la pérennisation des activités en vue de favoriser l'accès à l'emploi de nos apprenants. Cette dynamique mise en place dans le cadre du projet servira chaque année à l'encadrement et à l'accompagnement de nos élèves stagiaires en privilégiant la promotion dans d'un entrepreneuriat basé sur le genre.

Au niveau du potentiel de déploiement, ce projet présente un intérêt d'auto-emploi pour la communauté du fait qu'il peut être reproduit ailleurs d'autant plus facilement que le métier de réparateur de smartphones et tablettes est un métier d'avenir et en pénurie qui ne connaît pas de crise de chômage.

✓ **Des acteurs de qualité...**

L'interfédé, Aleap et les plateformes du secteur de l'insertion

La fédération des centres d'insertion professionnelle et d'entreprises de formation par le travail est donc un lieu « ressources » important en connaissances, en recherche constante du « mieux-être » des stagiaires et du personnel du secteur. Elle fournit une aide précieuse dans le domaine de la gestion des ressources humaines, dans le domaine social et pédagogique, dans le domaine administratif et financier ainsi que dans celui de la stratégie de développement. Elle représente et défend ses membres auprès des autorités et partenaires publics et privés.

C'est elle qui se retrouve dans tous les processus de négociation avec la Région wallonne.

Elle regroupe une vingtaine de centres et anime, entre autres, le groupe de travail socio-pédagogique qui identifie, collecte, analyse et améliore les pratiques et le partage d'outils de formation. C'est un lieu où nous partageons nos forces et nos expériences.

Elle est reconnue dans le secteur pour son dynamisme, ses compétences et son travail de proximité.

L'activité des plateformes CISP en sous-régions se marque par un investissement local dans des projets de réflexion. Par leur implication dans les CCSR (Commission consultative sous-régionale du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle) ou de leur propre initiative, leurs actions permettent la rencontre des collègues des différentes régions afin de s'inspirer de nouvelles pratiques. Elles participent aux débats autour des impacts des mesures gouvernementales sur nos publics, des réflexions sur la mobilité, sur la mobilisation et la motivation des stagiaires pour venir en formation ou encore sur la possibilité de travailler en passerelles et filières.

Nous faisons aussi partie de la plateforme du Brabant wallon : elle est, entre autres, axée sur la mise en place des bassins de vie. Un bassin de vie est un dispositif permanent et structuré qui favorise les collaborations entre l'ensemble des acteurs du monde de l'enseignement qualifiant (secondaire, supérieur et de promotion sociale), de la formation professionnelle et de l'emploi.

Toutes les rencontres entre centres permettent aussi de donner du poids à nos actions.

La fédération apporte une approche critique des dispositifs mis en place par les politiques sociales de l'emploi et interroge donc les finalités du secteur.

La fracture numérique

✓ Espace public numérique et PMTIC

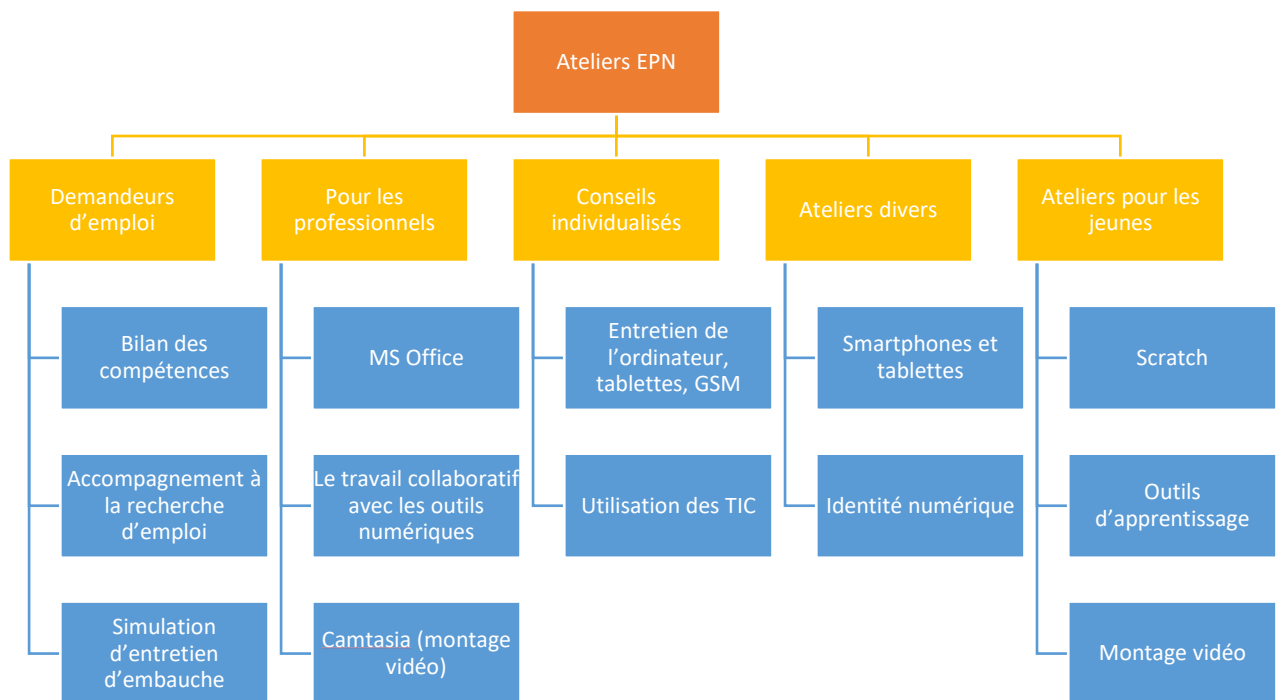
L'inclusion numérique. Nous vivons une ère où l'outil numérique occupe une place prépondérante et croissante dans notre quotidien, quel que soit notre statut, notre situation sociale ou notre projet personnel et/ou professionnel. De ce fait, nous proposons 2 programmes de formation et un troisième sous la forme d'ateliers.

Objectifs spécifiques

• Objectifs spécifiques du projet EPN

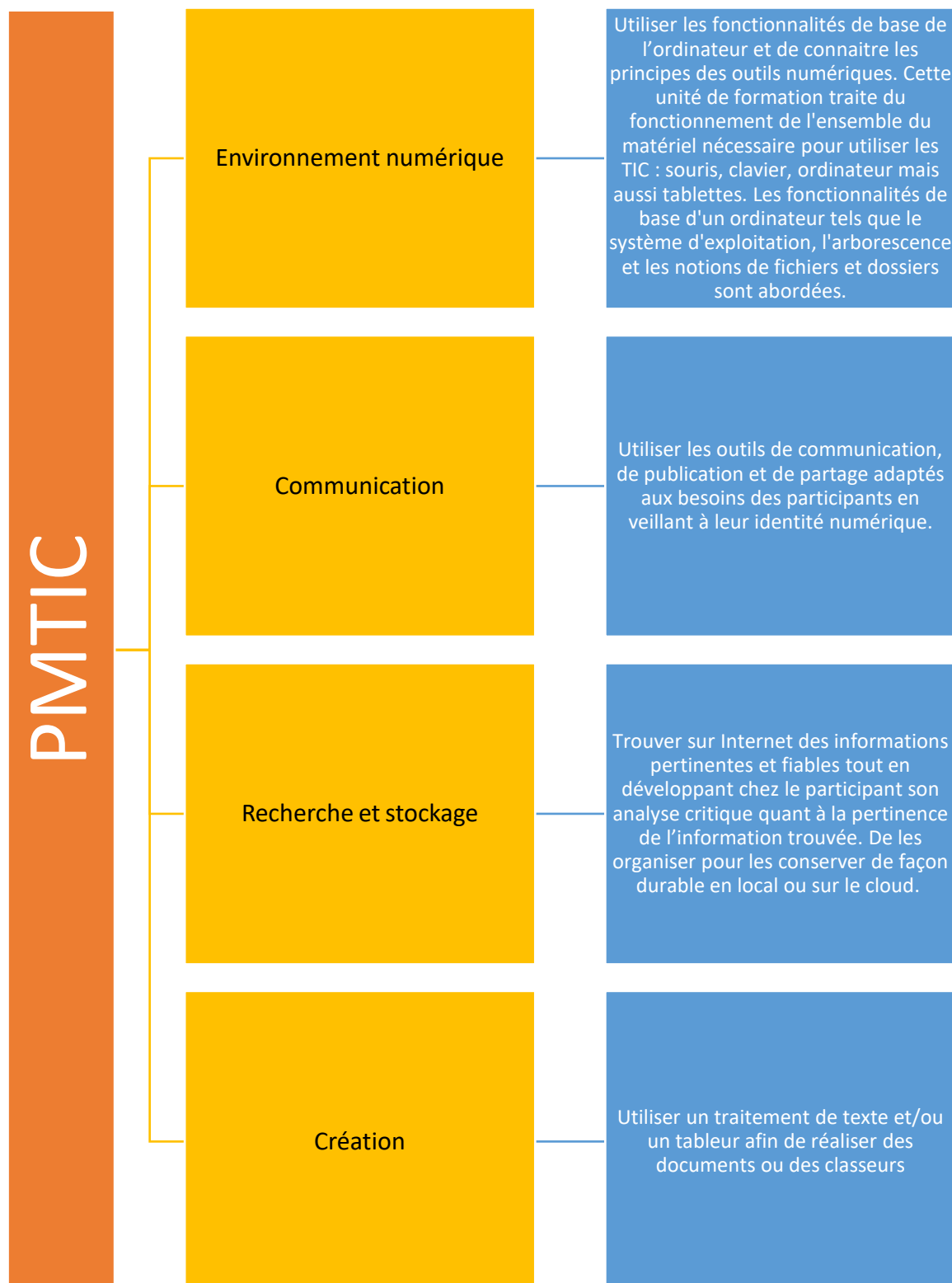
Le Collectif des femmes est agréé comme « Espace public numérique des Pouvoirs locaux de Wallonie » ou EPN depuis 2008.

Nous offrons plusieurs ateliers dont les plus importants sont illustrés ci-dessous



- **Objectifs spécifiques du projet PMTIC**

Cette formation se compose de 4 unités de formations à savoir :



Suite à la crise sanitaire, le Réseau des EPN de Wallonie va bénéficier d'une subvention afin de renforcer l'offre de services en permettant à chaque EPN d'acquérir de l'équipement informatique. L'acquisition de ce matériel se fera via un marché-cadre, celui d'École numérique : <https://www.ecolenumerique.be/centrale-de-marche>.

PMTIC

Cependant, la Région wallonne a fourni des aides afin d'assurer la viabilité des opérateurs PMTIC. Pendant cette crise une enveloppe pour les besoins en matériel numérique afin de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires en termes d'apprentissage à distance. Nous notons aussi le maintien des heures annoncées dans le programme prévisionnel de l'année 2019 pour l'année 2020 et enfin l'ajout de nouvelles heures au courant de l'année 2021 par rapport aux heures réellement...

Travail de sensibilisation : démarche d'éducation permanente

- ◆ Éducation aux médias
- ◆ Formation Genre
- ◆ Actions sociales et politiques
 - ✓ Enquête sur les familles monoparentales
 - ✓ Colloque international
 - ✓ Table ronde

Sarah Schlitz, « le gouvernement dont vous faites partie est premier exécutif paritaire dans le genre à ce niveau. En Belgique, le précédent était dirigé par une femme, on s'en souvient, Sophie Wilmès. C'était aussi une première, faisant exploser le fameux plafond de verre. »

Écoutez Sophie Wilmès : « Alors je ne sais pas si c'est moi qui l'ai fait péter, mais en tout cas il a pété et la réalité c'est que j'avais vraiment sous-estimé l'impact que cela aurait. À la fois, je me disais qu'en fait il y a quelque chose qui est arrivé et à la fois je me disais : zut alors, comment cela se fait que cela doive être quelque chose d'aussi retentissant. C'est bien la preuve qu'il y avait en fait un problème et qu'il y a encore un problème. »

✓ Éducation aux Médias

L'humanisme numérique... éviter d'étouffer sous les « fake news » et prôner l'attention...

Les outils numériques changent nos manières de nous exprimer et de diffuser nos cultures, nos créations, nos émotions, nos informations, nos savoirs, de les stocker et les archiver, de les communiquer. Ces outils transforment notre manière de fabriquer et de voir le monde.

Ces outils participent à une métamorphose de notre quotidien, de nos conditions de travail, de notre manière de faire société, de faire culture en transformant les dimensions collectives de nos vies et leurs organisations. Ils portent aussi une dimension culturelle très forte.

Mais vers quel monde nous conduisent-ils ? Vers d'autres perspectives collectives, culturelles et sociales que celles calculées par Facebook, Google ou WhatsApp ? Il est donc primordial de pouvoir énoncer les pistes à explorer d'un mode de vie qui ne fait plus l'objet du moindre débat démocratique en connaissance de cause au lieu de subir les mécanismes invisibles.

Les pratiques culturelles ne doivent-elles pas être un capital collectif d'où peuvent émerger des bifurcations salutaires et de nouvelles pistes d'avenir plutôt que la synchronisation des pulsions que fabriquent les algorithmes ?

On évapore notre disponibilité mentale qui est le plus précieux trésor de l'humanité.

Une enquête révèle que nous consultons en moyenne plus de 221 fois notre smartphone chaque jour, soit une fois toutes les 6 minutes.

Les écrans ne sont pas maléfiques en eux-mêmes, mais ils constituent un piège attentionnel et siphonnent notre disponibilité mentale. Le moindre événement, aussi banal soit-il, se transforme en enjeu moral impératif sur lequel tout le monde doit prendre position. Chacun de ces événements donne, par ailleurs, l'occasion aux personnes d'exhiber leur intransigeance morale et la beauté de leur âme.

Des techniques de management n'ont cessé de se perfectionner pour amener les personnes à être toujours plus dessaisies d'elles-mêmes et tenues de se plier à des cahiers de charges privant du pouvoir d'agir.

Facebook doit être « liké » et est venu contrebalancer l'invisibilisation de soi. Plus tard, Twitter a libéré la parole et exacerbé la volonté d'en découdre avec les autres via une interface qui oblige à employer des formules brèves, ce qui a encouragé l'assertion plutôt que favoriser la liberté d'expression et a vite généré des formes de surdité croissantes entre les personnes.

Like ?

On a tendance à dire qu'on est sur Internet, mais ne faudrait-il pas dire qu'on est sous Internet ?

Construire un outil d'analyse pérenne et évolutif

Au sein de ces ateliers qui remportent un réel succès, il importe aussi à tous les responsables de formation de développer le réflexe de la pensée critique chez ceux qui sont nés « à l'ère digitale ».

Comment explorer les ressources des nouvelles technologies de la communication pour favoriser l'expression créative et sociale des personnes précarisées ? Ces nouvelles technologies ont modifié les conditions de travail, mais aussi celles de l'éducation, des formations, des rythmes de vie et des rapports aux autres.

Dans un contexte où le numérique est omniprésent et où les politiques culturelles le présentent comme une solution de choix aux problématiques de l'accès et de la participation, il est important de développer une approche critique du numérique.

Avec les réseaux sociaux fleurissent les « fake news » et les sophismes, les arguments fallacieux assénés comme des vérités. Il faut donc apprendre à gérer cela.

Tous ces mots

Des concepts bizarres, voire inquiétants ont aussi envahi notre vocabulaire.

Certains sont liés à la technologie : on parle de « réalité augmentée », comme si on pouvait augmenter la réalité...

On parle de « faits alternatifs »...

On parle de « fake news », comme si une fausse nouvelle était une nouvelle...

Il n'y a pas mieux que l'informatique pour truquer les sons et les images...

Bon nombre de rumeurs sont lancées pour augmenter le trafic sur Internet...

La diffusion de mensonges délibérés sur les réseaux sociaux ne coûte rien. Tout cela devrait nous faire réfléchir, car dans la société dite de « l'information », il est paradoxalement de plus en plus difficile de s'informer.

Internet peut aussi être une caisse de résonance sociale pour le populisme. Un rêve pour ceux qui veulent propager délibérément l'ignorance auprès du grand public.

Le principe même de la démocratie est de présenter au citoyen l'ensemble des arguments en présence pour une question donnée et de lui permettre de se forger un avis personnel.

Internet, c'est le café du commerce devenu planétaire, mais ce n'est pas là que doit se décider l'avenir du monde.

Internet et les cyberespaces : ces lieux où le volume des rumeurs dépasse celui des faits avérés, où le faux suppose le vrai, où la désinformation supplante l'information.

Ces ateliers de santé publique nous aident à survivre à ce monde où la vérité n'est souvent plus de mise. On y apprend et cultive la pensée critique et surtout à l'encontre de ce monde où tout va si vite.

« Suspendre sa pensée pour la rendre disponible, c'est la pensée qui se vide, qui patiente, qui attend. Et paradoxalement, l'étonnement et donc la forme aiguë de l'attention »

Luc De Brandere

Le sel numérique au service de la solidarité

Créer une plateforme qui permet d'échanger des biens et des services. Nous utilisons ces outils numériques, car ils sont efficaces pour provoquer des interactions concrètes, créer du lien, faciliter les contacts.

Lutter contre l'analphabétisme numérique, une discrimination fortuite

Les nouvelles technologies sont des atouts précieux pour franchir certaines barrières, mais paradoxalement elles en créent d'autres. Les risques connexes évoluent aussi à toute vitesse.

Ces nouveaux outils posent sans conteste des difficultés d'ordre éthique.

Grâce à l'image, nous pouvons être partout à la fois instantanément. Le temps risque d'être pulvérisé, s'émiettant en images qui couvrent le danger de refuser à la fois l'imagination du passé et la mémoire de l'avenir.

Les médias favorisent des profits de notoriété et des profits matériels qui modifient sensiblement la conception des échanges.

Chacun a son mot à dire sur les décisions de tous. Cette contrainte peut paraître lourde. Essayer d'y échapper serait renoncer à une richesse essentielle : notre « humanité », non pas reçue de la nature, mais construite par nous.

Pour ne pas devenir des esclaves d'images hypnotiques que nous n'avons pas choisies, nous proposons des ateliers d'éducation aux médias qui s'inscrivent dans une démarche de « participation active citoyenne » et qui sensibilisent à une utilisation d'Internet en toute sécurité et dans le respect de la vie privée.

Les réseaux sociaux sont un espace de consignation pour l'histoire des actions menées par les femmes issues de minorités grâce au partage de l'information.

Les outils numériques comme Facebook, la réalité de ces femmes

Twitter ou Instagram permettent de renforcer leurs actions et d'influencer les décisions des pouvoirs politiques et des institutions pour être prises en compte dans le processus de construction de la cohésion sociale.

Ces réseaux sont aussi un puissant moyen de combler les retards conséquents de leur présence dans les médias.

La réalité de ces femmes doit être un sujet indissociable de la réalité politique, sociale et sociétale.

C'est de cette manière que l'on pourra ériger et écrire l'histoire pour présenter des modèles existants, actuels ou en ériger de nouveaux afin de renforcer notre capacité de rêver.

Je suis immigrée, femme et directrice d'une organisation.

Le numérique a fait de nous des flâneurs, non plus solitaires, mais entourés de leurs multiples relations et de leurs diverses identités, inscrites dans de nouveaux espaces, dans des réseaux et des sociabilités nouvelles. Ainsi, l'espace hybride de la culture numérique constitue bien une nouvelle manière de faire société.

✓ Formation Genre

Avons-nous fait progresser la cause des femmes ?

Le féminisme est pluriel et il croise des voix multiples. Celles-ci forment un grand chant qui dénonce l'oppression des femmes et formule des pistes pour s'en libérer.

Il est également une « pensée en mouvement » qui se construit à partir des injustices au quotidien.

C'est une aventure individuelle et collective. Cela nécessite sans cesse de dialoguer, de débattre et transmettre.

Nous œuvrons pour un monde où l'égalité s'entend comme le dépassement des rapports de domination.

Un monde où les femmes reprennent prise sur la question politique, où elles se réapproprient leurs corps, leurs émotions et leurs savoirs.

Un monde de singularité et de solidarité.

Un monde à réécrire avec les femmes, par les femmes.

Nous devons toujours être vigilants au maintien du développement des valeurs égalitaires, car celles-ci sont régulièrement mises à mal.

Les théories du genre interrogent les rapports de pouvoir, les rapports de domination, mais aussi les questions relatives à l'altérité, la différence et la recherche d'égalité entre les hommes et les femmes.

Le genre, les rapports sociaux de sexe, les stéréotypes liés au genre sont interrogés dans nos formations pour accompagner l'évolution de notre société. Cela permet de produire de nouvelles analyses des phénomènes sociaux.

« Lorsque la ministre de la Santé Simone Veil a fait adopter la loi dépénalisant l'interruption volontaire de grossesse en France, en 1974, il y avait douze femmes à l'Assemblée nationale, sur un total de 577 députés. Douze. Une écrasante majorité d'hommes a eu entre ses mains la décision relative au choix des femmes de disposer de leur corps. C'était avant-hier, il y a moins de cinquante ans... Lorsque le Parlement belge a adopté la même dépénalisation, en 1990, elles étaient 19 femmes, sur 212 députés, à voter. Moins de 10 %. C'était hier, il y a trente ans... C'est dire si le chemin était alors encore long, très long, pour parvenir à l'égalité. C'était pourtant la moindre des choses, dans une société démocratique avancée. Ne trouvez-vous pas ?

Depuis lors, certes, nous avons progressé. Un peu. Sensiblement, même. Mais, trente ans plus tard, la dépénalisation véritable de l'avortement n'est pas encore acquise, et la décision parlementaire est depuis de longs mois l'otage fatigué d'incessants recours au Conseil d'État pour ne pas, toujours pas, avancer dans la cause des femmes. En cette matière comme dans d'autres, tant de progrès restent à faire. »

Carte blanche de Caroline Pauwels et Annemie Schaus, respectivement rectrice de la VUB et rectrice de l'ULB.

Et les hommes ?

Des hommes s'engagent à nos côtés pour combattre le sexisme. Ils ont entamé une prise de conscience, effectuant un travail réflexif pour questionner et déconstruire leur masculinité et privilégier un monde égalitaire.

Réflexion : *« c'est difficile de cesser de prétendre qu'on a toujours raison, de la boucler, d'écouter et d'accepter les remarques, car on nous a éduqués à avoir un ego dominant »*

Il existe, par exemple, des groupes de parole, des ateliers d'écriture qui ont pour but de construire une approche féministe des masculinités.

Le problème de l'éducation des garçons est à repenser...

✓ Action sociale et politique

Le combat est une dynamique, car les droits des femmes sont toujours en danger

Avons-nous fait progresser la cause des femmes ? Un peu... Sensiblement même, mais il reste des défis à relever.

30 ans après, la dépénalisation de l'avortement n'est pas encore acquise. Le chemin est encore long... Très long pour parvenir à l'égalité.

Des collines à gravir ?

Dans la lutte contre la pandémie, les femmes ont payé le prix fort sur le plan tant économique que social.

La violence domestique et fondée sur le genre a augmenté. Les femmes ont assumé une plus grande part des tâches ménagères et les chiffres mensuels du chômage montrent que l'augmentation chez les femmes a été plus prononcée.

Dans les années à venir, nous devons reconstruire nos sociétés et nos économies pour les rendre meilleures.

Il faut déployer une approche plus inclusive, capable de mobiliser tous les talents y compris ceux des femmes.

L'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite à l'article 23 de la Charte des droits fondamentaux, un des piliers fondamentaux sur lesquels nous avons bâti nos sociétés européennes.

Plus que jamais, nous devons échauffer une argumentation économique en faveur de l'égalité.

Quand les femmes ont la possibilité de prospérer, les sociétés progressent. Toutes les recherches l'indiquent. Les économies où règne l'égalité hommes-femmes sont plus performantes.

Nous devons donc garantir la participation des femmes en nous attaquant aux inégalités de revenus.

L'égalité des genres et plus généralement l'inclusion sont les moteurs de transformations importants pour le renouvellement de nos économies après la pandémie.

Nous devons aussi intensifier nos efforts internationaux.

Cette grave crise sanitaire a mis en évidence la situation vulnérable des filles et des femmes dans de nombreuses régions du monde, en particulier dans les États fragiles et touchés par des conflits.

Elle a exacerbé les inégalités qui existaient déjà, menaçant de réduire à néant des décennies de progrès. La paupérisation des femmes est en train de s'accroître, l'accès à l'éducation des filles régresse, tandis que les violences progressent.

Nous devons déployer tous les efforts possibles pour qu'une réponse humanitaire européenne et de développement à la pandémie du COVID-19 comprenne l'accès des filles et des femmes à l'enseignement et aux soins de santé, y compris la formation de la santé et des droits sexuels et reproductifs et le soutien des filles et des femmes dans leur cheminement vers l'indépendance économique.

25 ans après

Oui, il y a eu des progrès depuis Pékin. Mais ce n'est pas suffisant.

La plateforme d'action et les objectifs du développement durable avaient fixé 6 thèmes concrets : la violence basée sur le genre, la justice économique et les droits économiques, le droit à disposer de son corps et la santé et les droits reproductifs, l'action des femmes en faveur de la justice climatique, les technologies de l'information et le leadership féministe.

Il y a eu heureusement des progrès, mais le chemin est encore long.

Quel est le bilan post-Pékin ?

« Il y a eu heureusement de nombreux progrès, mais ils sont lents », détaille la représentante d'ONU Femmes. « La proportion de filles scolarisées est plus élevée que jamais auparavant. Moins de femmes meurent en donnant naissance. La proportion des femmes dans les parlements a progressé, mais pas autant qu'escompté. Ces 10 dernières années, 131 pays ont par ailleurs adopté des lois en faveur de l'égalité ». « Mais ces avancées sont irrégulières et très longues à venir », poursuit-elle. « Il y a encore 32 millions de filles qui ne sont pas scolarisées. Au niveau mondial, les progrès dans l'accès des femmes aux emplois rémunérés se sont pratiquement arrêtés, ces 20 dernières années. Et 62 % des femmes en âge de travailler ont un emploi rémunéré, contre 90 % des hommes. Il y a donc une grosse disproportion en matière d'accès aux ressources. »

Il existe encore des écarts de salaires importants pour le même emploi : 16 % au niveau mondial, voire 35 ou 40 % dans certains pays.

Les violences restent préoccupantes : près d'une femme sur cinq a été victime de violence partout dans le monde. Les nouvelles technologies démontrent de nouvelles formes de violence extrêmement destructrices comme le cyber-harcèlement.

Trois quarts des sièges parlementaires dans le monde sont occupés par des hommes. Les femmes sont exclues des processus de paix : elles ne représentent que 13 % des négociations et 4 % des signataires de tels accords.

Il s'agit d'autonomiser les femmes, mais aussi les hommes, car l'égalité des droits est un progrès pour tous. Elle libère aussi les hommes des rôles et stéréotypes traditionnels.

Sortir les violences spécifiques faites aux femmes de l'invisibilisation

Stop aux violences sexuelles dont les femmes et les filles sont les premières victimes

En Belgique une femme sur 5 a subi un viol : un pourcentage affolant. Il y a d'autres.

48 % des victimes de violences sexuelles y ont été exposées avant l'âge de 9 ans. Des avancées ont été faites pour lutter contre ce fléau, entre autres l'ouverture annoncée de nouveaux centres de prise en charge de violences sexuelles en 2021.

Nous nous réjouissons aussi de la promulgation d'une loi qui rend obligatoire la formation aux problématiques de violences sexuelles et intrafamiliales pour les magistrats.

Mais de sérieux efforts restent à fournir. Il est primordial de mettre en place un budget spécifique, suffisant, transparent et pérenne.

Nous avons aussi besoin d'une collecte et d'une publication de données genrées pour pouvoir comprendre l'ampleur et les caractéristiques des phénomènes de violences sexuelles.

La Belgique doit aussi se conformer à la convention d'Istanbul contre la violence faite aux femmes qu'elle a ratifiée en 2016 et qui prévoit un renforcement de la formation de base et continue des acteurs de première ligne, notamment dans la police et la justice.

Nous attendons avec beaucoup d'espoir le forum international pour les droits des femmes. Cette coalition réunissant les états et régions qui veulent avancer est, par ailleurs, menacée par les conservatismes, notamment en Russie, en Arabie saoudite, à Bahreïn, au Vatican, dans la communauté caribéenne.

Des acteurs traditionalistes participent au retour de bâton contre les droits des femmes et des filles. Il reste tant de collines à gravir.

Nous continuons à espérer.

C'est un combat à mener ensemble, les uns avec les autres.

Car lutter pour l'égalité des hommes et des femmes, c'est augmenter notre qualité de vie à tous et construire une démocratie plus sociale.

Il est temps que la peur change de camp

Même si les femmes ne sont pas inscrites dans un groupe militant, elles peuvent revendiquer et participer à une mobilisation politique grâce à un like ou un hashtag. En rendant visible la multiplicité des expériences personnelles, les réseaux sociaux réconcilient l'indignation individuelle et le combat collectif.

La politique, comme art du vivre ensemble entre hommes et femmes, sera la 3e grande étape de la démocratisation de nos sociétés. Pour y parvenir, il faudrait que les hommes partagent leur immense pouvoir avec les femmes.

Le hashtag « me too » de la musique commence aussi à résonner. La parole s'est rapidement libérée dans le monde du cinéma. Depuis l'été, une lente sortie du silence s'observe parmi les professionnels. Différentes initiatives ont été lancées sur les réseaux sociaux comme le hashtag « balance ta major », qui rassemble des témoignages de harcèlements sexistes et sexuels.

Un problème systémique

Une femme artiste sur 3 et une professionnelle de la musique sur 4 ont déclaré avoir été agressées ou harcelées sexuellement. Le sexisme n'a pas de frontière. Prendre la parole sur ce genre de sujets n'est jamais simple. Dénoncer des fonctionnements est une prise de risques dans ce secteur hyper compétitif et très difficile d'accès.

Qui siège à la table ? Qui est tenu à l'égard des salles où les décisions sont prises ?

✓ **Mieux répondre aux difficultés des familles monoparentales**
Une mobilisation et des synergies indispensables avec le réseau wallon de lutte contre la pauvreté

Le modèle familial stable et homogène a depuis plusieurs années laissé place à de nouveaux modèles familiaux, pluralistes et diversifiés.

Statistiquement, 25 % des familles belges vivent en situation de monoparentalité. Ce chiffre est plus élevé en Wallonie, avec environ 33 %, et à Bruxelles où il atteint 30 %. De nombreuses études démontrent que les familles monoparentales (plus précisément les femmes vivant seules avec enfants) courent un risque de loin plus élevé de tomber sous les seuils de pauvreté et de précarité. Ces risques se sont multipliés davantage avec la crise de la COVID-19, ce qui renforce l'exclusion sociale des femmes vivant seules avec enfants et les met en première ligne de la pauvreté.

De nombreux ménages belges vivent dans la précarité, selon de nombreux rapports sur la pauvreté en Belgique. En l'occurrence, 20 % de la population wallonne vit sous le seuil de pauvreté. Lorsque l'on considère les familles monoparentales, ce taux de pauvreté était d'environ 51,6 % avant la crise sanitaire (selon le plan wallon de sortie de la pauvreté). La situation des femmes vivant seules avec enfant est donc particulièrement alarmante parmi les familles précarisées. Ce constat a notamment été fait par Herbaux et Ndaye dans une étude réalisée par le Centre Jean Gol et qui montrait que (1) un quart des familles belges vit dans la monoparentalité et que dans 83 % des cas, c'est la femme qui assume seule la charge du ménage et des enfants.

L'objectif global de cette étude est de comprendre l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la situation des familles monoparentales en Belgique francophone, en mettant en évidence les femmes ayant des enfants à charge. L'étude s'inscrit dans une approche intersectionnelle en vue de permettre les croisements de plusieurs formes de discrimination et de les aborder de manière plus holistique et cohérente.

Étant donné la durée que pourrait prendre l'enquête, il nous semble pertinent d'intégrer les 2 vagues de COVID-19, dans la mesure où la brève période de déconfinement ne peut pas avoir changé de manière substantielle l'ampleur des difficultés que la première vague peut avoir occasionnées.

Pendant le premier confinement, nous avons ainsi lancé un « Appel à témoignages » visant à comprendre les difficultés de ces familles. Un questionnaire avait permis de récolter des témoignages auprès d'un peu moins de 50 personnes, dont une majorité de femmes. Les questions portaient essentiellement sur les difficultés subies par ces femmes dans leur vécu et leurs demandes pressantes pour amortir le choc de la crise, mais plus généralement pour améliorer leurs conditions de vie.

Les résultats exploratoires de cette étude avaient montré la nécessité de mener une étude à large échelle au niveau de toute la Région wallonne et touchant les différents aspects de la vie de ces familles (satisfaction des besoins de base tels que l'alimentation, le logement, l'accès à la santé, la scolarité des enfants, l'accès aux loisirs, etc.). L'objectif était d'atteindre un échantillon d'environ 1000 personnes vivant dans toutes les provinces de la Wallonie.

Colloque international

« Femmes, jeunes et justice climatique »

Mardi 3 mars 2020



« Agis de telle façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre »

Hans Jonas

✓ « Femmes, jeunes et justice climatique »

Pertinence et objectifs

Nous sommes partis du postulat et des affirmations selon lesquels les effets du dérèglement climatique différaient en fonction du genre, de l'âge et de la classe sociale. En effet, ils n'affecteraient pas les femmes et les filles de la même manière que les hommes et les garçons. Cette différence serait aussi marquante selon la couche sociale, ce qui sous-entendait que les pays pauvres seraient plus affectés que les plus nantis.

Des études ont également mis en évidence le fait que le dérèglement climatique pourrait avoir également des conséquences sensibles sur la santé des femmes, d'autant plus que, dans différentes parties du monde (dans les pays du Sud), la pollution de l'eau et de l'air domestique sont une des conséquences du mode de chauffage et de cuisson des aliments sur des foyers traditionnels, réputés très voraces en bois et dont la fumée serait à l'origine d'infections respiratoires et de maladies pulmonaires graves.

Nous nous inspirés de la constatation avérée que 70 % des décès intervenus durant la période caniculaire de 2003, en France, concernaient des femmes. Mais aussi du fait que le passage de l'ouragan Katrina, aux États-Unis, avait pénalisé professionnellement deux tiers de femmes par rapport au public masculin. Enfin, du fait que 90 % des réfugiés climatiques sont des femmes qui courent, en outre, des risques de violences au cours de leurs déplacements. Nous avons voulu, via notre colloque, parcourir le monde afin de mieux comprendre les problèmes causés par le dérèglement climatique, les luttes qu'il engendre et surtout partager les solutions propres à chaque intervenant.

Notre colloque était organisé autour de trois axes :

- les femmes victimes et actrices du changement climatique ;
- les femmes et la justice climatique ;
- le changement climatique et la menace de nouveaux conflits.

La portée sociale du colloque se voulait mondiale, car la question du climat impacte l'existence de l'humain, où qu'il soit sur Terre.

Des experts et responsables politiques d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine se sont réunis pour exposer sur leurs pratiques visant à lutter contre le changement climatique et débattre de la place des femmes, particulièrement vulnérables à cette problématique.

Il faut oser inventer l'avenir !

« Sans une action audacieuse, nos enfants n'auront pas le temps de débattre de l'existence du dérèglement climatique. Ils seront occupés à en gérer les effets : davantage de catastrophes environnementales, davantage de bouleversements économiques, des vagues de réfugiés du climat à la recherche d'un asile ».

Les femmes sont actrices du changement et porteuses d'engagement critique et éthique. C'est ainsi que s'exprimait Barack Obama lors de son discours d'adieu à la Maison Blanche.

2019 : l'élan planétaire. Nous avons remporté une victoire : la question climatique est inscrite à l'agenda politique de nombreux pays

2020 : l'année de l'action.

Influencer le climat de demain

Assurer un avenir pour la planète ?

Amazonie, Afrique, Sibérie... La planète brûle.

2019 fut marquée par des images spectaculaires d'incendies sur tous les continents. Ceux-ci menacent les puits de carbone, l'écosystème et la santé des habitants.

Les catastrophes s'accumulent : forêts, océans, faune ne cessent d'être menacés, tandis que les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient, fragilisant des populations qui subissent sécheresses, cyclones ou canicules à répétition. Les femmes sont touchées de plein fouet par la montée des eaux, par la désertification, par les conflits pour l'accès à la terre.

La défiance augmente à l'égard des États jugés incapables de s'adapter aux enjeux écologiques. Les défenseuses et défenseurs de l'environnement, des droits humains et des communautés locales et indigènes sont souvent victimes de crimes ciblés.

La quête d'une croissance toujours plus forte et la quête de savoir et de technologie toujours plus audacieuse, sans limites, sans fin, s'avèrent destructrices pour la planète, qu'elles menacent de tuer. Quelle est la meilleure approche pour résoudre ce problème ? L'enjeu est de taille pour les générations futures. « Nous devons tous abandonner individuellement pour gagner collectivement », a déclaré Michel Kurtyka.

Oui, d'autres façons d'appréhender ces questions doivent être envisagées.

Face à la tempête écologique, quel navire allons-nous piloter ? Qui va-t-on garder à bord ou jeter à la mer ?

La génération « climat » : portez la parole des jeunes

Le 20 décembre 2019, ils étaient encore des milliers de jeunes, aux quatre coins du monde, arborant leurs pancartes aux slogans désormais célèbres. En Ouganda, en Turquie, en Australie ou au Japon, des étudiants, lycéens, voire collégiens, sont une fois de plus descendus dans les rues pour réclamer des actions urgentes aux dirigeants.

Que ce soit face à la problématique du climat, à l'économie partagée, à la diversité, aux tendances sociales fortes : les jeunes n'ont peur de rien et veulent faire bouger les codes.

Cette génération a davantage d'opportunités d'embrasser le futur, de réaliser son rêve et de changer la société.

Face à l'inertie du système international, comme l'atteste l'absence de résultats tangibles lors de la COP25 qui s'est tenue à Madrid, en décembre 2019, les sociétés civiles se mobilisent davantage pour secouer les consciences en faveur de la sauvegarde de la planète.

Radicales et résolues, les femmes et la jeunesse dénoncent le désastre climatique et les populations les plus précarisées en sont les premières atteintes, elles dénoncent les migrant(e)s en Méditerranée et défendent les droits humains, soutiennent les paysans privés de leur terre. Les femmes et la jeunesse alertent sur l'état des océans et de la biodiversité. Elles font le lien entre la défense de l'environnement et la lutte contre les inégalités.

Toutefois, même si les femmes et les filles sont les premières victimes de ce dérèglement, elles sont aussi, à leur niveau, « les principales porteuses de solutions » et des actrices avisées, bien que leur rôle dans les politiques d'atténuation et d'adaptation soit encore très largement sous-estimé.

« Les femmes sont les guerrières du climat, capables de construire la résilience aux changements climatiques au sein de leur communauté » (Véra Bukocki).

Elles sont déjà dans l'action : l'écoféminisme existe depuis les années '70. Il s'agit du croisement des luttes féminines et environnementales. Certaines femmes par le monde se battent pour la protection de leur terre, de leur travail et de leur agriculture.

L'alternative sera donc nécessairement plurielle. La recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur se décline de multiples façons selon les contextes. Il est donc question de reconstruire de nouvelles cultures.

Nous avons eu rendez-vous avec l'essentiel : le développement de l'être plutôt que la croissance indéfinie dans l'ordre de l'avoir. À chacun, à son échelle, de trouver l'engagement qui lui convient, pour redonner une place à la nature, renforcer l'économie locale, réduire les inégalités, expérimenter des modèles éducatifs bienveillants et régénérer les écosystèmes naturels, inventer des systèmes alimentaires innovants.

Égalité - sororité

Écrire une nouvelle histoire avec des femmes

Elles sont déjà dans l'action : l'écoféminisme existe depuis les années '70. Il s'agit du croisement des luttes féminines et environnementales.

Des femmes mutualisent la terre et les ressources pour planter et cultiver les manières de faire une société solidaire et durable en harmonie avec le temps et l'environnement. Des exemples foisonnent et poussent dans le monde entier. Ils constituent autant de ressources pour une transition à la fois écologique et égalitaire.

Certaines sont des emblèmes de la lutte environnementale. Elles font partie de différentes associations telles que Ruth Bendia de CARE (Centrale Ashaninka du fleuve Ene au Pérou, la gardienne des réfugiés), de Wangari Maathai, celle qui plantait des arbres au Kenya, de Ameenah Gurib-Fakim de l'île Maurice, de Dion, de Billie, Coral, les créatrices d'Oregan et tant d'autres...

Des experts et responsables politiques d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine sont ici réunis pour aborder le changement climatique et débattre de la place des femmes, particulièrement vulnérables notamment en raison du réchauffement climatique.

Nous avons aussi mis en lumière des personnes, des projets, des initiatives, des méthodes novatrices susceptibles de changer nos regards et d'interpeller le monde politique.

Notre rapport aux autres est le plus grand défi du XXI^e siècle. Si l'on tombe là, nous tomberons tous ensemble.

Chacun, chacune a donc rendez-vous avec son devenir.

2020... l'année de l'action : la question climatique inscrite à l'agenda politique de nombreux pays

« Sans une action audacieuse, nos enfants n'auront pas le temps de débattre de l'existence du dérèglement climatique. Ils seront occupés à en gérer les effets : davantage de catastrophes environnementales, davantage de bouleversements économiques, des vagues de réfugiés du climat à la recherche d'un asile ».

« Les femmes sont actrices du changement et porteuses d'engagement critique et éthique ». C'est ainsi que s'exprimait Barack Obama lors de son discours d'adieu.

Des experts et responsables politiques d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine se sont réunis pour aborder le changement climatique et débattre de la place des femmes, particulièrement vulnérables, notamment en raison du réchauffement climatique. L'objectif de ce colloque fut d'informer, inspirer, sensibiliser et partager les expériences à la pointe de l'action climatique sous un prisme féminin, en vue de conscientiser le public et les décideurs sur les conséquences de ce phénomène.

Les femmes sont touchées de plein fouet aujourd'hui même par la montée des eaux, par la désertification, par la prolifération des catastrophes, par les conflits pour l'accès aux ressources de la Terre. Les défenseuses et défenseurs de l'environnement, des droits humains et des communautés locales et indigènes sont souvent victimes de crimes ciblés.

Assurer un avenir pour la planète ?

Amazonie, Afrique, Sibérie... La planète brûle.

2019 fut marquée par des images spectaculaires d'incendies sur tous les continents. Ceux-ci menacent les puits de carbone, l'écosystème et la santé des habitants.

Les catastrophes s'accumulent : forêts, océans, faune ne cessent d'être menacés, tandis que les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient, fragilisant des populations qui subissent sécheresses, cyclones ou canicules à répétition. La défiance augmente à l'égard des États jugés incapables de s'adapter aux enjeux écologiques.

La quête d'une croissance toujours plus forte et la quête du savoir et de technologies toujours plus audacieuses, sans limites, sans fin, s'avèrent destructrices pour la planète, qu'elles menacent de tuer.

Ils étaient encore des milliers de jeunes, aux quatre coins du monde, arborant leurs pancartes aux slogans désormais célèbres. En Ouganda, en Turquie, en Australie ou Japon, des étudiants, lycéens, voire collégiens, sont une fois de plus descendus dans les rues pour demander aux dirigeants des actions urgentes contre le dérèglement climatique. Comme chaque vendredi de l'année 2019, qui a marqué une mobilisation inédite de ce que l'on a surnommé « la génération climat ».

Face à l'inertie du système international, comme l'atteste l'absence de résultats tangibles lors de la COP25 qui s'est tenue à Madrid, les sociétés civiles se sont davantage mobilisées tout au long de l'année pour secouer les consciences en faveur de la sauvegarde de la planète.

Prix de la voix des sans voix

« Les femmes sont vitales pour l'avenir de la planète. Elles protègent notre culture et vont aussi protéger nos terres, maintenant ! »

C'est ce que vous écrivez dans votre manifeste.

Depuis sa création en 1961, le territoire Xingu a subi des menaces. Au cours des 20 dernières années, plus de 40 % de la forêt entourant les sources de la rivière Xingu ont été dévastés par l'agro-industrie. Le départ des Cubains du programme et la coupure de fonds du gouvernement fédéral du Secrétariat spécial pour la santé des indigènes en 2019 ont laissé les peuples autochtones sans défense.

La 1^{re} rencontre des femmes Xingu, en mai 2019, a rassemblé les mouvements dont vous êtes toutes les deux militantes, vous luttez contre les menaces du gouvernement brésilien actuel votre slogan.

« Marcher avec les hommes, avoir une voix et revendiquer nos droits »

Venant de villages disséminés dans le parc national de Xingu, 190 femmes de 16 groupes ethniques différents se sont réunies pour décider comment défendre leur forêt. Vous entretenez la culture indigène et vous demandez la protection du territoire contre les invasions des mineurs et des bûcherons. Responsables du maintien de vos cultures et de vos traditions, vous exigez la démarcation de vos réserves ainsi que le fait qu'une politique anti-autochtone du gouvernement actuel ne soit plus contractée par les propriétaires fonciers.

Vous avez, pour ce faire, rencontré et confronté les représentants du Sénat et de la Chambre des députés et exigé le retour de l'agence des affaires autochtones au Ministère de la Justice.

Pendant cinq jours, vous avez discuté des stratégies de protection de la forêt et de la rareté des ressources sanitaires, des revendications et des élus du peuple du territoire Xingu à Brasilia. Vous avez également mis en avant l'urgence pour davantage de femmes d'apprendre le portugais (une connaissance réservée aux hommes) ainsi que votre indépendance financière.

Après cette mobilisation nationale, vous comptez continuer votre combat et trouver des moyens pour que les femmes puissent trouver une place dans les espaces de pouvoir avec les hommes.

Depuis 2014, les communautés souffrent d'une production réduite dans les champs de manioc, qui est avec le poisson la principale source de nourriture.

Parmi les diverses raisons de cette baisse, on compte les pluies retardées en raison du changement climatique dans les champs. Le Brésil compte actuellement 225 peuples autochtones.



Redécouvrir les chemins...

Dans les chaos de la société contemporaine et la violation croissante de la nature, les femmes Xingu ont quelque chose de simple à nous apprendre à travers vos voix. Vous dites :

Ce prix de la voix des sans voix veut donc renforcer le message que vous portez toutes les deux. C'est donc avec une immense joie que je vous remets ce prix.

Nous faisons partie de la nature, c'est elle qui nous fournit tout. Il n'y a pas de développement plus important que l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et la nourriture saine que nous mangeons. Pour cela, nous avons besoin de la forêt sur pied. Nous ne sommes pas ici pour rivaliser avec les hommes, mais pour unir nos forces pour améliorer la vie de notre peuple. Ce dont nous avons besoin, c'est de plus d'espace pour que les femmes puissent parler de leurs problèmes et de leurs idées, en respectant leur rythme et leur façon de penser, toutes les deux, vous représentez l'espoir des tribus...

Christiane De Wan

Programme

Expositions Regards Pluri 'elles CEC Collectif des femmes

Ateliers textiles et Ateliers Arts visuels : Résiliences de la terre

Modératrice : Mme Charline CAUCHIE, journaliste à la RTBF

Allocution de bienvenue

Mme Christiane DE WAN, responsable du Collectif des femmes

Présentation de la journée

Mme Bénédicte LINARD, Vice-Présidente et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes à la Fédération Wallonie-Bruxelles

Introduction

M. Philippe HENRY, Vice-Président et ministre du Climat, de l'Énergie et de la mobilité

Mme Thérèse LEGROS, collaboratrice de Mme Christie MORREALE, Vice-Présidente du gouvernement wallon et ministre de l'Emploi, de l'Action sociale, de la Santé et de l'Égalité des Chances

1^{er} panel : Les femmes victimes et actrices du changement climatique

Animatrice : Mme Charline CAUCHIE, journaliste à la RTBF

Les intervenant(e)s

- Mme Saskia BRICMONT, députée européenne
- Mlles Anuna DE WEVER et Adélaïde CHARLIER, Youth for climate
- Mme Yawalapiti WATATAKALU, est une militante autochtone de la tribu des Guajajara au Brésil œuvrant pour la protection de l'environnement.
- Mme Francia MARQUEZ, militante et leader afro-colombienne, lauréate du prix Goldman pour l'environnement en 2018
- Mme Sabine MEUNIER, Famille Zéro déchet
- Mme Hindou GUMAROU IBRAHIM, coordinatrice de l'Association des Femmes Peuples autochtones du Tchad
- M. Donatien KALOMBO KAMUTANDA, professeur à l'Université de Lubumbashi. Auteur « Évolution des éléments du climat en République Démocratique du Congo. Stratégies d'adaptation des communautés de base, face aux événements climatiques de plus en plus fréquents. »

Remise du Prix « La voix des sans voix »

Animation par les élèves de l'école Martin V

2^e panel : Genre et justice climatique

Animatrice : Mme Catarina LETOR, Journaliste à la LN24

- Mme Charlotte LUYCKX, Maison du développement durable, Ottignies-Louvain-la-Neuve
- Mme Rebecca THISSEN, chargée de recherche en justice climatique – CNCD 11.11.11
- Mme Yveline NICOLAS, Adéquations, Plate&forme Genre et développement, France
- Mme Anne PÉLAGIE YOTCHOU TENDOUNG, CEFAP Ladies Circle (Cameroun), Genre en Action, enjeux de genre dans la répartition des ressources en milieu rural pour l'adaptation aux effets du dérèglement climatique au Cameroun
- Mme Mounia EL KOTNI, Woman4Climate
- Mme Lidia RODRIGUEZ PRIETO, chargée de Mission le monde selon les femmes
- Mme Laudine LAHAYE, chargée d'études Femmes Prévoyantes Socialistes

- Mme VANDANA SHIVA, dirige la Fondation de la recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles (Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy). Elle a reçu le prix Nobel alternatif en 1993.
- M. Théodore KAZADI MBUYI, Caritas Belgique, Kinshasa « *Changement climatique et résilience des ménages paysans : rôle et stratégies alternatives des femmes en RD Congo* »

3e panel : Changement climatique et menace de nouveaux conflits

Animatrice : Mme Françoise WALLEMACQ, journaliste à la RTBF

Les intervenant(e)s

- M. Jean-Pascal VAN YPERSELE, professeur à l'UCL et expert en climatologie.
- M. Edwin ZACCAÏ est professeur à l'Université libre de Bruxelles, où il dirige le Centre d'études du développement durable (Faculté de sciences, Institut de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire). Il a également enseigné à Sciences Po Paris.
- M. François GEMENNE, politologue à Université de Liège «Migrations environnementales»
- M. Henry PANHUYS, socioéconomiste, expert consultant du développement et coordinateur de projets d'organismes nationaux et internationaux. Chercheur indépendant altermondialiste, directeur de Collection aux Éditions L'Harmattan. « Changement climatique et conflits sociétaux »
- M. Daouda DIOP, Hommes pour la Promotion et la Défense des Droits des femmes et des filles (Sénégal) réseau égalité femmes-hommes de l'OIF, Genre en action : Autonomisation des femmes rurales et gestion des enjeux climatiques en milieux côtiers au Sénégal
- M. Ben CRAMER, professeur de Géopolitique à l'Université de Paris et chercheur associé au Groupe de Recherche et d'Information sur la paix et la sécurité dans le monde (GRIP). Thème de recherche : « Environnement, Changement climatique et enjeux de sécurité. »
- Mme Vidalina MORALES EL SALVADOR, Femmes face à l'extractivisme, 1er pays du monde à interdire l'industrie minière métallique. Comité pour les droits humains en Amérique latine
- Mme Pascale D'ERM, journaliste et auteure spécialisée dans les questions de nature et d'environnement – France 3 Ouest et Ushuaia TV
- Mme Juliette BOULET, porte-parole et experte sur le climat, Greenpeace Belgique

Conclusion : Mme Marthe NYSSSENS, protectrice Transition et société, UCL

✓ Table ronde

Les femmes migrantes et leur accès à la justice pendant la pandémie de COVID-19

Avec la participation de Mme Sarah Schlitz - secrétaire d'État à l'Égalité des genres, l'Égalité des chances et à la Diversité, Mme Saskia Bricmont - députée européenne Green, Mme Hélène Ryckmans - sénatrice des entités fédérées (Parlement de la Communauté française), Mme Joëlle Kapompole - parlementaire PS, Province de Hainaut, circonscription de Mons, Mme Marie Nagy - députée Défi au Parlement régional bruxellois, M. Maurice Leveque - Chef de Corps de la police locale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, Mme Anne France Bourtembourg - psychologue (zone de police O-LLN, service local. Enquêtes et recherches/assistances policières aux victimes).

Quand les femmes se trouvent confrontées à des situations de violence, qu'elles soient institutionnelles, économiques, psychologiques ou domestiques, la justice et les ressources juridiques existantes peuvent leur offrir une issue pour se défendre. Malheureusement, la justice, comme système établi, considère rarement les contextes de migration et ne dispose pas toujours de procédures régulières pour défendre les plus démunis.

En partenariat avec Siempre et la Commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve a analysé les violences des femmes migrantes face à l'accès à la justice, sur la base de témoignages et des difficultés rencontrées dans l'accompagnement de ces dernières en tant qu'organisation de terrain. Il a été ensuite fait appel à des personnalités politiques, à la police et à des institutions publiques pour échanger sur les réalités que vivent les femmes migrantes et trouver des solutions.

Les migrant(e)s en situation irrégulière risquent davantage d'être victimes de discrimination et d'exploitation, car ils vivent et travaillent souvent dans l'ombre, craignent de se plaindre et sont souvent privé(e)s de leurs droits et libertés fondamentaux. Dans le processus de régularisation du séjour, nous constatons des abus et de fréquentes violations des droits humains. La situation des personnes en transit est d'autant plus difficile en temps de pandémie de COVID-19.

Des mesures concrètes aussi ont été annoncées notamment par Mme Sarah Schiltz. Il s'agit, entre autres, de donner une formation en première ligne dans le secteur de la justice et la police, de travailler avec les ministres de la Justice, de l'Intérieur et de la Santé afin de développer une approche globale des droits des femmes et des violences faites à leur rencontre. L'application beaucoup plus rigoureuse du « gender mainstreaming », qui permet de mieux monitorer les inégalités hommes-femmes, le fait de développer une approche intersectionnelle envers les femmes et de tenir compte des critères spécifiques de vulnérabilités doivent être prioritaires.

Ils ont aussi attiré l'attention sur le fait que la crise du COVID-19 a renforcé les inégalités sociales et économiques et ont souligné la situation des familles monoparentales dont 80 % sont des mamans solos et la moitié est en risque de pauvreté.



Regards Pluri'elles

Centre d'expression et de créativité
de la Communauté française

*« L'art est la réponse... Les solutions du monde passent aussi par l'art...
Pour faire appel non pas à la raison, mais à la poésie, à la non-logique.
L'art permet de faire partie du monde différemment...
Différents d'avant ? Exactement »*

Jean Boghossian

✓ **Le CEC... l'art, la créativité, l'intégration citoyenne**

L'art et la culture sont un droit fondamental, au même titre que la liberté d'expression, le droit de mourir dans la dignité, le droit de circuler ou la liberté individuelle.

Rien ne se passera comme prévu en 2020

« No culture... no future », scandent les artistes depuis des mois

L'année 2020 ne ressemble à aucune autre. Elle emporte dans son sillage de nombreux artistes qui ont marqué d'une empreinte éternelle leur discipline. Autant de femmes et d'hommes, de personnalités inspirantes à qui nous voulons rendre hommage.

Puissent-ils très vite remettre des couleurs dans nos existences et nous faire voir au-delà de l'horizon.

Sous le choc de la crise de COVID-19.

Ces derniers mois ont bousculé bien des métiers et ceux qui les exercent.

Face à la détresse de ceux qui n'en sortent plus, on est bien au-delà de la tristesse.

Des milliers d'artistes et de techniciens ignorent encore dans quelles conditions et à quelle date ils pourront reprendre leurs activités.

Pourtant, leur art est vivant parce qu'il se passe quelque chose dans l'ici et le maintenant, dans un temps réel, dans un espace partagé avec un public.

Le secteur culturel est à terre. L'artiste est, dès lors, devenu invisible.

Il n'y a pourtant plus que dans l'art que l'on peut être véritablement à la recherche de sens. Que l'on peut produire de l'irrévérence et cultiver le doute. Ou créer des histoires imaginaires pour mieux interroger le présent et augmenter notre conscience. Cela questionne notre condition humaine parce qu'il n'y a ni tabou ni interdit.

Être artiste, c'est faire de la résistance

« Accepter d'être le suivant de celui qu'on suivait », pour parler comme Jacques Brel

Au fil des droits des femmes

Atelier art et féminisme

Retisser des liens à travers des fils colorés.

Projet artistique participatif avec le monde selon les femmes.

Construire des utopies écoféministes devient une urgence. Il s'agit de dénoncer les logiques de domination similaires à l'encontre des femmes et de l'environnement et de proposer une autre façon de faire de la politique en transformant les liens subis entre les femmes et la nature en outil de lutte et d'émancipation en mobilisant les ressources politiques, culturelles et spirituelles.

L'écoféminisme se place dans le champ politique par l'utilisation d'actions directes et non violentes. Les écoféministes dénoncent le fait que les femmes sont considérées comme inférieures parce qu'assimilées à la nature, tandis que la désacralisation de la nature et son exploitation s'appuient sur la féminisation.

La broderie fait partie de l'histoire des femmes. Que ce soit en tant qu'un des rares loisirs des femmes cantonnées à l'intérieur de leur maison ou comme support d'apprentissage de l'alphabet, elle sert de moyen d'expression aux femmes depuis des générations. Ainsi, elle a une image, dans notre société patriarcale, d'artisanat un peu désuet et sans intérêt.

D'un point de vue sociologique, la broderie a un statut insignifiant et invisible dans l'ordre social comme celui des activités textiles artisanales, modelé par le fait que, d'un point de vue culturel, ces pratiques sont construites comme des activités féminisées

« Longtemps reléguée au rang de pratique occupationnelle, la broderie est de plus en plus plébiscitée par les artistes. Quittant son caractère décoratif, elle est qualifiée de subversive lorsqu'elle est mise au service d'un discours féminin dénonçant la domination masculine. La broderie subversive contemporaine se drape d'un pouvoir discursif et permet l'écriture d'une histoire des femmes par les femmes, de l'émergence d'un patrimoine, d'un discours œuvrant à la visibilité des femmes dans la société et les institutions. »

Exposition « Résilience de la Terre »

Ateliers textiles et arts visuels

La création artistique pour la justice sociale et l'environnement constituait le fil conducteur de l'exposition. Les différentes réalisations parlaient de droits humains, de vulnérabilité et d'exploitation des femmes de la terre, d'épuisement de la nature, des dérèglements climatiques, de la transition écologique.

Un message sur les enjeux écologiques et les droits des femmes.

À travers l'art et la créativité, nous avons représenté l'épuisement de la nature, l'exploitation des femmes, les dérèglements climatiques et la transition écologique.

Cette exposition a réuni différentes expressions graphiques et stylistiques, avec l'apport des organisations et artistes invités.

À travers différentes séances, les participantes ont développé leurs habiletés à travailler les différentes techniques simultanément et à approfondir leurs notions picturales par la superposition et l'intégration d'une grande variété de matériaux végétaux dans leurs compositions.

L'exposition fut un accrochage généreux réunissant plusieurs démarches qui se rencontraient de manière harmonieuse puisqu'elles se nourrissaient de références identiques.

Liberté égalité, fraternité : c'est vous, c'est eux, ce sont simplement des instantanés de vie

Dans nos ateliers, les artistes développent des langages plastiques avec des sensibilités différentes. Ils y expriment aussi dans leurs productions ce qui leur a manqué dans le quotidien pendant ce confinement. Ce fut un retour vers une nature où l'on peut respirer, vers quelque chose de plus humain, de moins angoissant pour retrouver ce sentiment de sérénité. Ils y commentent le comportement humain en société avec beaucoup de poésie.

Ados, arts plastiques, arts d'expression

Comment le lien se tisse-t-il entre les êtres ? Par des actes de dialogue, de création avec, dans le viseur, un résultat que l'animatrice concevait comme une performance. Crise planète monétaire oblige, ils ont trouvé l'endroit le plus juste pour donner vie à ce projet et la justesse était au rendez-vous avec ce que cet âge implique de doute et d'affirmation sans exclure les autres générations.

Ados d'aujourd'hui et d'hier, parents, enfants, grands-parents : chacun y a trouvé au fil de la déambulation à l'Aula Magna matière à réminiscence, voire à nostalgie, à projections et introspection.

Regarder avec les yeux de l'intérieur

C'est une porte qui s'ouvre et qui fait qu'où que l'on soit, on peut ressentir le monde avec les yeux du cœur et sentir ce qui nous relie. Quand les personnes peignent, il y a toujours quelqu'un pour partir avec l'une d'entre elles dans son propre voyage à son invitation. La peinture poétique sublime le réel. C'est un état d'esprit pour donner une autre qualité à la vie. Elle est comme un rapport au monde aspirant à quelque chose de beau, de plus haut. La spiritualité est poésie.

Stages pour les jeunes

Arts Crafts - Initiation à la peinture sur porcelaine

Acquérir ou approfondir les techniques de la peinture sur porcelaine en suivant un thème autour de la symbolique interculturelle et de la nature.

Certaines n'avaient jamais peint ni dessiné. Elles sont néanmoins parvenues à réaliser des merveilles, de simples assiettes sont devenues des bijoux polychromes.

Chacune d'entre elles a imprégné ses créations de formes dynamiques et inspirées.

Les participantes, latino-américaines, syriennes, palestiniennes et belges ont partagé cette belle aventure d'initiation à ce métier millénaire.

Certaines participantes accablées par le confinement et l'éloignement d'avec leurs familles y ont trouvé de grands moments de bonheur.

Forever Jeans!!! Forever Young! Forever Trendy!!!

Cette rencontre d'été fut très importante pour les jeunes de LLN. Un groupe d'adolescentes est parvenu à s'amuser dans la couture créative.

Elles ont pu décorer, personnaliser, broder et peindre de vieux jeans, vestes et pantalons. Les résultats ont dépassé leurs attentes.

Stage « Les Paysages confinés 2 »

La parole et la couleur dans le confinement.

Comment équilibrer distanciation sociale et solidarité en temps de crise ?

La situation des réfugiés est passée au second plan, à la suite de la pandémie. Les migrants continuent néanmoins à être entassés dans les structures d'accueil aux portes de l'Europe, qui connaît actuellement une crise aux proportions tragiques.

Les pratiques artistiques ont joué un rôle très positif chez ces femmes migrantes, en renforçant leur capacité à survivre physiquement, émotionnellement et spirituellement. L'activité artistique a pu les aider à gérer les stress psychologiques et émotionnels qui font partie de la vie dans un centre de réfugiés.

Ce stage s'appuiera principalement sur des techniques à l'eau rehaussées avec fusain et craies de couleur

Les stagiaires ont appris à dessiner un environnement simple, à partir d'une ligne d'horizon. Avec ces ateliers de prise de vues rapide à l'extérieur, nous avons cherché à établir un contact direct et réjouissant avec la nature et la couleur, dans un cadre enchanteur à l'extérieur.

✓ **Vers un revirement durable dans la sphère FASHION**

Upcycling... nos créations stylistiques

Innover en inscrivant chacun à sa manière dans le changement

La mode poursuit sa mue

La mode a toujours aimé les disruptions : c'est son essence. Mais elles prennent parfois du temps, car il est malaisé de faire muer une industrie qui emploie un milliard de personnes soit un sixième de la population mondiale, et qui a le déshonneur d'être l'un des acteurs les plus polluants et l'un des moins éthiques.

La production textile occupe, en effet, la sinistre deuxième place des industries les plus polluantes au monde. On produit trop, mal et de mauvaise qualité. On exploite des millions de travailleur(euse)s sous-payé(e)s à l'autre bout du monde pour exporter des tonnes de vêtements dans les pays dits « développés » jusqu'à saturation totale. Toutes ces réalités ont longtemps été occultées, mais les langues se délient depuis quelques années et l'information se propage abondamment dans la presse, mais aussi via les réseaux sociaux.

Chaque année, 980 000 tonnes de textiles sont recyclées dans le monde. Chaque seconde, l'équivalent d'un camion poubelle rempli de vêtements part à la décharge ou à l'incinérateur. Face à cela, certains créateurs fabriquent des vêtements à base de matières recyclées. Les femmes qui suivent nos ateliers sont attentives à l'environnement.

Le « slow fashion », la seconde main, le zéro déchet, l'antigaspi accélèrent les transformations en cours. Cette démarche de construction de valeurs est bien présente dans nos ateliers.

Passer d'une production linéaire à l'économie circulaire est nécessaire. L'Union européenne l'exige, mais notre planète et le territoire où nous vivons le demandent aussi. En ce qui concerne l'avenir, la crise que nous traversons apporte son lot de remises en question cruciales et de renouveaux salutaires.

Moins, mais mieux... privilégier la qualité et la responsabilité à l'immédiateté et au déchet.

Nos stylistes essaient de trouver de nouveaux territoires d'expression. Il s'agit d'arpenter le monde avec la narration singulière, l'imagination féconde et l'inventive création chargée de sens et de valeurs.

Soucieuses d'une planète ravagée, elles s'engagent à une création plus respectueuse de l'environnement, à réduire les chutes de tissus, à donner une seconde vie aux vêtements d'antan avec, chevillé au corps, le désir de ramener la magie et la créativité.

Toute une réflexion globale est en cours depuis quelques années. Il faut y voir une prise de conscience des limites de certaines politiques à l'aune des enjeux écologiques actuels.

Bien plus qu'un idéal : une façon de faire

Des techniques de construction et la beauté non conventionnelle des pièces classiques et intemporelles. Avec une majorité de tissus organiques recyclés ou issus de l'upcycling.

Les femmes dévoilent ainsi leur vision d'une garde-robe mixte upcyclée, éthique et multifonctionnelle, inspirée par cette locution latine, portée par Nietzsche, qui prône l'amour de la destinée, du devenir et du chaos que constitue parfois la réalité. Elles furent forcées de se réinventer en ces temps de distanciation sociale.

Dans cet atelier, on découvre, suspendues dans les airs, des silhouettes immaculées aux volumes d'une grande théâtralité nécessitant des heures de travail. Un véritable exploit.

Cela bouge enfin...

Le secteur a aussi été fragilisé par des scandales à répétition : promotion d'un seul standard de beauté inatteignable, appropriation culturelle, positionnements transphobes et grossophobes.

Nous espérons assister à un véritable changement de paradigme, même s'il prendra encore du temps. Il sera initié par le consommateur et ses exigences de transparence d'éthique et d'écologie. Les perspectives du côté de l'approvisionnement et de la production sont également réjouissantes. Stimulés par la forte augmentation de la demande, les fournisseurs textiles durables ne se sont jamais portés aussi bien, ce qui leur permet de proposer une variété plus grande et créative de tissus. Un exemple ? La culture bio est en plein essor. Nous espérons que d'autres systèmes efficaces vont être mis en œuvre pour stimuler une main-d'œuvre locale du tissu de plus en plus bio et des matières éco responsables.

L'émulation : les bonnes vibrations qui font naître des échanges

Chacune y apporte des éléments inspirants, en maîtrisant les contraires à contre-courant des modes et en luttant effrontément contre tout ce qui peut entraver le corps féminin contre le déséquilibre ingrat des lignes et pour une liberté faite de raffinement et de distinction.

Draquer des robes qui durent.

Un vêtement qui traverse le temps et ralentit cette course à la consommation. Il s'agit de prendre le temps de créer, d'admirer ce que l'on fait, de vouloir que les essentiels restent et d'ainsi respecter le tissu, la coupe, le corps, la femme, les fabricants.

Se nourrir de l'Orient... d'autres contrées du monde

Mélanger dans les créations, la poésie, la chaleur de l'Orient. Toutes leurs cultures se posent dans leurs créations en leur donnant une souplesse et une sensualité orientale, tout en préservant une structure et une rigueur citadine occidentale.

6. Perspectives 2021

« Ce que tu donnes t'appartient, ce que tu détiens est perdu »

Chota Roustaveli – poète géorgien

L'avenir, c'est maintenant.

À l'aube de 2021, les défis sont manifestes. La relance post-COVID-19 sera aussi un test pour les droits des femmes.

La Journée internationale des femmes aura une tonalité particulière, à plusieurs égards. Cette journée a été célébrée pour la première fois il y a exactement 110 ans. Plus d'un million de femmes et d'hommes avaient alors uni leurs forces et fait entendre leurs voix pour réclamer l'égalité en matière de droits.

Les aînés ont souffert en silence. Certains ont glissé dans l'au-delà, lassés d'une fin de vie sous pression. Les jeunes sont privés de leur jeunesse. Tout nous manque : les baisers, les touchers, les déjeuners, les dîners en famille, entre amis, les voyages, les projets.

Les grandes victimes de cette crise sont les personnes qui éprouvaient déjà des difficultés.

Nous ne sommes pas égaux devant la maladie, ceux qui vivent dans des conditions précaires éprouvent des difficultés plus grandes encore.

La solidarité nous aidera à surmonter cette crise... une occasion unique de repenser le monde

La décision nous appartient. Quelle incroyable liberté de choix !

« La reconstruction doit être sociale et écologique pour éviter une catastrophe qui pourrait être bien pire que l'actuelle »

Mohamed Yunus prix Nobel de la Paix 2006

Le monde d'avant le coronavirus se préparait à une avalanche de tragédies. La catastrophe climatique allait rendre la planète impropre à la vie humaine, le compte à rebours avait commencé. La pandémie a brutalement changé la donne et ouvre des horizons formidables, jusque-là insoupçonnés.

Pouvons-nous prendre toutes les directions ? Nous devons tout d'abord nous mettre d'accord sur l'économie à laquelle nous aspirons.

Quand l'être humain a la volonté d'accomplir quelque chose, il y parvient.

À l'humain, rien d'impossible.

Plus que jamais, cette crise sanitaire n'est pas que sanitaire. Elle est aussi sociale, culturelle, économique et profondément humaine.

La grande nouvelle de cette période : la crise du coronavirus nous ouvre aussi des horizons et la possibilité de faire table rase pour un vaste plan de reconstruction avec comme principe fondateur la conscience sociale et environnementale pour pilier central de toutes les décisions.

Une reconstruction. Une reconnaissance radicale du monde par des moyens inédits en fédérant tous les citoyens, en abolissant la division traditionnelle entre citoyens et pouvoirs publics.

En 2021... unir nos forces au service du bien commun...

L'humanité jouera-t-elle en équipe ? Il faut amorcer dès maintenant une reprise durable et fondée sur le bon sens.

Cette reprise doit aussi faire progresser l'égalité entre les sexes pour mieux préparer notre société de demain.

Face à la hausse des inégalités, au recul des droits fondamentaux, au commerce mondial organisé au détriment des pauvres, nous avons besoin d'un multilatéralisme ouvert réunissant les villes, les universités, les entreprises, les mouvements qui luttent pour l'égalité des personnes, le climat et la justice sociale.

Nous devons créer de nouvelles coalitions. Cela nécessite aussi de faire taire les armes et de défendre les droits fondamentaux.

Pour éviter de creuser les inégalités, il est impératif d'impliquer tous les acteurs de terrain.

« La lutte contre la pandémie occupera toute l'année et la crise climatique occupera toute la décennie. Nous devons faire face à deux épreuves critiques – la COVID-19 et le changement climatique – aggravées par une troisième : un contexte de fragilité et de fragmentation. Ériger la solidarité en intérêt commun nous aide à surmonter cette crise et à en sortir plus forts collectivement. »

Antonio Guterres - secrétaire général des Nations unies.

Misez sur l'altruisme

S'informer, militer où agir : les possibilités ne manquent pas

L'empathie envers autrui réduit fortement nos pulsions les plus nocives au bénéfice de l'harmonie sociale.

Misez sur votre capacité de changement.

« Concilier le pessimisme de l'esprit avec l'optimisme de la volonté », disait Gramsci.

Des raisons d'espérer et de se montrer à la hauteur de l'enjeu. Faire preuve de résilience, de patience et de civisme. Œuvrer avec efficacité et de concert avec tous les acteurs.

Essayons, ne serait-ce qu'un instant, de relever la tête.

Nous allons bientôt revivre, ivres de notre liberté retrouvée, et en profiter pour nous tourner vers les autres et retrouver notre humanité.

Ce dont nous avons besoin, c'est de solidarité et de confiance réciproque, mais aussi de mesures effectives qui respectent les droits démocratiques.

Il nous faut réinventer le monde sur de nouveaux critères comme l'altérité, la confiance. Passer d'une prise de conscience à une action concrète en faveur de la planète.

Nous devons aussi repenser l'éthique du travail, l'organisation de l'entreprise et les bases du contrat de confiance entre l'État et la société civile.

Construire en tenant compte de la puissance de la société civile dans l'organisation du monde globalisé.

Passer de citoyens consommateurs, à demain, des citoyens bâtisseurs, sinon il restera un futur incertain plus proche du monde d'hier que d'un lendemain enchanteur. Tout un programme...

Christiane De Wan

1. Actions sociales et politiques

8 mars 2021 dans un contexte COVID-19

La Journée mondiale de la femme de 2021 interviendra dans un contexte particulièrement difficile, suite à la pandémie de COVID-19 qui sévit depuis un peu plus d'un an. Cette pandémie a des répercussions négatives très importantes sur toutes les couches de la population, mais a affecté particulièrement les femmes. Nous ferons un rappel des régressions des droits sociaux des femmes comme conséquence de la pandémie. Il sera suivi par des recommandations du Collectif des femmes sous la forme de revendications.

I. Régressions des droits des femmes suite à la pandémie

La crise sanitaire internationale que nous traversons a des répercussions humaines, sociales, économiques, etc. Les droits des femmes s'en trouvent profondément impactés de manière négative. Pour le cas de la Belgique, le Collectif des femmes fait les constats suivants :

I.1 Régression dans l'accès aux besoins de base :

Des nombreuses femmes ont de plus en plus difficile à nourrir leurs familles, particulièrement les femmes chefs de ménages (familles monoparentales). Le Collectif des femmes a constaté plus de demandes de colis alimentaires pour ces familles.

L'accès au logement est devenu également très difficile, notamment parce que la pandémie a affecté durement les revenus des femmes : la plupart d'entre elles travaillent dans des métiers précaires ou à temps partiel et ont été envoyées au chômage, où les revenus de remplacement sont très faibles.

Selon le rapport de ONU-Femmes 2020, 47 millions de filles et femmes entreront dans la pauvreté (et y sont donc entrées !) suite à la pandémie. Cette tendance est confirmée par le rapport sur la pauvreté en Wallonie qui montre que la pandémie a sérieusement paupérisé les femmes.

I.2 Multiplication des violences contre les femmes et des violences intrafamiliales :

Plusieurs rapports ont montré que les violences sexuelles et sexistes se sont multipliées et ont pris des formes particulièrement atroces, les femmes étant enfermées avec leurs conjoints violents suite aux confinements. Les cas de féminicide se sont également multipliés, notamment en Belgique. En matière de garde d'enfants, les femmes sont souvent obligées d'accepter la garde alternée, même si le conjoint est violent ou présente des addictions (alcool, drogues). Pendant cette crise, certains enfants abusés et/ou violentés se sont même retrouvés avec des auteurs d'abus.

I.3 Fracture numérique entraînant la « précarité numérique »

Alors que beaucoup des femmes n'ont pas accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, la pandémie a contraint la plupart des services publics à ne plus être accessibles qu'en ligne. Par ailleurs, les cours à distance pour les enfants amplifient les difficultés pour les femmes, particulièrement celles des familles monoparentales, mais aussi d'origine étrangère.

Elles sont non seulement exclues de l'accès à des services indispensables, mais s'exposent aussi au risque de décrochage pour leurs enfants (manque d'équipements informatiques, manque de connaissances suffisantes pour utiliser ce matériel).

I.4 La « précarité menstruelle »

Avec l'augmentation de la pauvreté, le Collectif des femmes reçoit de plus en plus de femmes qui n'ont pas accès aux serviettes hygiéniques, ce qui les expose à des infections urinaires et à autres maladies spécifiques.

I.5 Blocages face à l'IVG

Plusieurs pays continuent à se prononcer contre le droit à l'avortement (États-Unis, Brésil, Égypte...). La situation n'est pas très différente en Belgique, où l'Accord du Gouvernement actuel a remis à plus tard le vote de la loi dépénalisant l'IVG jusqu'à 14 semaines, ce qui est une violation grave des droits de la femme à disposer de son corps et une culpabilisation des femmes qui sollicitent l'avortement. L'IVG n'a, en outre, pas été considérée comme une urgence sanitaire pendant la période de COVID-19. Les femmes qui doivent la pratiquer éprouvent donc d'énormes difficultés, a fortiori parce qu'il est également plus compliqué de traverser les frontières pour la pratiquer dans des pays qui l'autorisent (Pays-Bas...)

II. Revendications

Le Collectif des femmes formule les revendications suivantes :

1. La revalorisation des salaires des femmes en tenant compte de leurs contraintes.
La crise liée à la pandémie a rendu visible l'importance du travail du « care » de reproduction sociale (éducation aux enfants, soins aux autres, tâches ménagères, etc.) Ce sont des métiers sous-évalués socialement et économiquement. Nous demandons une revalorisation du salaire minimum à 14 € par heure.
2. Revalorisation de la pension des femmes, en tenant compte du fait que tout au long de leurs vies, elles ont travaillé moins d'heures parce qu'elles devaient en même temps s'occuper du travail de ménage. La pension moyenne des femmes est de 810 €, celle des hommes est de 1245 €. Plus de la moitié des femmes touchent moins de 1000 € par mois, conséquence logique des inégalités des salaires.
3. Revalorisation salariale et sociale des métiers du « care » (aides-soignants, infirmiers, gardiennes d'enfants) par de meilleurs salaires, tout en favorisant des horaires de travail compatibles avec les contraintes familiales des femmes, particulièrement celles qui vivent seules avec des enfants.
4. Une justice plus accessible à toutes les femmes et moins tolérante à l'égard des violences contre les femmes et des féminicides. Il faudra également vulgariser la Convention d'Istanbul pour qu'elle soit connue de toutes les femmes et l'appliquer systématiquement en Belgique pour mieux protéger les femmes contre les violences.
5. Promouvoir le droit des femmes à disposer de leurs corps, leur sexualité, la maternité, l'accès aux contraceptions, l'IVG, etc. Il est important que l'IVG soit considérée comme une urgence médicale, même en période de pandémie.
6. Reconnaissance institutionnelle du travail des femmes sans-papiers pour l'obtention des papiers qui leur donnera accès à la protection. Les femmes immigrées ont peur de quitter leurs maris violents pour ne pas perdre leur séjour et être expulsées. Il est important de les régulariser, car elles cumulent les discriminations en tant que femmes, sans-papiers, racisées, et pauvres.
7. Introduire les cyber-violences dans la loi.

2. Colloque international

Crise et récession des droits sociaux, changer d'ère : les femmes se mobilisent

Que ce soit au Nord ou Sud, les femmes ont toujours joué un rôle indéniable dans le bien-être de leurs ménages et de la société en général.

Pourtant, de nombreux obstacles jonchent encore la voie qui les sépare de la pleine jouissance de tous leurs droits sociaux, économiques, et politiques. Elles sont sous-représentées dans les emplois à temps plein. Leur participation politique reste plus faible que celle des hommes, pour le même niveau d'éducation et d'expérience. Les différentiels de salaires entre sexes restent en leur défaveur, etc.

Dans les pays du Sud, les discriminations sont encore plus criantes à tous les niveaux. À ces discriminations, il faut ajouter les violences de toutes sortes, orientées sur la femme : violences physiques, psychologiques, financières, sexuelles, harcèlement moral et sexuel au travail. Autant de phénomènes amplifiés par les conflits armés, pour les minorités immigrées, des discriminations liées au racisme, etc. Tous ces problèmes ont été accentués par la terrible pandémie de COVID-19.

Les violences conjugales ont sensiblement augmenté. Avec le confinement, les femmes victimes se sont retrouvées enfermées avec leurs agresseurs. Dans les pays en développement, le confinement rend impossible l'exercice des activités génératrices de revenus. Même en Occident, les femmes ont été les plus touchées par la COVID-19.

Des associations veillant sur les droits des femmes pointent, par exemple, la « précarité numérique¹ » aggravée par les confinements (due aux inégalités d'accès aux NTIC, aux orientations scolaires, à la féminisation de la pauvreté et à la combinaison de tous ces éléments pour les femmes migrantes !).

Dans certains pays comme les États-Unis (et même en Belgique), les IVG sont reléguées au dernier plan et la fermeture des frontières européennes empêche les femmes belges d'aller les pratiquer aux Pays-Bas.

Le télétravail, la garde des enfants, le ménage, parfois dans un logement précaire, sans compter les violences domestiques, conjugales, à l'égard des enfants rendent encore plus pénible la situation de ces femmes.

Un nombre important de femmes investies dans des professions de service (médecins, infirmières, aides-soignantes, techniciennes de surfaces, éducatrices, caissières ou réassortisseuses dans les grandes surfaces...) ont été obligées de travailler dans de conditions précaires et insécurisantes pendant la crise pour conserver leur emploi. Certaines d'entre elles ont été harcelées afin qu'elles changent de domicile.

Les colloques organisés chaque année par le Collectif des femmes constituent un renouvellement continu du combat contre la régression des droits sociaux à tous les niveaux.

La pandémie de COVID-19 qui déstabilise le monde entier depuis maintenant une année rend ce colloque encore plus pertinent. D'une part, à cause de l'impact qu'elle a eu en amplifiant la récession des droits sociaux, qui étaient déjà mis en mal avant la COVID-19, particulièrement pour les couches vulnérables (les femmes et particulièrement celles

vivant seules ou celles qui sont à la tête des familles monoparentales, les minorités immigrées, les jeunes et adolescents, les personnes âgées...). D'autre part, en raison des changements civilisationnels qu'elle impose.

Les conséquences financières au niveau mondial viendront encore creuser l'écart entre les femmes et les hommes, les jeunes et les personnes âgées, en marginalisant davantage les personnes les plus vulnérables.

Objectifs

- Établir un bilan des réflexions sur l'impact de cette pandémie sur la régression des droits sociaux. Concrètement, quelles sont les politiques mondiales de la santé face à la COVID-19 ? Quelles sont les politiques sociales à mettre en œuvre et la place spécifique des femmes dans ces politiques ?
- Sensibiliser les institutions politiques afin de déployer des actions concrètes qui permettront de réduire toutes les inégalités. Le colloque sera structuré autour des trois panels suivants :
 - le premier panel pointera ces inégalités et la manière dont elles ont été amplifiées par la crise de la COVID-19 afin d'amorcer une discussion sur les actions à mener ;
 - le deuxième panel mettra en lumière les actions innovantes menées par les femmes, tant au Nord qu'au Sud, pour lutter contre la récession des droits sociaux ;
 - le troisième panel suggère un changement d'ère, en abordant les réponses des pouvoirs publics et de la société civile à travers le monde.
- Propulser un vrai changement pour rendre aux femmes la place qu'elles méritent dans notre société.

Un « changement d'ère » : un passage en force à l'ère où les inégalités que nous ne cessons de combattre se terminent enfin.



Colloque international

Lundi 4 mars 2022 – Aula Magna – Louvain-la-Neuve

**« Crise et récession des droits sociaux, changer d'ère :
les femmes se mobilisent »**



En mode : Alerte ! Expositions CEC Regards Pluri'elles Collectif des femmes

Modératrice : Charline CAUCHIE, journaliste à la RTBF

Présentation de la journée

Mme Bénédicte LINARD : Vice-Présidente et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Introduction

Mme Sarah SCHLITZ, Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, des chances et de la Diversité

1^{er} panel : Les inégalités sociales et de genre, aggravées par la crise

Animatrice : Mme Charline CHAUCHIE, journaliste à la RTBF

Les intervenants

- M. Olivier DE SCHUTTER, professeur de droit international à l'UCLouvain– rapporteur spécial des Nations unies pour l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et coprésident du Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables
- Mme Françoise TULKENS, professeure extraordinaire émérite à l'UCL et magistrate
- Mme Caroline PAUWELS, rectrice de la Vrije Universiteit – VUB et docteure honoris causa de l'ULB
- Mme Annemie SCHAUS, rectrice de l'Université Libre de Bruxelles
- Mmes Eléonore STULTJENS et Florence VIERENDEEL, chargées d'études, Femmes Prévoyantes Socialistes
- Mme Emily BRUNE, représentante de Rosa International ASBL « Résistance contre l'oppression, le sexisme et l'austérité »
- Mme Domitille NDUWIMANA, animatrice au Collectif des femmes
- Mme Nadia ESSOUAYAH, assistante sociale, Maison des parents solos de Bruxelles

Vidéo : L'impact du COVID-19... des femmes invisibles.

Débat : questions-réponses

Remise du Prix « La voix des sans voix » au Collectif interdisciplinaire des femmes, Las Tesis, du Chili

Danse de la chanson « Un violador en tu camino » en français « Le violeur, c'est toi ! » par le Collectif interdisciplinaire des femmes, Las Tesis, du Chili

Animation par les élèves de l'école Martin V : Dessiner l'avenir

2^e panel : Rupture idéologique : idée innovante et disparité entre le Nord et le Sud

Animatrice : Françoise WALLEMACQ, journaliste à la RTBF

Les intervenants

- Mme Sonia GUAJAJARA, militante autochtone de la tribu des Guajajara au Brésil
- Mme Aurelie LEROY, historienne, chargée d'étude au CETRI
- Mme Marie-Anne DELAHAUT, présidente-directrice générale de la Fondation Millennia2025 Femmes et Innovation
- Mme Maria Guadalupe RAMOS PONCE, avocate féministe, militante pour les droits des femmes au Mexique
- Mme Isabelle PONET, responsable du Groupe « Sécu Solidaire », Liège. Association Solidaris Liège
- Mme Cecilia VELASQUE TIGES, militante pour les droits humains, sociaux et politiques. Coordinatrice nationale adjointe du parti politique des peuples autochtones de l'Équateur Pachakutik

- Mme Gorettie NDACAYISABA, secrétaire exécutive de l'Association Dushirehamwe, militante pour les droits des femmes au Burundi
- Mmes Dafne VALDÉS, Paula COMETA, Sibila SOTOMAYOR et Lea CÁCERES, responsables du Collectif interdisciplinaire des femmes, Las Tesis, du Chili. Créatrices de l'intervention intitulée "Le violeur, c'est toi !"

3e panel : Changer d'ère : réponses des pouvoirs publics et société civile

Introduction

Mme Christie MORREALE, Vice-Présidente du Gouvernement wallon, ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes

Animatrice : Catharina LETOR, journaliste présentatrice LN24

- M. Philippe HENSMANS, directeur Amnesty International Belgique
- Mme Christie MAHY, secrétaire générale politique au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté/ RWLP
- Mme Sarah FRÈRES, journaliste Imagine
- Mme Hafida BACHIR, conseillère politique auprès de la secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité
- Mme Claudine UWERA KANYAMANZA, secrétaire exécutive de la Commission nationale pour les enfants au Rwanda
- Mme Joëlle KAPOMPOLE, parlementaire PS– Le Parlement de Wallonie
- Mme Hélène RYCKMANS, députée au Parlement wallon et au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sénatrice d'État
- Mme Anne Sofie TIRMARCHE, conseillère en droit des femmes au Cabinet de la ministre Bénédicte Linard.
- Tamara CRUZ, coordinatrice en genre et migration pour Siempre Asbl

Débat de l'après-midi

Conclusion

Mme Christine MAHY, secrétaire générale et politique au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté/RWLP

3. Etudiant(e)s et population d'Ottignies-LLN : Plan d'action violence

#FolkloreComplice

#BalanceTonComitard

#LouvainLePorc

Violences, abus, agressions et harcèlements... Stop !

Suite à de nombreux cas dénoncés de violences, abus, agressions sexuelles et harcèlements de rue dans notre ville, le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve invite les étudiant(e)s à une réunion d'échanges afin de trouver des solutions ensemble.

Extrait du communiqué de presse

Le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve veut inviter les acteurs concernés contre les violences de genre, à se concerter sur un plan d'action immédiat !

À la suite des campagnes lancées début mars sur les réseaux sociaux #FolkloreComplice, #BalanceTonComitard et #LouvainLePorc qui dénoncent des abus, des violences, des harcèlements et des agressions sexuelles en milieu universitaire, le Collectif des femmes fait savoir que l'ampleur de ce problème de violence sexuelle touche toutes les femmes, particulièrement dans le milieu universitaire, et exige des mesures concertées, rapides et efficaces.

Le Collectif participe actuellement au groupe de travail de la Commune d'Ottignies-Louvain-La-Neuve.

Préparation d'une motion pour la prévention et la lutte contre la violence envers les femmes qui considère également la violence universitaire. Cette motion sera présentée au Collège communal, sensible à ce grave problème, pour son approbation en ce mois d'avril et comprendra des mesures concrètes de prévention et de lutte.

Le Collectif invite aussi à un travail coordonné entre tous les acteurs, l'université et les directeurs des établissements d'enseignement supérieur présents à O-LLN, la police, la commune, la société civile et les associations et groupements étudiants. Cette concertation aura pour mission d'écouter les dénonciations lancées sur les réseaux, de les analyser et de déterminer les mesures à prendre.

Dans un communiqué récent, Sarah Schlitz, secrétaire d'État à l'Égalité des Genres, à l'Égalité des Chances et à la Diversité soutient totalement ce mouvement étudiant de dénonciation et annonce sa volonté de rencontrer prochainement des collectifs d'étudiantes et des acteurs concernés. Le Collectif est prêt à être un acteur proactif afin d'obtenir des résultats concrets.

Selon une étude de l'Université de Liège menée en 2019, plus d'une étudiante sur cinq a été confrontée à une tentative de viol durant ses études, au moins 6 % des étudiantes ont été victimes de viol et plus de la moitié d'entre elles a déjà subi une agression sexuelle dont l'auteur était connu dans 84 % des cas.

Par ailleurs, selon PlanInternational.be, 91 % des filles belges âgées de 15 à 24 ans ont déjà été victimes de harcèlement sexuel et un tiers des femmes qui ont été reçues dans les Centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) en Belgique, avaient entre 18 et 25 ans. Elles représentent le groupe majoritaire.

Sarah Schlitz, secrétaire d'État à l'Égalité des Genres, à l'Égalité des Chances et à la Diversité : « Que l'on aime ou pas ce type de folklore étudiant il est nécessaire d'y introduire la notion de consentement et d'y dénoncer le harcèlement et les agressions sexistes et sexuelles. Les jeunes doivent pouvoir faire la fête dans un climat bienveillant, les soirées n'en seront que plus belles pour toutes et tous. Lorsque j'étais moi-même aux études, j'appréciais ces moments de guindaille, mais je me souviens aussi des dérives dans les cercles, les comités de baptême, dont il était très difficile de parler et à propos desquels les victimes n'étaient que trop rarement crues. Je soutiens donc totalement ce mouvement qui dénonce des comportements inacceptables et trop longtemps tus. »

La lutte contre les violences sexuelles, dans tous les domaines, est un des axes du Plan d'action national 2021-2025, plus précisément au niveau de la prévention, de la protection des victimes et de la poursuite des auteurs. Ces mesures feront l'objet de discussion avec les ministres compétents au niveau fédéral ainsi qu'avec les communautés et les régions.

Sarah Schlitz : « *La situation sur les campus, particulièrement lors des guindailles, est en effet préoccupante et depuis longtemps. Tous les sites universitaires sont concernés et cette impunité a trop duré. Je me réjouis donc que la parole des étudiantes soit enfin entendue et elles sont pour moi un public prioritaire.* »

« *L'UCLouvain prend très au sérieux tous les faits graves d'agression sexuelle qui y sont rapportés. L'université salue le courage de toutes les personnes qui ont pris l'initiative de témoigner; elle les remercie surtout d'avoir eu la force d'ainsi l'interpeller et lui demander d'agir et de réagir. L'UCLouvain rappelle qu'elle condamne fermement toute forme de violence. L'université promeut un environnement de travail, d'études et de vie dans lequel chaque membre de la communauté universitaire - et toute personne qui est à son contact - se sente respectée, égale, libre et en sécurité.*

Ces nouveaux faits qui sont portés à sa connaissance incitent l'UCLouvain à rappeler le dispositif 'Together'. Grâce à lui, toute personne victime ou témoin de violences sexuelles peut faire appel aux ressources proposées par ce dispositif, notamment en déposant un signalement via l'adresse together@uclouvain.be. Il permet à chaque personne d'être accueillie, en toute confidentialité, écoutée et informée sur les possibilités d'actions qui existent. »

4. Participation au projet de motion relative à la prévention et à la lutte contre les violences faites aux femmes de la commune proposée au vote du conseil communal d'avril 2021

- *Faire de la lutte contre les violences faites aux femmes, y compris les violences conjugales et le harcèlement dans l'espace public à l'égard des femmes, une priorité tant pour la commune et le CPAS que pour la police.*
- *Mise sur pied d'un groupe de travail, composé à parts égales d'élue(s) (de la majorité et de l'opposition), de représentant(e)s de la société civile incluant les ASBL déjà engagées sur la commune ainsi qu'à l'université, sur la question de la lutte contre les violences faites aux femmes, dont la mission principale sera de proposer l'opérationnalisation au niveau local de la Convention d'Istanbul.*
- *Charger ce groupe de travail de présenter au conseil communal, dans les six mois après l'adoption de la présente motion, de premières actions concrètes et mesurables en matière de lutte contre les violences faites aux femmes.*
- *Développer en 2021 un plan de prévention et d'action de la police contre les violences faites aux femmes et le harcèlement de rue, comprenant notamment : l'organisation de marches exploratoires pour relever les zones dans l'espace public où les femmes se sentent en insécurité ; (l'approfondissement de) la formation de l'ensemble des agent(e)s de police et du personnel de l'administration de la ville visant à un accueil de qualité des femmes victimes de violence et de harcèlement, et une prise en charge adéquate des victimes de violences conjugales, familiales ou sexuelles ; l'usage de toutes les possibilités d'intervention et de protection des victimes à la disposition de la police, y compris l'interdiction temporaire de résidence.*
- *Soutenir les associations actives dans la lutte contre les violences faites aux femmes, et développer toute initiative de la commune, du CPAS et de la police en étroite collaboration avec celles-ci.*
- *Matérialiser ces priorités dans la prochaine modification budgétaire des budgets de la commune, du CPAS et de la police.*
- *Transmettre la présente motion au chef de zone.*

5. Un soutien supplémentaire pour notre service spécialisé d'accueil des femmes victimes de violence à cause de la crise de la COVID-19

Une convention avec l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Mesures financières supplémentaires pour les services spécialisés d'accueil des femmes victimes de violence à cause de la crise de COVID-19

En octobre 2020, le gouvernement fédéral a confié à la Task Force Groupes vulnérables la mission de dresser un aperçu de l'impact des mesures relatives à la COVID-19 sur les personnes vulnérables. Sur le terrain, il a été constaté que le nombre de femmes qui sont victimes de violence entre partenaires et intrafamiliale durant cette période de COVID-19 est en forte augmentation. Les centres d'accueil ont plus de difficultés à garantir un service de qualité avec les moyens disponibles dans le contexte sanitaire actuel.

La secrétaire d'État en charge de l'Égalité des genres, de l'Égalité des chances et de la Diversité, madame Sarah Schlitz, a décidé, après concertation avec les entités fédérées (Région wallonne, Région de Bruxelles-Capitale, Communauté flamande) de soutenir les centres d'accueil en leur octroyant une subvention ponctuelle. Cette subvention sera utilisée pour répondre à la demande croissante d'accompagnement social et juridique pour les femmes victimes de violence. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes rédigera une convention qui reprendra les modalités concrètes.

Nous allons pouvoir engager un psychologue supplémentaire et élargir nos permanences juridiques.

6. Travail de sensibilisation... Lutter contre les préjugés et les stéréotypes

Ces 10 dernières années, la discrimination et la violence à l'égard des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) on atteint un niveau sans précédent dans plusieurs pays, dont l'Afrique subsaharienne.

« Trente et un États d'Afrique subsaharienne érigent encore en infraction les relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe »

« Les personnes LGBTI sont harcelées, persécutées et dénigrées. Elles sont expulsées de force de leur logement en raison de leur identité, exclues des églises et des écoles. Des lois visant à introduire ou à durcir des sanctions condamnant les relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe sont adoptées. Ces personnes sont arrêtées arbitrairement par la police et emprisonnées parce qu'elles sont soupçonnées d'avoir eu ce type de relation, ou pour leur identité. Elles sont victimes de torture et d'autres mauvais traitements pendant leur maintien en détention, soumises à des examens rectaux forcés sur ordre judiciaire. Elles sont la cible de meurtres, de viols, de passages à tabac ou encore d'attaques à l'arme blanche, et sont visées par des accusations de pédophilie, de « recruter » des enfants et de sorcellerie. Parfois reniées par leur propre famille, elles sont publiquement dénigrées par des responsables et des partis politiques et des chefs religieux leur imputant la responsabilité des maux de la société. Et cette liste n'est pas exhaustive. »

Rapport Amnesty International

Oser parler

Croiser des questions sur l'orientation sexuelle, les identités de genre et de culture

C'est aussi entendre les LGBTI victimes de stigmatisation plurielles : homophobie racisme, islamophobie. Dans de nombreuses cultures et religions, l'homosexualité demeure un sujet condamné ou tabou. Certains pratiquent l'ostracisme notamment pour ne pas aller en enfer. Outre le fait d'avoir cumulé plusieurs formes de stigmatisation (péché, maladie, crime), les gays et les lesbiennes subissent des discriminations d'une manière particulièrement insidieuse.

L'autre est alors désigné comme contraire, inférieur ou anormal de façon arbitraire. Une première forme de violence se caractérise par le sentiment de peur, de dégoût, de répulsion.

Double mépris

La lesbophobie constitue une spécificité au sein d'une autre. La lesbienne souffre, en effet, d'une violence particulière caractérisée par le double mépris du fait d'être femme et homosexuelle. Elle porte la discrimination portée sur le genre et sur la sexualité. Elle subit encore plus d'agressions physiques que les hommes. Ces femmes sont très souvent violées avec comme idée de les guérir. C'est récurrent dans les récits.

L'éducation sexuelle et affective de ces personnes se fait dans la clandestinité, les références littéraires, cinématographiques et culturelles sont presque inexistantes. Face à un tel manque de références culturelles, la détresse dans laquelle se trouvent ces personnes semble évidente, a fortiori pendant l'adolescence.

La prévention : développer l'éducation au développement de l'homme. Les comportements homophobes sont prohibés, mais au-delà de la répression, il est surtout nécessaire de développer des politiques publiques préventives.

C'est ainsi que nous allons élaborer un programme qui va s'attaquer aux préjugés et aux stéréotypes homophobes.

Cette entreprise éducative va commencer par dénoncer l'ensemble des codes culturels qui renforcent les discriminations. Nous allons nous adresser aux familles via une conférence en ligne. L'école a aussi un rôle capital à jouer dans le combat contre l'intolérance. Mieux intégrer l'idée de la diversité sexuelle doit faire partie de la formation des professeurs, mais aussi des policiers, des médecins, des juges, des psychologues.

Être confronté(e) la dysphasie de genre

« On ne sait pas à quoi est due la dysphasie de genre, mais on sait à quoi elle n'est pas due. »

Pédopsychiatre de l'hôpital Debré

Un plaidoyer pour la tolérance, l'amour, le respect de l'altérité dans sa plus grande pluralité.

La voix à plusieurs transgenres : une démarche politique, militante dans l'exploration du genre.

Nous devons parler de transidentité sur le fait d'accepter l'autre. C'est un sujet de société majeur, aujourd'hui. Un sujet délicat qui demande beaucoup de précision, mais aussi d'empathie.

Une ode lumineuse à la liberté d'être soi. Accompagner vers la transition, pas à pas. Il y a des moments, mais il y a de la douceur, de la sagesse, de la réunion familiale parfois...

Ces personnes passent par des séismes qui façonnent les années de métamorphose, d'émoi, de rejet, de grands doutes et de petites euphories.

Et même si elles réussissent à vaincre le poids du conformisme et la pression des autres, elles risquent de la voir s'infiltrer dans leur vie au moment où elles s'y attendent le moins. Il faut donc qu'elle se prépare à y faire face avec sérénité et, quand il le faut, avec combativité. Ces personnes sont davantage sujettes à la dépression, à l'anxiété et à l'angoisse. Les taux de suicide sont plus élevés chez ces personnes que dans la population hétérosexuelle, tout particulièrement chez les femmes.

Certain(e)s homosexuel(le)s subissent des stigmatisations plurielles liées non seulement à l'orientation sexuelle, mais aussi à l'origine, à la religion ou au genre.

Les migrant(e)s sont confronté(e)s à un cumul de problèmes spécifiques liés, par exemple, aux papiers, au racisme, à la discrimination, à l'emploi et au logement, à l'islamophobie auxquels s'ajoute l'homophobie.

Depuis deux ans, le nombre de personnes en demande d'asile pour orientation sexuelle qui nous sollicitent augmente.

Elles nous sollicitent parfois à partir de leur centre d'hébergement. Elles y sont vulnérables, car elles sont regroupées en chambrettes. Elles risquent, de ce fait, de revivre ici ce qui les a précisément poussées à fuir leur pays. Elles doivent à nouveau se taire.

Récits d'exil

Un lieu où les personnes trouvent informations et réconfort, où l'on accompagne pour étayer un dossier sur le témoignage intime.

Ces demandeurs d'asile viennent généralement de pays où ils ont entendu depuis tout petit que ce n'était pas bien, sale, contraire à la culture, à la religion.

Dans certains pays africains, tout le quartier est ameuté lorsque quelqu'un est démasqué pour son homosexualité. S'ensuit alors la bastonnade, voire le lynchage.

Travail de sensibilisation : prendre fermement position contre les violations des droits de l'homme, des personnes LGBTI et promouvoir le respect vis-à-vis des questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre.

Les personnes LGBTI rencontrent aussi des problèmes pour accéder aux soins en raison de la méfiance entre patients et médecins, des opinions négatives du personnel médical et d'une conception dépassée de l'homosexualité et de la transidentité. Certains manuels officiels traitent de l'homosexualité comme d'une maladie, ce qui est contraire aux classifications médicales internationales. Quant au transsexualisme, il est toujours considéré comme une maladie mentale.

Vie privée : reconnaissance du genre et vie de famille

Les personnes transgenres qui engagent une procédure de reconnaissance légale de leur genre se heurtent à de graves problèmes.

Dans au moins 10 États membres, aucune législation régissant cette reconnaissance n'a été relevée. Dans 13 autres États, bien qu'il n'existe aucune législation - ou seulement une législation partielle-, les personnes transgenres ont la possibilité de faire reconnaître légalement leur nouveau genre, soit par décision de justice, soit par voie administrative.

29 États membres imposent comme préalable à la reconnaissance légale du genre une opération chirurgicale conduisant à l'infertilité. 15 États membres exigent d'être non mariés ou divorcés, conduisant certains couples à perdre toute reconnaissance juridique de leur relation.

En Europe, les ressources médicales dédiées à la prise en charge de la conversion sexuelle sont inexistantes ou insuffisantes dans 13 États membres. La couverture de l'assurance santé pour les traitements de conversion sexuelle est problématique dans au moins 16 pays. Les autres états proposent un remboursement partiel ou total.

7. Exposition « En mode Alerte »

« Arts et régression des droits sociaux : les femmes se mobilisent »

Thématiques : Les droits des femmes en temps de crise sanitaire : précarisation et violence.

À travers des images iconiques des crises précédentes et des œuvres d'art, nous explorerons la crise actuelle. Pertes d'emplois, crédit, violence familiale, addictions et alcoolisme sont les premières conséquences de la COVID-19 qu'expriment les femmes qui viennent à nos ateliers. Nous travaillerons avec des techniques mixtes à travers des transparences et des superpositions favorisant la réalisation des volumes et des applications en trois dimensions.

Léonie Lauvaux

8. Ateliers expression pour la 10e Triennale d'Art contemporain LLN- Projet Triennale 2021

Projet participatif axé sur les différents vécus des périodes de confinement.

Avec des ateliers conçus comme un espace dédié à la parole et à la créativité des femmes, en collaboration avec le Centre culturel de Louvain-la-Neuve.

La prochaine triennale d'art contemporain qui sera organisée par le Centre culturel d'Ottignies-Louvain-la-Neuve sera placée sous le thème de la fluidité. Dans nos vies perpétuellement en mouvement, la fluidité est requise tant au niveau du monde du travail que des déplacements physiques, des relations sociales, professionnelles ou privées, réelles ou virtuelles.

Les périodes de confinement que nous connaissons actuellement ne font que renforcer ce sentiment d'inconstance et cette urgence de réadaptation constante. Comment dépasser l'état d'anxiété que suscitent les différentes formes de confinement, avec le sentiment de précarisation croissante des femmes ?

Dans ce cadre, la triennale s'associe au Collectif des femmes Ateliers Arts et à l'Atelier Graphoui par un atelier participatif. L'atelier sera un lieu d'expression artistique des paroles des femmes de toutes générations.

L'Atelier Graphoui et l'Atelier Arts alimenteront la production d'une œuvre commune qui sera exposée à l'automne 2021. Les ateliers auront lieu au Collectif des femmes et au Musée de Louvain-la-Neuve dans le respect des règles sanitaires.

Partenaires : les Ateliers Graphoui Bruxelles, Article 27 # Brux-Brabant Wallon, Centre culturel Ottignies LLN, Musée L de Louvain-la-Neuve, Fedasil Jodoigne.

9. Ateliers Arts Pluri'Elles aux assises : les écologies en dialogue

Des mobilisations plurielles à travers le monde sur des thèmes tels que :

L'Art au service d'une prise de conscience dans les urgences contemporaines, décoloniser l'écologie, l'écologie pluriverselle. Les regards sur la diversité des mouvements environnementaux et s'inspirer du Sud.

Partenaires : Comité de réflexion universitaire COMREF : Louvain Coopération UCL, Liège, Gembloux, Namur, Maison du DD, Oxfam magasins du monde, Collectif des femmes, CETRI Monde selon les Femmes, TEDX UC Louvain pour organisation Fair Talks, Festival Autrement

10. La maternité chez les femmes artistes

Qu'en est-il des artistes qui se définissent comme femmes, quand le « territoire personnel » se confond avec le terrain politique de l'affirmation de soi, dans un milieu de l'art fortement inégalitaire en termes de visibilité, de carrière comme de stéréotypes de genre ?

Si chaque femme à sa façon de vivre sa féminité, la grossesse et la maternité ont également une dimension culturelle. Ce sont ces deux événements qui assurent la pérennité d'une société et qui fondent la place de la femme dans une civilisation. La femme ne pouvant ou ne voulant assurer sa fonction reproductrice se retrouve dans une marginalité qui l'exclut plus ou moins de la société.

Comment peut être vécue la dualité mère/artiste ?

Nous analyserons les complexités et souffrances (physiques et morales) liées à la maternité dans la vie des grandes artistes : Paula Modersohn-Becker, Frida Khalo, Suzanne Valladon et Marina Abramović, pour qui la maternité a freiné la carrière.

7. Fonctionnement participatif

- ◆ Structuration interne
- ◆ Nos différents champs d'action



ABAH Meldi	ALVARADO Roxana	BAHLOUL Kssai
BOT ZAMAT Karima	BUGWANDA Déogratias	CICCARELLA Marie
CONTRERAS Alexandra	DATTOLI Pamela	DE DECKER Laetitia
DE GREEF Cathy	DESTATTE Virginie	DE VOGHEL Catherine
DE WAN Christiane	EGAS TORRES Amancay	ERMAN Malika
GAUTHIER Françoise	GILLET Martine	GIL VENTAYOL Elisabeth
GOETHALS Charlotte	GWIZABERA Charlotte	JARA Moises
KAMATARI Aline	KOTTONG Naèle	LAMBERT Marie
MAILLEUX Béatrice	MBODAH Léocadie	MEIJS Tiffany
METTE Sandrine	MUAMBA Placide	MUKARUTABANA Thérésie
MWANA NTEBA	NEEFFS Geneviève	SAID Amina
SALAME Hanoulia	TOUILLAX Anne	TSHIBAIE Véronique
UWIZEYE Lyse	VAN DE WEGHE Logan	YESRI Nabil

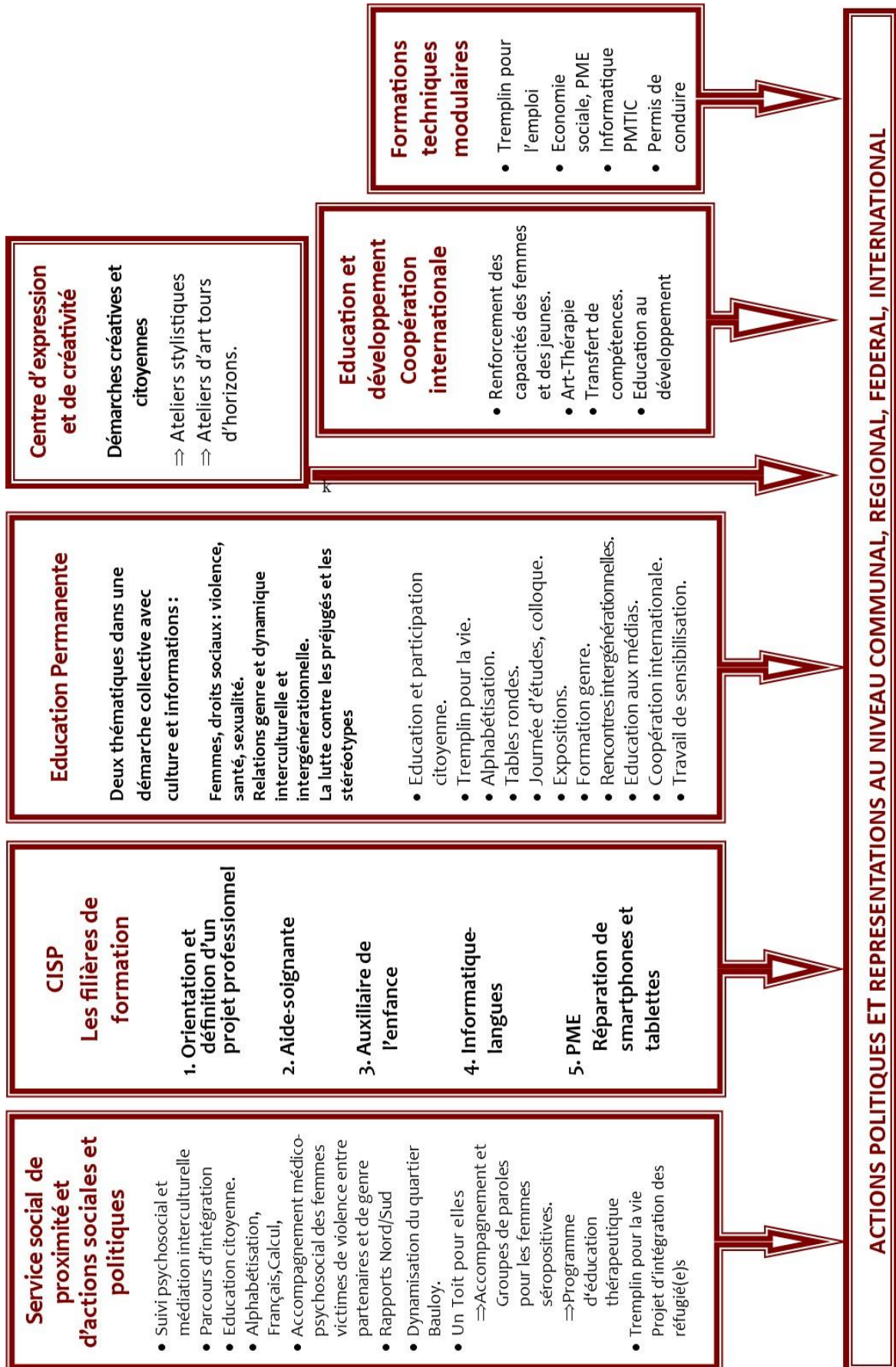
COMITE DE COORDINATION

AARAB Nohayla, ABAH Meldi, ALVARADO Roxana, BAHLOUL Kossai, BOT ZAMAT Karima, BUGANDWA Déogratias, BWABO Donatien, CICCARELLA Marie, CONTRERAS Alexandra, DATTOLI Pamela, DE DECKER Laetitia, DE GREEF Cathy, DESTATTE Virginie, DE VOGHEL Catherine, DE WAN Christiane, EGAS TORRES Amancay, ERMAN Malika, FAUCONNIER Laura, GAUTHIER Françoise, GILLET Martine, GOETHALS Charlotte, GWIZABERA Charlotte, JARA Moises, KAMATARI Aline, KOTTONG Naèle, LAMBERT Marie, MAILLEUX Béatrice, MBODAH Léocadie, MEIJS Tiffany, MUAMBA Placide, MUKARUTABANA Thérésie, MWANA NTEBA, NDUWIMANA Domitille, NEEFFS Geneviève, NTAWIGENGA Célestin, OUABAIDA Fatima, SAID Amina, SALAME Hanoulia, TSHIBAIE Véronique, UWIZEYE Lyse, VAN DE WEGHE Logan, YESRI Nabil

les stagiaires assistants sociaux, psychologues, éducateurs, sociologues, anthropologues, conseillers conjugaux, les bénévoles

SECTEURS ET SOUS-SECTEURS

Nos différents champs d'action



Conclusion

Des micro-solidarités nées pour durer pour une société plus juste et plus durable.

Alors que l'urgence sanitaire va probablement déboucher sur une crise économique et sociale, cette vague d'entraide adoucit dès à présent, pour certains, les inquiétudes qui pèsent sur l'avenir.

Les citoyens, les communes, les associations, les dispositifs d'aide ont pris des milliers d'initiatives pour tendre la main à ceux qui en avaient le plus besoin.

Autant de réponses créatives dopées à l'urgence qui prouvent qu'au possible, chacun est tenu.

La liste est tellement longue de tous ces projets qui ont vu le jour et qui ont amené les personnes à se parler, à bricoler des solutions et à les mettre en œuvre ensemble.

Prendre part à cet élan

Votre entraide citoyenne permettra de construire ces bases de solidarité qui permettent déjà d'amorcer un changement et d'appréhender d'une autre manière l'après. Nous ne savons pas comment cela évoluera, mais nous serons là.

Nous continuerons, avec vous, d'être des prêcheurs pour éveiller les consciences, pour bâtir une force qui conjugue écologie, économie, assistance aux personnes. L'essentiel, le plus urgent, réside dans le destin de la Terre et de ses habitants.

Je terminerai donc avec une pensée de Montaigne qui nous dirait : « Un, n'ayez pas peur et aimez la vie comme elle est. Deux, faites de la politique. Trois, n'oubliez pas les jeunes. »

Les jeunes, victimes d'un chômage qui s'envole, du remboursement à venir d'une dette abyssale, de la montée du populisme et des nationalistes, ainsi que du dérèglement climatique.

Il faut croire dans le progrès de nos relations humaines et le vouloir.

Ayons donc conscience que l'essentiel dépend de nous. Respectons les gestes barrières sans perdre pour autant l'amour de la vie.

Christiane DE WAN

Table des matières

1. Introduction	11
2020 Une année sous le signe du confinement.....	19
2. Objectifs et public.....	35
3. ASBL Collectif des Femmes	
✓ ..Membres du CA et de l'AG	49
✓ ..Organigramme	51
4. Un projet pilote	
Des idées novatrices de management	
✓ ..Un travail militant.....	59
✓ ..La charte d'entreprise.....	63
✓ ..Actrices/Acteurs de l'économie sociale.....	65
✓ ..Un outil d'émancipation : l'empowerment.....	69
✓ ..L'intersectionnalité	77
✓ ..Une nouvelle culture managériale	79
✓ ..De la nécessité d'une coordination intégrée et intégrante.....	83
5. Évaluation 2020	
✓ ..Genre et confinement.....	109
✓ ..Travail social de proximité.....	115
✓ ..Éducation permanente.....	167
✓ ..Initiative locale d'insertion.....	175
✓ ..Centre d'Insertion Socioprofessionnelle	187
✓ ..La fracture numérique.....	203
✓ ..Travail de sensibilisation	209
✓ ..Regards Pluri'elles	233
6. Perspectives 2021.....	241
7. Fonctionnement participatif	
✓ ..Structuration interne	267
✓ ..Nos différents champs d'action	269
8. Conclusion	271

